

# Barcelone ou le laboratoire urbain

Guy Henry, Ida Hounkpatin

# ▶ To cite this version:

Guy Henry, Ida Hounkpatin. Barcelone ou le laboratoire urbain. [Rapport de recherche] 627/90, Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer / Bureau de la recherche architecturale (BRA); Plan Urbain. 1989. hal-01907600

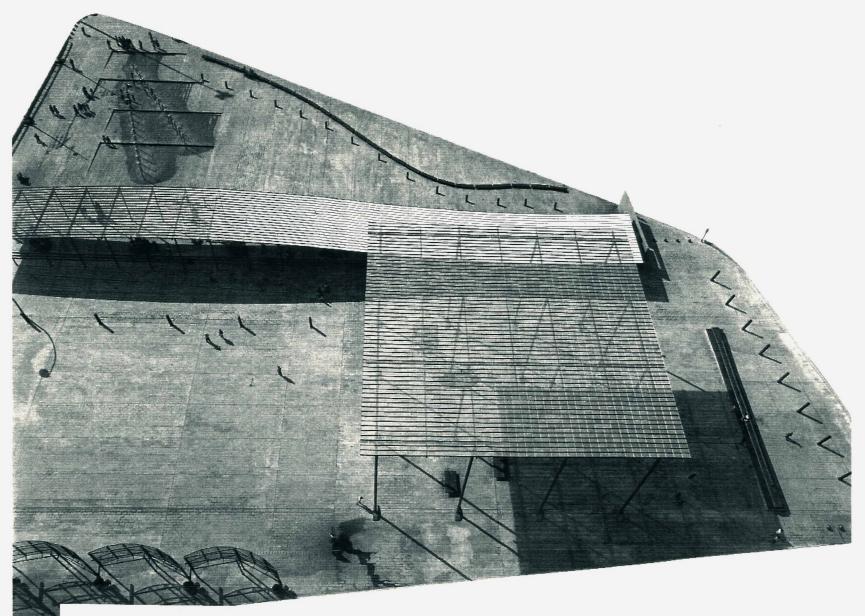
HAL Id: hal-01907600

https://hal.science/hal-01907600

Submitted on 29 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers. L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ministère de l'urbanisme, du logement, des transports et de la mer - Plan Urbain/Direction de l'Architecture



Barcelone ou le laboratoire urbain

Guy HENRY 38, rue Croix des Petits Champs 75001 Paris

90

# Ministère de l'urbanisme, du logement, des transports et de la mer

Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme (Convention d'étude n°87/01247) - Plan Urbain (Arrêté n°87.PU.01/71974)

# Barcelone ou le laboratoire urbain

Rapport de fin de recherche - Octobre 1989

Guy HENRY/Ida HOUNKPATIN

# Remerciements

Nous tenons à remercier tous ceux qui, à Barcelone, nous ont aidés à mener à bien cette recherche, tout spécialement pour leur chaleureux accueil et pour le temps qu'ils nous ont consacré:

Monsieur Jordi Borja, Adjoint au Maire de Barcelone,

Messieurs. Oriol Bohigas, architecte

Joan Busquets, architecte
Miguel Corominas, architecte

Lluis Millet, directeur de la COOP'92

Octavio Mestre, architecte

Nous tenons également à remercier Monsieur Stéphane Comby, architecte français qui, suite au stage qu'il a effectué dans les services d'urbanisme de la ville de Barcelone, a pu nous donner des informations précises sur l'organisation et le fonctionnement de ce service.

Enfin nous souhaitons témoigner notre reconnaissance à Madame Isabelle Billiard, du Plan Urbain, et à Monsieur Bernard Haumont, directeur de la recherche architecturale au ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, pour l'intérêt qu'ils ont porté à notre réflexion.

# **SOMMAIRE**

#### INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE: LA VILLE EN CHANTIER

Chapitre un: Les héritages

1. L'héritage du franquisme: le mépris de la ville

1. 1 Une métropole sous tutelle

1. 2 Un urbanisme de complaisance

2. Le Plan Général Métropolitain, précurseur du changement

2. 1 Le rétablissement de la démocratie

2. 2 Un urbanisme d'urgence

2. 3 "Barcelone est une fiction"

# Chapitre deux: le renouveau des années 80 et les trois stades du projet urbain

- 1. Premier stade (1980/1983): un urbanisme réparateur fait d'interventions disséminées
- 2. Deuxième stade (1983/1986): le retour au plan et la préparation des Jeux Olympiques
- 2. 1 Le retour au plan, le travail à deux échelles
- 2. 2 L'intégration des aires olympiques dans le projet global d'aménagement
- 2. 3 La filiation des Jeux Olympiques avec les grandes Expositions de 1888 et 1929
- 3. Troisième stade: la redéfinition de la centralité et la mise en oeuvre de politiques spécifiques
- 3. 1 L'Ensanche: secteur résidentiel ou centre directionnel?
- 3. 2 Les Aires de Nouvelle Centralité: repenser la centralité métropolitaine ...
- 3. 3 ... en urbanisant les vides
- 3. 4 Réinventer l'urbanisme voyer
- 3.5 La ville anciennne: une rénovation lente et difficile

# Chapitre trois: les moyens du "projet urbain"

- 1. L'échiquier politique
- 1. 1 La Généralitat
- 1. 2 L'ex Corporation Métropolitaine de Barcelone
- 1. 3 L'Ajuntament
- 2. Les outils et les procédures de gestion urbanistique
- 3. L'appareil technique municipal
- 3. 1 Le service d'urbanisme
- 3. 2 Le service des projets et ouvrages urbains
- 3. 3 Le service de maintenance et des services urbains
- 3. 4 L'I.M.P.U.

# Chapitre quatre: l'expérience barcelonaise: quels enseignements ?

- La ville, l'urbanisme
- 1. 1 Le plan retrouvé
- 1. 2 La ville autrement
- 1. 3 Une ville par morceaux
- 2. La ville, l'espace public
- 2. 1 Au centre du projet barcelonais: l'espace public
- 2. 2 Les parcs de Barcelone: "des bâtiments sans toits"
- 2. 3 L'espace public et l'effet d'entraînement sur le secteur privé
- 3. La ville, l'université
- 3. 1 Quand la ville va à l'école ...
- 3. 2 ... et que les professeurs vont à la ville
- 4. Les Jeux Olympiques dans la politique urbaine
- 4. 1 La dynamique institutionnelle
- 4. 2 Les Jeux Olympiques: réponse à la crise économique ?
- 4. 3 L'opposition face au pouvoir municipal

## DEUXIEME PARTIE: LA DEMOCRATIE EN CHANTIER

# Chapitre un: la généalogie du "socialisme barcelonais"

- 1. Les avatars du mouvement ouvrier
- 2. Le laboratoire social de l'Espagne
- 3. La fragilisation de la base sociale

# Chapitre deux: vers un "socialisme municipal" ?

- 1. Jordi Borja ou "l'homme de la décentralisation"
- 1. 1 Une démarche critique
- 1. 2 Quelle décentralisation pour Barcelone?
- 2. La bataille démocratique
- 2. 1 Une procédure institutionnelle expérimentale
- 2. 2 Le rapprochement avec la base sociale
- 3. Vers un "socialisme démocratique"?
- 3. 1 La nouvelle division territoriale
- 3. 2 Le transfert de compétences de l'administration centrale vers les districts
- 3. 3 L'organisation des nouveaux districts
- 4. L'institutionnalisation de la participation

#### TROISIEME PARTIE: LES HERITAGES CULTURELS

# Chapitre un: l'édification d'une conscience politique et culturelle catalane

- 1. Le développement catalan: mercantilisme et industrialisation précoce
- 2. Le prolétariat barcelonais, force contestataire active
- 3. L'instabilité du pouvoir central, terreau du régionalisme
- 4. La mise en scène du "génie catalan"

# Chapitre deux: tradition et modernité, richesses de l'architecture catalane

- 1. Première naissance de l'architecture catalane: matérialiser la puissance économique de Barcelone
- 1. 2 Une architecture de prestige
- 1. 2 Une architecture exhubérante pour une ville conquérante
- 2. Deuxième naissance de l'architecture catalane: perfectionner la ville
- 2. 1 L'émergence de "l'architecture urbaine"
- 2. 2 Les projets du GATCPAC
- 3. "L'architecture critique" de la résistance
- 3. 1 Une recompostion culturelle douloureuse
- 3. 2 L'émergence de "l'Ecole de Barcelone"

#### CONCLUSION

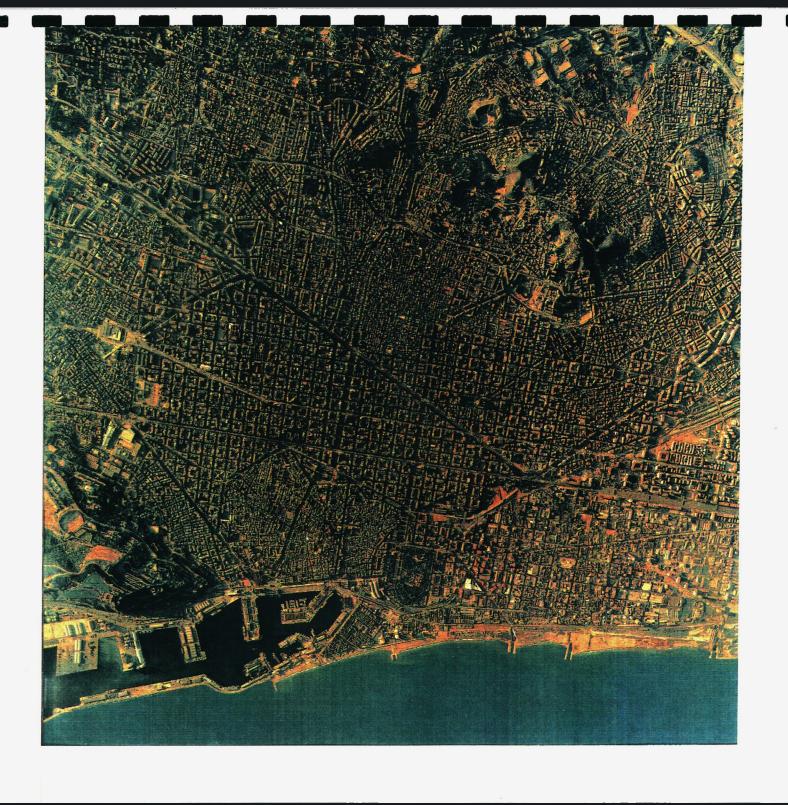
## **BIBLIOGRAPHIE**

Ce rapport est le résultat d'un travail collectif, Guy Henry s'étant plus particulièrement chargé de l'analyse de la politique d'aménagement et Ida Hounkpatin, de la décentralisation, des héritages politiques et culturels.

#### VUE AERIENNE DE BARCELONE

On distingue clairement sur cette vue aérienne les quatre morphologies principales constitutives de Barcelone, qui correspondent chacune à des étapes précises de développement de la ville:

- au centre, vers le bas, le pentagone de la vieille ville traversé du Nord au Sud par la Rambla;
- ceinturant la ville ancienne, coupée par l'oblique Diagonale, l'*Ensanche* (c'est à dire "l'Extension") édifiée sur la trame régulière tracée par Cerdà;
- ici et là, en bordure de l'Ensanche, le tissu très dense des anciens quartiers périphériques (tel Sarria, au nord de la Diagonale),
- enfin, les grands ensembles de la périphérie (qui s'étendent bien au-delà de cette vue).





# VUE GENERALE DE BARCELONE

Au premier plan, le vieux port (le Moll de la Fusta n'est pas encore aménagé) et la vieille ville. Au second plan, l'Ensanche (on reconnait la trouée du Paseo de Gracia). A l'horizon, la montagne (la colline de Tibidabo).

# INTRODUCTION

A une époque où il est si souvent fait référence - parfois de manière assez incantatoire - à "l'Europe des villes", l'activité urbanistique déployée à Barcelone depuis dix ans ne peut laisser indifférent. Au demeurant, il semble bien que cette ville exerce sur le milieu professionnel français, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage, une forte attirance qui, les années passant, est loin de se tarir.

Plusieurs raisons expliquent cette attraction: l'ouverture récente des frontières de l'Espagne et les efforts déployés par ce pays pour sortir de l'isolement dans lequel l'avait maintenu trente années de franquisme; l'organisation des Jeux Olympiques et l'effervescence - abondamment activée sur le plan médiatique - suscitée par cet évènement dans le domaine de l'urbanisme et de l'architecture; ou plus fondamentalement, le fait que Barcelone participe activement au courant européen de revalorisation de l'urbain dans lequel la ville, désignée comme un "espace social à haute valeur ajoutée", est considérée comme un des facteurs de relance économique.

Emergeant au début des années 80, ce courant européen prolonge la tentative de renouvellement de l'architecture urbaine (telle que l'avait définie Aldo Rossi) née après le reflux de l'urbanisme technocratique et fonctionnaliste qui avait sévi dès l'après-guerre jusqu'au milieu des années 70. Entre ces deux flux de production urbanistique, s'était insinuée une "vague molle" mais tenace, celle de l'urbanisme pseudo-écologique et profondément antiurbain avec l'ère des pavillons périphériques et des nouvelles résidences dites vertes... Aujourd'hui, on assiste à la mise en oeuvre d'importants projets urbains au centre des capitales et grandes villes européennes. A Londres, la reconversion des Docklands constitue une sorte d'expérience in vivo de la politique libérale thatchérienne; à Berlin, les projets de l'IBA traduisent l'éclectisme des "réinterprétateurs" de l'architecture traditionnelle européenne; à Barcelone, la ville réaménage son système d'espaces publics et s'ouvre sur la mer; à Séville, à Madrid, à Rotterdam, à Gênes, à Turin, etc, on tente d'améliorer, de perfectionner, d'achever la ville, de la restructurer et de revaloriser les espaces en friche, obsolètes ou dégradés.

Il est assez difficile pour le moment, en l'absence de recul, d'élucider complètement ce phénomène de renouveau, tant on a affaire à des partis pris différents, voire opposés. Aux contextes locaux et aux spécificités de chaque site s'ajoutent la diversité des écoles de pensée, ce qui donne lieu à des réalisations souvent inédites. Ainsi, dans l'expérience barcelonaise, retrouve-t-on quelques unes des idées progressistes de l'urbanisme du mouvement moderne, idées qui s'opposent aux credos passéistes voire quelque peu réactionnaires qui s'expriment à Berlin ou plus encore à Londres.

Dans ce panorama européen contrasté, la France occupe, semble-t-il, une position en retrait. Sans doute parle-t-on d'abondance de Montpellier, de Nîmes, ou des grands projets parisiens. Mais à une époque où il est définitivement périmé de cautionner la production de nouveaux ensembles urbains par des gestes purement plastiques (l'expérience des Grands Ensembles et de l'essentiel des rénovations urbaines, singulièrement fournie dans notre pays, devrait y inciter), force est de constater qu'au delà de gestes architecturaux plus ou moins académiques, aucun des projets dont on parle ne renouvelle la question urbaine. Davantage, on peut se demander si la trompeuse évidence plastique de certains projets ne désamorce pas toute interrogation sur la manière de penser et d'agir sur la ville d'aujourd'hui.

C'est pourquoi, l'hypothèse que l'on peut émettre est que l'une des raisons de la curiosité française à l'égard de ce qui se passe à Barcelone (et ailleurs) provient de l'insatisfaction née de la manière dont la politique d'aménagement urbain se mène dans les différentes villes de notre pays, politique liée au déclin (pour ne pas dire l'échec) d'idées qui, dans le cours des années 70, avaient tenté de renouveler les fondements théoriques et éthiques d'une activité, *l'urbanisme*, que la croissance antérieure avait laissée exsangue.

Telle est, pour une bonne part, l'une des motivations à l'origine de cette recherche. Sans doute n'est-ce pas ici le lieu de s'étendre sur les attentes déçues suscitées par la notion de "projet urbain", apparue en France il y a quelques années, et dont le contenu reste aujourd'hui extrêmement vague avec un impact quasiment nul sur la pratique urbanistique. Expression d'un désir de projeter autrement la ville, le "projet urbain" n'a guère dépassé le symptôme du malaise qu'il exprimait. Tout au plus cette notion, qui a principalement joué le rôle de bouée de sauvetage pour un urbanisme en état de survie, a-t-elle été récupérée par une idéologie architecturale plus soucieuse de légitimer ses interventions à grande échelle que de développer une pensée neuve et critique sur la ville.

C'est dans ce contexte idéologique rapidement ébauché, que s'inscrit cette recherche sur la politique urbaine mise en oeuvre à Barcelone depuis près de dix ans, la question sousjacente à ce travail étant: comment la ville de Barcelone participe-t-elle au courant de renouvellement de la ville européenne? comment le projet urbain barcelonais définit-il son rôle dans la recomposition d'une société en crise?

Fidèles à cette interrogation, nous nous sommes moins consacrés à la description exhaustive des projets réalisés (le catalogue en serait volumineux!), qu'à l'élaboration d'une sorte de *bilan-réflexion* portant sur les dix dernières (qui sont aussi les premières) années d'exercice de la municipalité socialiste.

Le présent rapport s'organise en trois parties, dont on lira ci-après le bref résumé:

- la première, consacrée au contenu, à l'évolution et aux modalités pratiques du projet urbain;
- la seconde, à la décentralisation du pouvoir municipal;
- la troisième, aux fondements historiques, culturels et politiques de cette vaste entreprise.
- 1. Après un bref rappel historique brossant la situation héritée du franquisme à laquelle la municipalité de Barcelone, élue en 1979, s'est trouvée confrontée, la première partie retrace l'évolution de la politique urbaine mise en oeuvre, évolution que l'on peut résumer, d'une part comme un déploiement territorial et une diversification thèmatique, et d'autre part comme un approfondissement théorique constant.

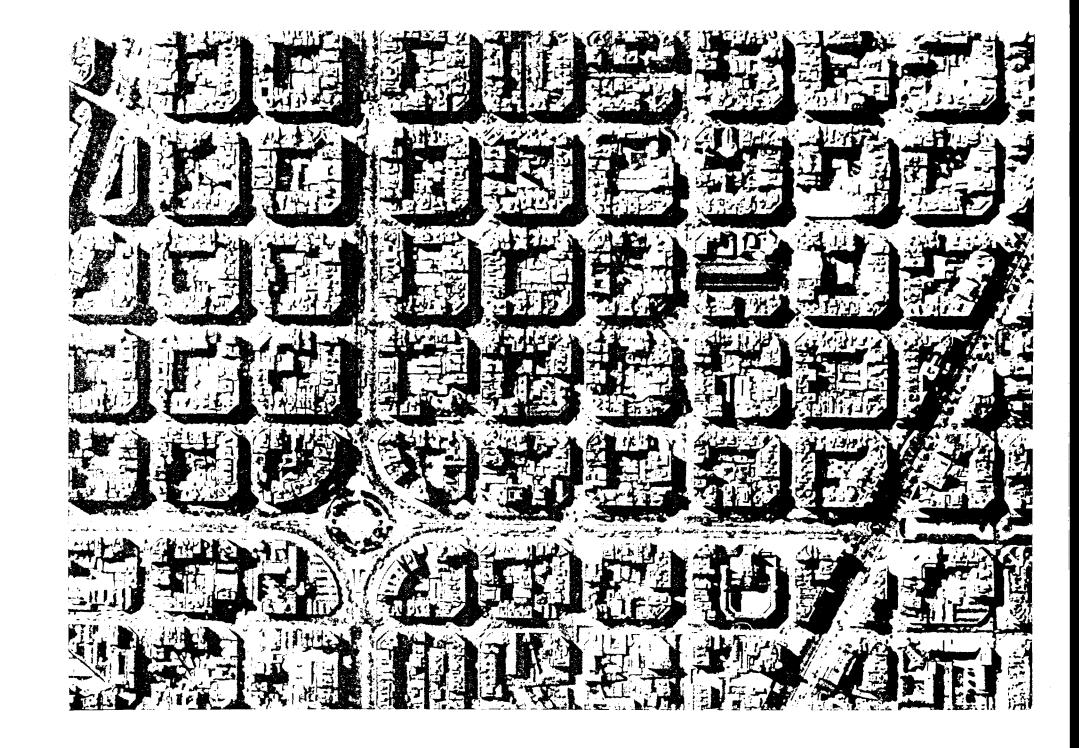
Constatant l'importance des efforts consacrés par le service municipal d'urbanisme à élaborer une nouvelle méthodologie, nous avons été conduits, dans cette première partie, à nous intéresser de près à l'organistion de cet appareil technique, ainsi qu'aux outils de projetation et aux procédures de gestion urbanistique élaborées et mises en oeuvre par cet organisme. Cette première partie se clôt par un ensemble de réflexions regroupées selon quatre thèmes, à savoir:

- la planification: partant d'une condamnation polémique de la planification antérieure entachée de technocratisme, les efforts des auteurs du projet urbain se sont portés sur la reconstruction critique d'une méthodologie de planification urbaine adaptée aux nouvelles conditions et exigences du développement contemporain des villes;
- l'espace public: ce thème central de l'expérience barcelonaise joue le rôle d'élément stratégique de premier ordre dans une politique qui donne d'autant plus d'importance à la qualité des aménagements réalisés qu'elle en attend un effet d'entraînement sur l'initiative privée. Ce thème traverse toute l'évolution de la politique d'aménagement mise en œuvre qui, partant d'un urbanisme réparateur constitué d'interventions disséminées est passée à un urbanisme pluridimensionnel articulant des

politiques spécifiques.

- l'Ecole d'architecture de Barcelone: ce thème, qui peut surprendre, résulte du rôle considérable (presque inouï pour l'observateur français) que joue l'Ecole d'Architecture de Barcelone dans l'émergence et la lente maturation de la politique d'aménagement mise en oeuvre:
- enfin, *les Jeux Olympiques* dont le rôle est multiple: accélérateur des lenteurs administratives, atténuateur des antagonismes locaux, tremplin médiatique, catalyseur d'un catalanisme que l'on peut juger anachronique, etc. On découvrira à cette occasion que la grande intelligence de la politique urbaine barcelonaise a été de ne pas confondre la fin et les moyens: les Jeux n'ont pas été conçus comme une contrainte exceptionnelle posant de nouveaux "problèmes" à une ville par ailleurs en butte à de grandes difficultés, mais, au contraire, comme l'occasion idéale pour les résoudre.
- 2. La seconde partie, qui n'était pas prévue dans notre programme de travail initial s'est imposée dès lors qu'est apparu que, parallèlement aux chantiers à ciel ouvert ponctuant la ville, un autre chantier, moins visible mais bien réel cependant, transformait la ville, à savoir celui de la démocratie locale. Chantier qui concerne au plus près l'urbanisme puisqu'il vise, en décentralisant le pouvoir municipal à l'échelle des quartiers, à rapprocher ce pouvoir de l'expression et de la gestion des intérêts de la population. Ce qui devrait permettre de faire mieux correspondre la demande sociale avec la politique urbaine engagée.
- 3. La troisième partie, enfin, tente de montrer l'ancrage d'une expérience qui, au delà des facteurs conjoncturels et de la "volonté des acteurs", n'est compréhensible que si l'on en réfère à l'histoire de cette ville et de sa région. Histoire qui est caractérisée par une conscience politique et culturelle profondement régionale et, simultanément, par une grande ouverture sur les idées du moment, en Europe et dans le monde; par un mouvement ouvrier actif auquel a été souvent liée l'intelligentzia; enfin, par une culture architecturale qui, tout en épousant le mouvement économique et en s'engageant sur le plan politique, a su maintenir une distance critique et préserver une grande liberté d'invention.

L'expérience barcelonaise est encore jeune. Que représentent en effet dix années lorsqu'il s'agit de transformer une métropole de trois millions d'habitants dans un pays qui, il y a peu, était jugé retardataire et n'avait d'autre attrait pour l'européen moyen que celui du tourisme bon marché? Pourtant, comme on va le voir, le chemin accompli paraît considérable. C'est que le retard, peut-être, permet parfois de mieux avancer.



# PREMIERE PARTIE LA VILLE EN CHANTIER

" Nous voulons édifier la ville la plus moderne possible sur le plan culturel et esthétique".

Oriol Bohigas

"La ville constitue la première ressource de notre société. Il faut oser y intervenir de manière forte, non pour la contredire, mais pour la finir et la changer".

Joan Busquets

La capitale catalane prend au fil des mois un visage de plus en plus spectaculaire. L'intérêt de ce qui s'y passe tient au fait que ce n'est plus de discours, de manifestes ou de projets dessinés dont il est question - comme cela a été souvent le cas en Europe au cours de ces vingt dernières années - mais que l'on y construit, aménage et transforme la ville de manière bien concrète. Depuis 10 ans, la ville est un immense chantier.

# Barcelone, ville ancienne et moderne

Barcelone, comme la plupart des villes de l'Europe du sud, présente des caractéristiques singulières et en particulier une structure urbaine clairement dessinée, très compacte, articulée autour du noyau historique, comme en témoigne la photo aérienne sur laquelle les grandes phases de constitution de la ville et la délimitation des différents ensembles morphologiques sont clairement reconnaissables. Comme ces autres villes, Barcelone n'a pas subi de transformation traumatisante (tel les bombardements dont ont été victimes les villes du nord). Un système urbain moderne, d'une grande complexité fonctionnelle, s'est donc développé sur la structure ancienne sédimentée. Bien que moins sensible que dans les villes de l'Europe du nord, la ségrégation spatiale y est aussi plus récente et en grande partie déterminée par les barrières des grandes infrastructures (ferroviaires, routières, fluviales...). Globalement, on peut dire que cette ségrégation se résume au partage entre un Est ouvrier sous-équipé et un Ouest résidentiel de standing.

La géographie de Barcelone délimite une aire compacte comprimée entre le front maritime et la chaîne montagneuse épousant le littoral, qui accueille 3,5 millions d'habitants. Ce système s'est développé à un rythme très rapide dans les années 60 et 70, sans pourtant disposer des infrastructures et des services urbains nécessaires et d'un niveau de construction quantitativement suffisant. Cette carence des infrastructures et des services demeure un problème important dans la situation actuelle.

## Barcelone, l'Espagne, l'Europe

Barcelone occupe depuis longtemps une position singulière en Espagne. Ses rapports ont longtemps été conflictuels avec la Castille. Rivale de Madrid sur le plan économique et politique, Barcelone occupe toujours une position exceptionnelle comparée au sort des autres villes, même si cette situation évolue: à l'ancienne dichotomie opposant Madrid et Barcelone, se substitue progressivement un rapport plus complexe et plus riche entre les villes espagnoles, du fait notamment des réformes politiques de l'après franquisme déclarant les régions autonomes.

Deux éléments expliquent la différence de Barcelone dans la péninsule ibérique: sa participation à l'histoire ancienne du bassin méditerranéen et sa plus grande proximité avec les autres grandes métropoles d'Europe. Proximité que Barcelone ressent d'autant plus qu'elle est séparée de l'Espagne par la coupure continentale des marches castillanes et par la coupure de l'Ebre qui marque le passage vers l'Espagne du sud. Attirée au nord, par la terre, vers Toulouse, Montpellier et Lyon, elle est aussi attirée à l'Est, par la mer, vers Marseille, Gênes, Naples, et tout le bassin méditerranéen.

## **CHAPITRE UN: LES HERITAGES**

La force et la richesse de l'expérience barcelonaise apparaissent avec d'autant plus d'acuité que l'on se remémore son point de départ. Au moment où l'équipe municipale à majorité socialiste fait appel à Oriol Bohigas, Directeur de l'Ecole d'Architecture de B arcelone, pour impulser une politique urbaine novatrice, la capitale catalane est en pleine crise. Crise urbaine profonde qui supporte le poids de deux héritages de nature différente: l'héritage "lourd" du franquisme, dont les coûts sociaux exhorbitants pèsent encore aujourd'hui sur la capitale catalane, et l'héritage mitigé de la transition démocratique. Deux héritages correspondant à deux gestions urbaines inscrites dans des contextes différents:

- la période franquiste couvrant environ trente-cinq ans (1939 à 1975), qui marquera à sa manière le "miracle économique" espagnol des années soixante; pour Barcelone, ce fut une période de régression urbanistique aboutissant à l'asphyxie de la métropole;
- la période dite de transition (1975 à 1982) qui a permis d'instaurer la jeune démocratie espagnole et a coïncidé avec les débuts de la récession économique; cette période inaugure le retour d'une instance municipale attachée à l'intérêt collectif et à la satisfaction des besoins immédiats de la population.

## 1. L'héritage du franquisme: le mépris de la ville

On peut dire que Barcelone a connu un urbanisme *franquiste* dans la mesure où l'aménagement urbain s'est déployé suivant la logique d'un régime politique particulier. Il faut toutefois insister sur le fait que cet urbanisme, tout en étant impulsé de "l'extérieur", c'est-à-dire depuis Madrid, s'est incrusté localement par le biais d'un clientèlisme s'appuyant sur les milieux d'affaires barcelonais. Qualifier cet urbanisme de *prédateur* souligne le fait qu'il a parasité et exploité la métropole barcelonaise dont le dynamisme propre s'est trouvé comme aspiré, sans aucune contrepartie. Les pires choses

urbanistiques ont été produites pendant cette période dans un contexte de forte croissance économique.

# 1.1 Une métropole sous tutelle

Tout au long du franquisme, et quelles que soient les évolutions idéologiques du régime, la métropole barcelonaise a subi une politique de brimade imposée au moyen d'une forte tutelle administrative qui s'est traduite par une politique territoriale constamment sélective. Le régime franquiste s'était installé au sortir d'une guerre civile qui avait opposé l'Espagne rurale à l'Espagne des grandes villes (Madrid, Catalogne et Pays basque). Et la guerre fut prolongée par une forte répression politique et sociale, la Catalogne étant assimilée à l'ennemi intérieur et Barcelone à la "ville de tous les maux": berceau de l'anarchisme ouvrier, métropole industrielle, rivale politique de Madrid.

"Parler de ce que fût la politique urbaine en Catalogne, et plus particulièrement à Barcelone, durant les quarante dernières années, c'est d'emblée faire la critique sévère de tout un système politique" écrira E. Moreno (1). Le centralisme autoritaire avait en effet commencé par affaiblir les élus locaux nommés depuis Madrid, réduisant de manière notable leur base sociale et leurs compétences. De 1945 jusqu'en 1957, par exemple, la Commission Supérieure Provinciale d'Aménagemement chargée de l'urbanisme à Barcelone, était rattachée au Ministère de l'Intérieur. Quand, par la suite, l'Espagne est sortie de son isolement diplomatique (adhésion à l'OTAN) et a opéré son décollage économique, la Catalogne a été réintégrée à la politique industrielle nationale. Mais, c'est à une pure logique de profit que Barcelone a alors été soumise, après avoir été exclue des programmes de reconstruction jusqu'en 1950, tandis que Madrid se renforcait comme pôle administratif (2).

Les investissements publics étaient dérisoires, laissant le champ libre à une spéculation effrenée. Et quand il s'est agit d'aménager l'agglomération barcelonaise, les politiques sectorielles mises en place furent largement insuffisantes, même pour gérer la pénurie, tandis que la planification technocratique relativement ambitieuse fut complètement inopérante. A titre d'exemple, le détournement de la procédure de modification des plans partiels illustre très bien l'échec de l'urbanisme règlementaire face à des pratiques illégales devenues les règles de fait. Les plans partiels sont des plans de détail appliquant les directives du plan général, notamment l'affectation des sols. La loi permettait d'engager une procédure pour modifier l'affectation à condition que le ou les demandeurs fussent propriétaires de 60 % des terrains concernés. L'administration municipale contrôlait cette

<sup>(1)</sup> La politica urbanistica a Catalunya durant el darrers anys quaranta, in Evolucion urbana de Catalunya, edicions de La Magrana, Barcelona 1984

<sup>(2)</sup> Sur ce sujet, lire également: modèle de développement et politique urbains en Espagne (1939-1975), M. Tarrago in revue Espaces et Sociétés n°19, Paris déc 1976

procédure, en garantissait la légalité, et avait compétence pour accepter ou refuser les modifications suivant leur conformité avec l'intérêt général. Or, la puissance publique s'associait toujours avec les intérêts privés, essentiellement les grands propriétaires fonciers déjà favorisés par cette loi (parce qu'elle incitait à la concentration) et souvent liés avec des entreprises de construction. Comme l'écrit encore E. Moreno: "les plans étaient l'oeuvre des techniciens et les plans partiels celle des capitalistes spéculateurs". En l'absence de tout contre-pouvoir, la corruption de l'administration municipale était alors prépondérante.

# 1.2 Un urbanisme de complaisance

Les interventions urbanistiques de la puissance publique se manifestaient presque exclusivement sous forme règlementaire par une planification qui restait inefficace, parce que constamment contournée dans la pratique. Sur le terrain de l'urbanisme opérationnel, la municipalité fut aussi longtemps absente, entérinant les opérations spéculatives. Par la suite, quand elle a prétendu intervenir, elle s'est associée avec les plus gros investisseurs privés pour la construction de Grands Ensembles périphériques totalement sous-équipés. Avec le décollage économique et la constitution d'un important courant migratoire (surtout en provenance du Sud du pays), le marché de l'immobilier devint un des principaux secteurs de relance et d'accumulation. Phénomène classique qui, dans le contexte franquiste, a abouti à un urbanisme de complaisance. Lorsque Jordi Borja parle de "collectivisation des dépenses et de privatisation des plus-values", il est très loin d'exagèrer (3).

Dans le même temps, une autre ville ("sous-ville" selon Moreno, "infra-ville" selon Ferras) s'aménageait. Celle de l'habitat informel, depuis les bidonvilles jusqu'aux barracas auto-construites. La politique du logement, longtemps gérée par la Commission Nationale du Chômage, n'avait fait qu'aggraver la situation. Sans créer de filière spécifique du logement social, on s'était contenté d'accorder des prêts préférentiels aux constructeurs qui pouvaient en même temps pratiquer des tarifs libres; le marché du logement devint rapidement inaccessible aux couches populaires nombreuses. Et celles-ci ont alors produit avec leurs propres moyens les espaces de vie qui leur étaient nécessaires en occupant illégalement des terrains périphériques non urbanisables (pentes de Montjuïch, bordures de voies ferrées, rives du Besos, etc).

Ainsi, au début des années soixante-dix, la métropole barcelonaise s'était considérablement étendue selon un schéma hyper-sélectif; l'espace urbain était fortement polarisé autour d'une ville-centre dont le CBD s'agrandissait, rejetant dans des communes périphériques les activités industrielles et les classes populaires. Le déficit était énorme en équipements collectifs de première nécessité (voies de desserte, transports collectifs, établissements

scolaires, équipements socio-culturels, etc).

Le centre historique s'était complètement paupérisé (population âgée, à forte proportion d'immigrés, non solvable, vivant dans un bâti très dégradé); l'Eixample (extension de Cerda) s'était dépeuplée au bénéfice des activités tertiaires concentrées le long du Passeig de Gracia et de la Diagonal; les anciens villages intégrés à Barcelone (Gracia, Sants, Sant Gervasio, Sant Andreu, etc) s'étaient surdensifiés; les banlieues ouvrières avaient proliféré anarchiquement à la périphérie industrielle, ....

Sanctionnant ces échecs qui aggravaient le contentieux politique, les Barcelonais ont mené des luttes urbaines dès le début des années soixante-dix. Les thèmes des actions revendicatives étaient très clairs, mettant directement en cause l'incurie de l'administration publique:

- mise en demeure de la puissance publique pour l'obliger à réaliser les équipements collectifs attendus et en partie payés par les habitants (taxes et loyers) tels qu'écoles, services socio-culturels, espaces verts, terrains de sport;
- opposition aux projets publics de rénovation pour préserver l'intégrité morphologique des quartiers (opposition à la réalisation d'infrastructures routières et d'aires de stationnement, à la destruction d'équipements de quartier (marchés), de bâtiments historiques, etc);
- autodéfense des résidents face aux menaces d'expulsion et d'expropriation suscitées par des opérations spéculatives dans des quartiers très populaires (4).

Ces mouvements revendicatifs, animés par "la gauche divine" (5), témoignaient d'un renouveau culturel et associatif de la société catalane qui, bien que contrôlée par le régime, observait attentivement cette sorte de "tissu paradémocratique", "cette réalité socioculturelle trés avancée dans (...) une Espagne qui fournissait encore des bases sociales fondamentales au pouvoir franquiste" dont parle Montalban (5). Lorsque la démocratie fut restaurée, la capitale catalane était à l'avant-garde du pays, considérée alors comme le "laboratoire social" de l'Espagne.

# 2. Le Plan Général Métropolitain (PGM), précurseur du changement

Le Plan Général Métropolitain approuvé en 1976 par la municipalité de Barcelone constitue, jusqu'à maintenant, le cadre réglementaire des politiques urbaines qui se sont

<sup>(3)</sup> Cité par Robert Ferras in Barcelone, éditions Anthropos, Paris 1977

<sup>(4)</sup> Voir R. Ferras, op. cité, et revue Espaces et Sociétés n°19, Paris déc 1976

<sup>(5)</sup> Selon M. V. Montalban: "confus mélange de professionnels de l'esprit, de mannequins de haute-couture, de fils à papa, de consuls honoraires de pays improbables, de fabricants de pots de chambre qui avaient lu Cioran en français et de communistes aimables", Barcelone, éditions Autrement Paris 1986

succédées: celle de la transition démocratique et celles de l'équipe socialiste dirigée par Pasqual Maragall. Si le PGM a introduit un changement de conception important par rapport à l'inefficacité de la planification précédente, la rupture essentielle de fait est provoquée par un changement d'ordre socio-politique.

#### 2.1 Le rétablissement de la démocratie

La mort du leader franquiste a eu lieu en 1975, marquant la fin officielle du régime totalitaire. Entre 1975 et 1979, une succession d'évènements politiques a fondé la nouvelle démocratie espagnole:

- en 1977, élection d'une assemblée constituante au suffrage universel;
- en 1978, approbation de la nouvelle constitution par référendum;
- en 1979, les élections législatives renouvellent le mandat du gouvernement Suares, et les élections municipales voient l'arrivée de maires socialistes dans de nombreuses villes, dont Barcelone;
- en 1982, le nouveau courant socialiste est vainqueur aux Cortes et le premier gouvernement socialiste espagnol depuis près de quarante ans est créé.

Cette période dite de *transition démocratique* fut marquée par une vague de libération et de renouvellement des esprits et de la sphère politique, surtout à Barcelone, où l'effervescence amorcée dés le début des années soixante-dix, était à son comble.

Face à une administration municipale totalement discréditée, un nouvel organisme supramunicipal est créé en 1974: la *Corporation Métropolitaine de Barcelone.*, chargée de promouvoir, gérer, coordonner et faire respecter l'application des plans d'urbanisme concernant l'ensemble métropolitain (27 communes plus Barcelone). Cet organisme était dirigé par un Conseil Métropolitain, qui remplaçait l'ancienne Commission Supérieure Provinciale d'Aménagemement. Evènement novateur, aucun représentant de l'Etat ne siègeait plus au Conseil Métropolitain qui formait ainsi une instance déconcentrée (mais non encore décentralisée). En 1976 était approuvé après enquète publique le Plan Général Métropolitain d'aménagement de la Corporation Métropolitaine de Barcelone.

Parallèlement, s'est effectué le renouvellement pluraliste de l'administration municipale, au rythme de la reconquête démocratique; la rénovation technico-politique, quant à elle, fut plus lente, même si, progressivement, de nouveaux professionnels plus proches du pouvoir socialiste furent intégrés à l'appareil municipal.

# 2.2 Un urbanisme "d'urgence"

En réaction contre l'expérience négative de la planification précédente, dénaturée par des dérogations permanentes et des pratiques illégales, le PGM a rejeté toute idée de plan

évolutif. Une planification plus rigide a été établie et les efforts ont porté sur les conditions de mise en œuvre des projets. Les procédures de consultation et de sélection des équipes de maîtrise d'oeuvre furent modifiées pour éviter de travailler avec la filière des entreprises compromises avec le régime franquiste, encore très liées avec l'administration municipale. On s'adressa de préférence à des professionnels extérieurs à l'appareil municipal. Et contrairement aux pratiques antérieures de cloisonnement des travaux, les projets ont été réalisés par ceux qui les avaient conçus, et non plus par les services techniques, assurant ainsi cohérence et qualité. Tout cela, qui peut sembler banal par rapport au contexte français, a constitué une innovation importante pour l'urbanisme barcelonais.

Elaboré dans une période où les luttes urbaines se développaient, le PGM se devait de répondre aux revendications qu'elles exprimaient. C'est donc une politique urbaine de court terme qui a été menée pour essayer de combler les déficits énormes de la métropole. Deux grands chapitres furent définis: politique foncière et politique de projets pour les quartiers.

Le but de la politique foncière était de constituer les réserves publiques en prévision d'opérations d'aménagement futures; en deux ans, la ville acquit 220 ha répartis de la manière suivante:

- 86 ha de parcs et jardins,
- 50 ha reconvertis en forêts,
- 70 ha pour les équipements,
- 15 ha pour le logement et la rénovation.

C'est dans ce capital foncier que la municipalité élue en 1979 puisera pour mettre en œuvre sa politique.

Pour les projets de quartier, la stratégie adoptée consistait à regrouper les multiples revendications concernant souvent un niveau micro-local afin d'aboutir à des projets d'échelle plus globale. Trois thèmes furent retenus, correspondant à des besoins complètement négligés sous la période franquiste:

- les écoles: en 1975, 46 000 enfants barcelonais scolarisables étaient en attente par manque d'écoles publiques; 75% des établissements scolaires de la ville appartenaient au secteur privé (25% dans le reste de l'Espagne), donc restaient inaccessibles aux enfants défavorisés. Quatorze opérations au total furent conduites (restauration de deux écoles et construction de douze écoles dont la moitié en banlieue).
- le logement: dans un contexte de pénurie cruciale de logements pour les couches populaires installées dans le centre paupérisé et dans les banlieues périphériques, il fallait réhabiliter le patrimoine ancien, très dégradé et insalubre, et construire du neuf à des prix accessibles. Six opérations furent réalisées.
- les espaces publics: ce fut le volet le moins avancé de la politique urbaine de la transition; il devait répondre à une forte demande en espaces de jeux et de loisirs. Cinq

projets de réaménagement de places et de jardins furent réalisés (Plaça Gaudi et Plaça Lesseps, Plaça Mossen, Plaça Cerda, Jardins de la Carrer Vesubio) et d'autres, restés à l'étude, furent repris par la municipalité élue en 79 (6).

S'il marquait un tournant et constituait un tremplin pour la politique urbaine qui lui succèdera, il est clair que l'urbanisme "d'urgence" initié par le PGM avait ses limites, n'ayant pas su définir des objectifs précis à la fois pour l'ensemble de la métropole et pour ses composantes extrêmement différenciées. Plus grave encore, la programmation de grandes infrastructures routières fracturant la ville et conçues de manière uniquement fonctionnelle s'inscrivait dans le prolongement de la planification technocratique précédente. De fait, en inaugurant le retour de la puissance publique dans la gestion urbaine, la transition démocratique a essentiellement entamé la rénovation d'une administration municipale alors en complète faillite.

#### 2.3 "Barcelone est une fiction"

Avec l'épuisement politique du franquisme, en 1975, Barcelone sortait meurtrie d'une longue parenthèse de régression urbanistique. L'héritage de Cerda et du GATCPAC avait été balayé avec la liquidation des projets progressistes du Plan Macia et de la politique de rééquilibrage territorial mis en oeuvre par la Généralitat de Catalogne sous la lle République.

Provoquant l'anarchie d'une urbanisation spontanée, incapable de contrecarrer l'extrême polarisation de la métropole et d'organiser une ville-région équilibrée - ce qui était pourtant son leitmotiv - la planification technocratique prônée par le franquisme avait fait la preuve de son inaptitude intellectuelle et opérationnelle. Alors que l'augmentation du niveau de vie de la population suscitait une demande plus qualitative, la métropole catalane s'était développée selon un modèle archaïque excluant toute redistribution des richesses. C'est sur ce constat d'échec patent que s'appuiera Oriol Bohigas, leader du renouveau urbanistique, dans ses ardentes prises de position lors de son accesssion en 1981 au poste de directeur de l'urbanisme de la ville.

Le changement politique qui se dessinera pendant la période de la "transition démocratique" permettra d'amorcer un début de rééquilibrage des rapports de forces entre Madrid et Barcelone et, au plan local, de rétablir le contact entre d'un côté, les notables et les milieux d'affaires liés au régime franquiste, et de l'autre, de larges secteurs d'une société barcelonaise en pleine ébullition. Malgré ses limites, le Plan Général Métropolitain concrétisera ce moment de pivotement: s'il n'a pas débouché sur des réalisations spectaculaires - du fait notamment d'une programmation très en retrait au regard des

déficits à combler - le PGM aura surtout commencé à inverser le cours de l'urbanisme "prédateur" des 35 années précédentes. Marquant un point d'arrêt, le PGM sera aussi un point de départ pour l'équipe dirigée par le nouveau maire, Pasqual Maragall, qui ne se voilait pas la face lorsqu'il déclarait lors de son accession: "Barcelone est une fiction! Le centre vous fait impression, mais c'est une métropole où l'on trouve les pires aspects de l'Europe" (7).

Dix ans après, l'écho de ces paroles est encore perceptible dans les vieilles rues de Barcelone, comme dans ses lointaines banlieues. Car dix années n'ont pas suffi à extraire définitivement la ville du chaos où le franquisme l'avait plongée.

Osera-t-on dire qu'il fallait un tel délabrement pour que la ville soit repensée d'une manière aussi radicale que celle des urbanistes et des responsables politiques qui ont pris son sort en main? Le fait est qu'à partir de cette date, la métropole barcelonaise a connu dans le monde des réalités comme dans celui des idées sur la ville, une mutation radicale.

# CHAPITRE DEUX: LE RENOUVEAU DES ANNEES 80 ET LES TROIS STADES DU PROJET URBAIN

Le bref exposé de la situation urbaine que la politique municipale d'aménagement a dû affronter au début des années 80 permet de comprendre pourquoi celle-ci est d'abord passée par une politique fondée sur une nécessité conjoncturelle de réparation et de rattrapage à court terme, avant de pouvoir engager une politique ambitieuse de relance à long terme du développement urbain.

Comme on l'a souligné précédemment, le Plan Général Métropolitain constituait une base de départ non négligeable. Dû pour une part à l'infiltration de techniciens progressistes dans l'appareil municipal dans une période où le franquisme tardif cherchait une ouverture politique, le PGM approuvé en 1976 constituait, à certains égards, une anticipation de la politique mise en œuvre dans les années 80. En effet, malgré une politique urbaine publique fort peu ambitieuse et largement soumise à la pression des spéculateurs privés pendant les années qui marqueront la fin du franquisme, le PGM comportait une série de dispositions qui préparaient le terrain pour la politique mise en place lors de l'avènement de la démocratie. C'est ainsi que les importantes réserves foncières constituées par le PGM permettront d'aménager ultérieurement des espaces publics et de construire les premiers équipements sociaux (bâtiments, parcs, etc.), que les dispositions visant à l'équilibrage des densités et des usages et limitant les effets de la spéculation pourront être exploitées, comme pourra être exploité le système de critères mis au point, qui opposait à la

<sup>(6)</sup> Ces informations sur le PGM proviennent de l'article de M. Gausa in Diez anos de arquitectura catalana,  $n^{\circ}164$ -165 de la revue Quaderns d'Arquitectura i Urbanisme, Barcelona 1985

<sup>(7)</sup> Cité par P.-J. Franceschini in Le Monde Supplément Villes au futur n° 12857

# L'AIRE METROPOLITAINE DE BARCELONE

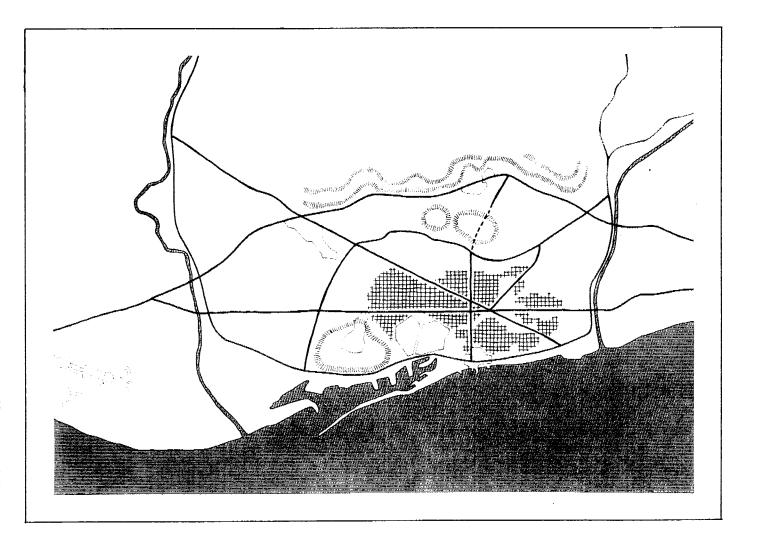
- A. Aéroport
- B. Port
- C. C.B.D.
- D. Université autonome
- E Campus universitaire
- F. Parc technologique de Vallès
- G Zone industielle (Zona Franca)
- H. Ville historique
- l Centre d'exposition
- J. Autoroute vers\_Madrid
- K Autoroute vers la France
- L Autoroute vers Mataro
- M. Autoroute vers Taragona
- 1 à 10; Aires de nouvelle centralité



L'aire métropolitaine de Barcelone est délimitée par quatre *lignes* naturelles: au Nord la montagne, au Sud la mer, à l'Est et à l'Ouest les deux fleuves, le Besos et le Llobregat.

Ces lignes sont redoublées par les grandes voies de circulation: le Cinturo au pied de la montagne et la voie du Littoral qui coupe la ville de la mer.

Barcelone a une superficie de 100 km2 et sa population atteint 1,8 million d'habitants, soit une densité de 18 000 hab /km2 (comparaison avec Madrid: 607 km2 pour 3 millions d'hab, soit 5 000 hab/km2). L'aire métropolitaine de la CMB s'étend sur 478 km2 pour une population de 3,1 millions d'hab. Elle constitue ainsi un "continuum" urbain particulièrement dense (6 500 hab/km2).







## LA PERIPHERIE

Ces quelques vues de la périphérie barcelonaise permettent de juger de la brutalité de l'urbanisation contemporaine et des problèmes posés par la banlieue de la métropole.

- 1. L'autoroute de Mataro, bordée d'immeubles de logements, enjambe le Besos.
- 2. Les grandes cités d'habitat populaire ont été souvent construites sans le moindre aménagement des abords: il y a peu, certains ensembles étaient encore desservis par des chemins de terre.
- 3. A flanc de montagne, au Nord de Barcelone, l'urbanisation mêle de manière anarchique immeubles de rapport et maisons autoconstruites (dites du barraquisme).



suprématie du zoning et des standards quantitatifs un processus de localisation et de formalisation, système qui constituera l'amorce des tentatives ultérieures de substituer à la planification abstraite des projets concrets, localisés et spécifiques, d'urbanisation.

Barcelone n'est donc pas partie de zéro lors du changement démocratique. Contrairement aux autres villes espagnoles qui avaient tout à faire, Barcelone disposait avec son Plan Général Métropolitain d'un solide point de départ, d'un instrument certes imparfait mais à partir duquel le processus alternatif de planification a pu rapidement s'engager.

La politique de renouveau mise en œuvre au cours des dix dernières années a connu une progression remarquable. Trois grands stades rythment cette progression, stades qui peuvent être caractérisés du point de vue de leur signification politique mais aussi, ce qui est plus original, du point de vue de leur signification dans le champs disciplinaire. En effet, si la politique urbaine barcelonaise résulte, comme partout ailleurs, des choix politiques effectués par les élus, elle résulte tout autant des choix théoriques effectués par le groupe de professionnels (conservant, comme on le verra, des attaches fortes avec le milieu universitaire) impliqués dans l'activité de l'appareil institutionnel. Depuis 10 ans, à Barcelone, si le débat public va bon train sur les choix effectués en matière d'urbanisme, le débat disciplinaire entre experts n'a rien à lui envier. Le "laboratoire urbain" est en pleine activité.

# 1. Premier stade (1980/1983): un urbanisme réparateur fait d'interventions disséminées

Le premir stade, qui s'étend de 1980 à 1983, peut être caractérisé comme la période militante de "l'anti-plan" en ce qu'elle cherche à établir une démarquation nette avec l'ancienne politique publique de planification technocratique dont la seule véritable efficacité se vérifiait dans l'aménagement - ô combien déstructurant - des grandes infrastructures routières urbaines. De manière plus positive, Oriol Bohigas désignera lui-même cette première étape comme celle qui, dans une situation de confrontation entre projet et plan, a renié le plan au profit du projet et a permis de sortir de l'abstraction planificatrice traditionnelle pour s'investir dans des projets localisés.

Concrètement, ce premier stade - qui, aux dires des intéressés, a aussi constitué une phase d'apprentissage pour tous les acteurs, professionnels et élus prenant en charge la politique institutionnelle - a pris la forme d'une constellation d'opérations ponctuelles disséminées dans toute la ville. Au militantisme de "l'anti-plan" dans la théorie correspond donc dans la pratique un *ponctualisme* des interventions, ponctualisme (les mauvais esprits diront saupoudrage) cohérent avec la stratégie politique d'adhésion sociale élargie que cherche alors à établir la nouvelle municipalité.

L'analyse faite par l'équipe technique qui se met en place lors du changement politique sous la direction d'Oriol Bohigas en 1980 et sur laquelle se fondera la stratégie mise en œuvre, va mettre en évidence trois défauts fondamentaux de la planification urbaine traditionnelle.

- Le premier défaut résulte de *l'opposition entre plan et projet*. La critique du Plan Général Métropolitain va montrer l'ambigüité d'un document qui, s'il prétend définir un *projet* urbain, le fait avec avec les instruments et les méthodes du *plan* traditionnel, c'est à dire en recourant à l'abstraction d'une représentation graphique a-urbaine. La critique va montrer par exemple que l'utilisation d'une même échelle sur la totalité de l'aire métropolitaine ne permet pas d'en saisir la complexité et effectue une sorte de gommage des situations conflictuelles les plus intéressantes. Le plan d'urbanisme traditionnel est ainsi condamné du fait qu'il homogénéise une situation par nature hétérogène, qu'il nivelle et s'oppose à la reconnaissance des singularités. Cette critique va aussi montrer que l'excessive rigidité des dispositions inscrites dans le plan d'urbanisme traditionnel ne permet pas, contrairement au projet, de s'adapter et de négocier au moment de sa mise en œuvre.
- Le deuxième défaut provient du fait que la planification urbaine traditionnelle conçoit la ville comme un système idéal dont il faudrait établir (ou rétablir, quand la nostalgie s'en mêle) l'unité, alors que la vision moderne perçoit la ville comme un système constitué par l'addition conflictuelle de "morceaux de réel".
- Enfin, le troisième défaut mis en évidence par les maîtres d'œuvre de la nouvelle politique urbaine résulte de l'absence habituelle dans la démarche planificatrice traditionnelle, d'analyse concernant la faisabilité des opérations programmées, absence expliquant l'irréalisme de plans d'urbanisme jamais atteints, toujours en révision.

Cette condamnation de la planification traditionnelle s'est particulièrement investie dans la remise en cause des grands projets d'infrastructure urbaine destructeurs hérités de l'époque antérieure, notamment sur deux points:

- sur le réseau de voies rapides implantées antérieurement sans aucune considération de la ville existante. L'impact dramatique qu'auraient eu par exemple les voies d'accès au tunnel du Tibidabo, la prolongation de la première ceinture par la Verneda pour St Andreu, le prolongement de l'avenue Prim et les connexions de la place de Les Gloriès est alors sévèrement dénoncé (la critique se sert aussi de l'expérience malheureuse de la place Lesseps et des perturbations qui menacent alors toute la vallée de l'Hébron avec le projet de la deuxième voie de ceinture, le Cinturo II, projet actuellement repris);
- sur les réserves d'alignements prévues pour l'ouverture de nouvelles voies à l'intérieur du tissu urbain déjà consolidé inscrites dans le Plan Général Métropolitain adopté en 1976, plan qui prévoyait par exemple pour le quartier du Raval et d'Hostafrancs

dans la ville ancienne, des modifications d'alignement de rues, voire même l'irruption de voies (prétendument) rapides qui auraient eu des conséquences dramatiques pour le patrimoine architectural et urbain (notamment pour l'avenue des Drassanes, la rue Mendèz Nunez, l'avenue de la Cambò, la via O, etc.).

Cependant, profitant du climat politique qui caractérise le début des années 80, cette remise en cause de la politique urbaine antérieure ne va pas se limiter à une critique *technique* de l'appareil de planification. S'appuyant sur les associations nées dans les quartiers qui, dès 1976, furent les premiers à réagir contre les voies rapides inscrites au PGM lorsque celui-ci fut adopté, cette critique va se concrètiser sur le terrain de deux manières:

- par l'arrêt spectaculaire des grands chantiers de voirie entrepris au titre du PGM (au début des années 80, les profondes tranchées restant ouvertes à ciel ouvert du périphérique abandonné seront exposées comme les signes de victoire d'une lutte urbaine de longue haleine);
- par la mise en chantiers d'une multitude d'aménagements d'espaces publics disséminés dans toute la ville. Toute une génération de projets vont alors être réalisés, ceux-là mêmes qui ont fait presqu'immédiatement le succès médiatique de l'aventure barcelonaise dans le monde professionnel européen, projets de toute taille (de la placette au grand parc), projets affirmant fortement leur dimension architecturale (ils sont alors systématiquement confiés à des architectes barcelonais de renom), projets qui pour l'essentiel ont pour vocation de corriger les erreurs antérieures (il s'agit alors souvent de projets liés à des infrastructures viaires déstructurantes), et de combler le retard pris dans l'aménagement des quartiers. Ainsi qu'on l'a indiqué précédemment, le sens politique de cette dissémination des projets sur l'ensemble du territoire urbain et l'accent mis sur l'espace public était évident: il s'agissait, après la prise du pouvoir, de rendre tangible auprès du plus grand nombre le changement politique intervenu. Les aménagements réalisés revêtent alors le statut d'un "discours visible" chargé, mieux que les mots de la propagande habituelle, de rendre concret l'avènement de la nouvelle politique.

# 2. Deuxième stade (1983/1986): le retour au plan et la préparation des Jeux Olympiques

Le deuxième stade, qui s'étend de 1983 à 1986, commence avec la décision de présenter la candidature de Barcelone pour les JO et s'achève avec le choix favorable, trois ans plus tard, du CIO. Il a conduit à définir un projet d'ensemble pour la ville qui a rapidement dépassé la seule finalité les Jeux.

#### 2.1 Le retour au plan, le travail à deux échelles

Pendant cette période, une nouvelle phase d'intense réflexion s'engage sur la manière d'aménager la ville; elle débouche sur la conviction qu'il est nécessaire de travailler simultanément sur deux échelles:

- *l'échelle intermédiaire*, à partir de laquelle on peut établir des liaisons entre les opérations ponctuelles d'échelle réduite (opérations du stade précédent) et les opérations plus vastes de restructuration d'ensemble des quartiers; cette échelle devant permettre de dépasser, tout en le prolongeant, le ponctualisme initial comme le montre, par exemple, le projet élaboré pour la Via Julia;
- *l'échelle de toute la ville*, à partir de laquelle il faut concevoir simultanément "les plans dans la grande ville" et produire "les grands plans pour la ville". Ce jeu de mots dû à Joan Busquets (successeur d'Oriol Bohigas à la direction de l'urbanisme) exprime la dimension dialectique qui inspire la nouvelle planification: si le "grand plan" répond à une nécessaire vision globale, il ne doit pas pour autant devenir autonome mais s'investir et se vérifier dans les contextes spécifiques des quartiers. Parallèlement, il est apparaît indispensable de structurer "la grande ville", la Gran Barcelona, en articulant ses différentes unités (ville-centre, quartiers périphériques, banlieues, villes-satellites).

En somme, ce deuxième stade de la politique urbaine barcelonaise peut être caractérisé par un retour au plan, mais à un plan renouvelé qui cherche à concilier un travail à deux échelles: l'échelle métropolitaine de l'agglomération et l'échelle urbaine de la ville et des quartiers. L'objectif étant de dépasser les dichotomies traditionnelles centre-périphérie et ville-quartiers en articulant les projets particuliers avec un projet global grâce à des projets territoriaux. Abandonnant la simplification qui permettait lors de la première étape d'affirmer de manière militante la rupture avec l'ancien régime en condamnant sommairement le plan d'urbanisme, ce second stade tente donc de réintroduire la dialectique à laquelle est inévitablement confrontée toute véritable planification, à savoir: donner une vue globale/faire apparaître les spécificités, fournir une perception analytique/permettre une vision projectuelle de la ville, montrer l'enchaînement dans le temps/faire ressortir les priorités, etc.

# 2.2. L'intégration des aires olympiques dans le projet global d'aménagement

Le renouvellement du plan d'urbanisme s'est d'abord manifesté par la conception des projets urbains directement liés aux Jeux Olympiques de 1992. En effet, ces projets ont été explicitements conçus dans le but d'élaborer un modèle spatial d'aménagement urbain

capable de répondre simultanément à deux objectifs:

- organiser une manifestation de prestige d'envergure internationale autour des loisirs et de la culture de masse nécessitant une programmation particulière en équipements sportifs, réseaux de transport et de télécommunications, hôtellerie, etc;
- satisfaire aux besoins spécifiques d'une grande métropole en situation de crise, tels que la reconversion de friches industrielles proches du centre, la requalification urbaine de zones de transition entre le centre et la banlieue, le déficit important en équipements collectifs et en infrastructures de transport, l'ouverture de la ville sur la mer, etc.

Au delà des programmes qu'ils induisaient, ces deux objectifs avaient un point commun fondamental: les projets qu'ils suscitaient posaient tous la question du passage d'une échelle urbaine à une échelle métropolitaine. Au plan urbanistique, l'enjeu était donc d'opérer un saut qualitatif avec des projets capables de générer une réorganisation de l'agglomération en articulant ces deux échelles. Seul un projet aussi mobilisateur que les Jeux Olympiques pouvait impulser une dynamique urbaine à la fois ambitieuse - voire utopique - et crédible, parce que soumise à des impératifs de faisabilité et répondant à des objectifs à court terme. Dans un tel contexte, on pouvait espérer que l'abstraction du plan se transforme rapidement en réalité.

Le plan d'ensemble a donc été élaboré à partir d'une analyse critique des modèles de développement mis en œuvre dans les précédentes villes d'accueil des Jeux Olympiques. Les Jeux ne durant que 15 jours, comment concilier l'éphémère avec la durabilité urbaine et éviter les erreurs de Moscou, Séoul, ou Munich?

A l'opposé de la stratégie mise en œuvre à Munich par exemple, où le Parc Olympique avait été localisé dans une aire relativement éloignée du centre-ville afin d'y générer un hypothétique centre directionnel, la stratégie mise en oeuvre à Barcelone a consisté à exploiter les ressources urbaines existantes selon un modèle proche de celui mis en œuvre à Los Angeles. Ainsi, plutôt que de concentrer les projets olympiques sur un site unique, on les a, au contraire, dispersés et répartis sur des zones-clés du système urbain, en les implantant sur les deux axes de requalification définis par la politique d'aménagement métropolitain: l'axe de la montagne et l'axe de la mer (48 kms de côte). Outre qu'un tel shéma facilite l'intégration, la maintenance et la réutilisation ultérieure d'installations très lourdes, et qu'il permet de générer des effets induits sur les espaces concernés, il répond à l'objectif explicite de la municipalité d'impliquer l'ensemble de la population, et surtout les acteurs économiques privés, dans la célébration des Jeux.

Le shéma adopté est donc le suivant:

- répartition des équipements sportifs sur 3 aires proches du centre-ville, insérées dans le tissu urbain existant et situées à l'intérieur d'un rayon de 5 km, à savoir Montjuic,

Diagonal-Pedralbes, Vall d'Hebron (seuls les Jeux sur l'eau se dérouleront à 40 km de la ville):

- création d'une aire résidentielle spéciale, le Parc de Mar à Poble Nou accueillant le Village Olympique;
- confortation du système de communication général par la constitution d'un réseau reliant les quatres aires olympiques;
- diversification des programmes avec mise en relation étroite du sport et de la culture, chaque aire olympique comprenant des équipements culturels et sportifs: musées, salles d'exposition, théâtres, aires de loisirs, restaurants, etc, qui en font les germes de quartiers futurs.

Au total, deux opérations, Diagonal-Pedralbes et Vall d'Hebron, concernent des quartiers périphériques de Barcelone sur l'axe de la montagne et seront reliées par le deuxième périphérique (Cinturon 2); quatre autres sont localisées sur l'axe de la mer: deux dans des zones centrales, Montjuich et Poble Nou, et deux autres dans des villes périphériques, Badalona-Montgat et Prat de Llobregat.

# 2.2. La filiation des Jeux Olympiques avec les grandes Expositions de 1888 et 1929

On a vu précédemment comment les quatre aires olympiques se sont insèrées dans la politique urbaine d'aménagement, la préparation des Jeux, loin de se limiter à la construction d'équipements sportifs voués à une manifestation exeptionnelle et courte, participant à la structuration d'un projet urbain d'échelle territoriale qui façonne et résoud plusieurs problèmes jusqu'alors restés en suspens. C'est ainsi que, grâce au Village Olympique, la ville supprime un quartier qu'elle voulait raser depuis longtemps tout en récupérant un espace éminemment rentable du fait de la proximité de la mer (8) et qu'elle saisit la préparation des Jeux pour réaménager plusieurs grandes infrastructures existantes afin de créer de nouveaux axes de développement (l'axe Tarragone-Numancia, l'axe institutionnel Carles I, le futur Convention Center). En d'autre termes, ce qui pourrait faire école pour d'autres villes, c'est l'habileté avec laquelle la préparation des Jeux a été considérée non comme un objectif en soi, mais comme ce qui, en s'intégrant au projet urbain initial élaboré avant la candidature, permet d'en accroître la dynamique (9).

<sup>(8)</sup> L'urbanisation de ce site était déjà prévue dans le Plan Macia

<sup>(9)</sup> Habileté qui n'est pas universellement partagée si l'on songe par exemple à la manière dont la ville de Paris s'est débarrassée à une époque récente du projet d'exposition universelle un temps envisagé en n'y voyant que les incidences négatives sur la circulation. Ou si l'on examine, ce qui revient au même, combien les "grands projets présidentiels" s'insèrent peu dans l'urbanisme parisien et dans l'aménagement des quartiers parisiens (ce n'est pas le dernier en date, la TGB, qui nous démentira sur ce point).

Pour les responsables barcelonais, ce choix est conscient. Il s'appuie sur l'analyse du rôle que les "grands projets" antérieurs ont joué dans l'urbanisation de la ville, notamment les grandes Expositions. Sous la bannière des loisirs et de la culture universelle, les deux Expositions avaient en effet joué un rôle plus que symbolique pour la confortation de la prépondérance industrielle catalane et la promotion de Barcelone sous la poussée d'une bourgeoisie aspirant à l'hégémonie politique. Ainsi, en 1888, la démolition de la Citadelle et son remplacement par un parc pour accueillir l'Exposition donnait-il une impulsion de poids au processus de transformation radicale initié par Cerdà: pour Barcelone, c'était un point de départ. L'Exposition de 1929, quant à elle, marquait le moment culminant d'un long processus de stimulation du développement de la ville vers l'Ouest, avec l'extension de l'Ensanche vers la Place d'Espagne et la colonisation de la colline de Montjuïc. De manière semblable, tout est fait aujourd'hui pour que les Jeux Olympiques amorcent un nouveau départ. La préparation des Jeux est conçue comme le catalyseur des opérations d'urbanisation et de construction qui permettront à la ville de combler ses lacunes historiques.

Minutieusement intégrées dans le projet urbain général, les quatre aires olympiques marquent donc à leur tour le début d'une mutation urbaine importante dans laquelle se joue la *modernisation post-industrielle* de Barcelone. Elles prennent place dans la stratégie de redéploiement de la centralité barcelonaise dont l'objectif est de conforter tout en l'équilibrant la double polarité Est-Ouest de la ville (polarité entre deux axes: l'axe Ouest Ramblas/Passeig de Gracia/Diagonal et un axe Est à développer). D'où le rôle du Parc de Mar qui oppose un rééquilibrage vers l'Est à la croissance spontanée en direction de l'Ouest concrètisée par l'extension du centre historique depuis les Ramblas vers le Paseo de Gracia, puis vers la Diagonale et Montjuic.

Remarque: On peut s'étonner de ce que Cerda ne soit rarement évoqué comme référence urbanistique dans la mesure où son modèle d'extension était sur le plan théorique plus fondamental et plus novateur que les plans masse des deux grandes Expositions. Rappelons que la référence à 1888 et 1929 intervient aujourd'hui pour démontrer opportunément la valeur d'opérations d'aménagement de grande envergure. Or, l'application du Plan Cerdà fut loin d'être une opération exemplaire d'urbanisme public, puisqu'elle avait été imposée par le gouvernement progresssite de Madrid contre la volonté des élus conservateurs de Barcelone, et qu'elle avait donné lieu à une "fièvre d'or" immobilière. Mais, comme on le verra par la suite, Cerdà a inspiré un certain nombre de projets actuels.

# 3. Troisième stade: la redéfinition de la centralité et la mise en œuvre de politiques spécifiques

Le troisième stade, qui correspond à la période actuelle, commence après la décision du CIO d'organiser à Barcelone les prochains Jeux Olympiques et s'étend jusqu'à aujourd'hui (10). L'étape précédente avait déjà conduit à réfléchir aux grands problèmes de la ville, en insistant sur la spécificité de chacun, selon que l'on considère la périphérie, l'Ensanche, ou la ville ancienne. Fortement dynamisée par l'échéance des J.O., ce troisième stade doit donc permettre de mettre en place les politiques spécifiques adaptées à chaque type de "grand problème". Elle devrait également promouvoir le développement des "Aires de Nouvelle Centralité" qui jouent, pour la politique urbaine d'ensemble, un rôle-clé de redéfinition du rapport entre centre et périphérie à l'échelle de toute la métropole.

Avec cette troisième étape, Barcelone se trouve donc projetée dans l'après-92. La capitale catalane entre dans la course des villes européennes et cherche simultanément à assurer sa suprématie sur les autres grandes villes d'Espagne. Mais c'est aussi maintenant, on y reviendra ultérieurement, qu'apparaissent les véritables tensions, politiques, financières, et sociales...que les dix premières années de l'état de grâce barcelonais ont tout à la fois aiguisées et masquées.

#### 3.1 L'Ensanche: secteur résidentiel ou centre directionnel ?

Face à la tertiarisation de l'Ensanche (11) qui se manifeste par le remplacement progressif d'appartements et d'équipements par des bureaux et des banques, l'objectif municipal est de confirmer la vocation résidentielle de l'Ensanche. Ce qui suppose d'une part, que l'on freine le processus de tertiarisation (les bureaux doivent accepter de s'implanter ailleurs), et d'autre part que l'on améliore les conditions d'habitabilité du patrimoine existant. D'où le système mis en place actuellement qui vise d'une part à protéger les immeubles en bon état afin d'éviter que l'Ensanche subisse le même processus de dégradation que la ville historique, et d'autre part à promouvoir des opérations de récupération des cœurs d'îlots destinées à conforter la vocation résidentielle de la zone centre.

Cette politique a été longue à mettre au point puisqu'elle n'a été approuvée qu'en 1986, mais par l'ensemble des élus toutes tendances politiques confondues, ce que souhaitait l'équipe dirigeante à qui il importait d'obtenir une large approbation dans un secteur qui ne lui est pas électoralement favorable. L'unanimité qui s'est exprimée instaure la reconnaissance que l'Ensanche ne constitue pas un secteur à part de Barcelone, même si elle ne se reconnaît

<sup>(10)</sup> L'avenir dira si la démission, soudaine et récente, du coordinateur de l'urbanisme, Joan Busquets, en septembre 89, marque la fin de cette étape et le début d'une autre...

<sup>(11)</sup> L'Ensanche est constituée par l'extension de la fin du siècle d'après le plan de Cerdà

pas dans la majorité politique municipale.

La municipalité ne prévoit pas pour le moment d'engager de gros investissements dans l'Ensanche. Sa politique consiste à mener des négociations avec les propriétaires pour reconquérir les cœurs d'îlots de manière à reproduire des opérations du type "cour du château d'eau" dans lesquelles la mise en commun des parcelles doit permettre la réalisation d'espaces libres publics aérant ce tissu très densifié. L'opération "cour du château d'eau" qui constituait une opération-pilote financée en totalité par la ville, devrait être suivie d'une vingtaine d'opérations similaires engageant la participation des riverains.

Pour inciter les propriétaires, le mécanisme d'incitation utilisé est le suivant: la loi limitant la hauteur constructible à 5 étages, on autorise la construction d'un 6 ème étage, ce qui revient à augmenter la valeur de la rente foncière escomptable. Le produit de cette rente est ensuite affecté à l'aménagement du cœur d'îlot. Ce mécanisme permet donc de réinvestir la rente dans l'opération "cœur d'îlot" au plus près de l'immeuble concerné (contrairement au système de la taxe collectée par puissance publique qui, noyée dans le budget communal, n'a pas de retombée directe incitative pour les propriétaires fonciers ou immobiliers).

Concernant la tertiarisation, le parti pris actuel part du constat qu'il n'est pas réellement possible de contrôler (et donc de limiter) l'utilisation du sol. L'intervention publique consiste à convaincre les promoteurs d'investir davantage dans le résidentiel, même cher (certaines dérogations au plan d'urbanisme sont accordées aux promoteurs s'engageant à construire des logements) et à créer une incitation pour construire des bureaux ailleurs, en dehors de l'Ensanche, notamment dans les Aires de Nouvelle Centralité.

# 3.2 Les Aires de Nouvelle Centralité: repenser la centralité métropolitaine ...

Le centre de Barcelone s'est historiquement constitué à partir du Portal de Mar, symbole de la représentation institutionnelle de la cité commerciale. Il s'est ensuite développé vers la Plaça St Jaume, au cœur de la vieille ville, puis vers la Plaça Catalunya, pour finalement s'identifier à l'Ensanche (12).

Cependant, l'extension urbaine du centre historique vers l'Ensanche s'est faite graduellement, non uniformément au cours du XIX° et au début du XX° siècle. L'existence d'axes urbains significatifs (le Passeig de Gràcia, la Diagonale, la via Laietana, la Gran Via,

etc.) et la présence d'un système cohérent de desserte interne (dû au maillage régulier du plan Cerdà) disposant de points de jonction forts (plaça de Catalunya, plaça de Francesc Macià, plaça d'Espanya, etc.), ont constitué un système urbain particulièrement clair qui s'est progressivement incorporé les attributs de la centralité. Cependant, le centre géométrique des grands axes qui ont structuré Barcelone - la Plaça de Les Glories qui constituait un des nœuds centraux dans la composition de Cerdà - demeure une sorte de point indéfini de la ville, bloqué par le très mauvais aménagement de l'espace viaire.

Ainsi, alors que les zones centrales des villes traditionnelles se sont le plus souvent constituées dans un contexte de pénurie d'espace, par accumulations successives sur la base d'une densification d'un noyau originel, la zone centrale de Barcelone s'est au contraire constituée dans un contexte d'extension territoriale: avec le plan de Cerdà, il y avait une profusion d'espace à occuper. La zone centrale ne s'est donc pas formée de manière homogène mais par addition d'opérations ponctuelles successives qui ont constituées autant de germes de centralité distribués de manière irrégulière à l'intérieur de la zone. En outre, la forme caractéristique de l'Ensanche donne un contenu particulier à la notion de centralité: le maillage de Cerdà, très clairement opposé à la forme centralisatrice du plan traditionnel de la ville européenne du XIXe siècle, a fortement joué dans l'émergence d'une nouvelle manière de concevoir la centralité. Le plan de l'Ensanche n'étant pas classiquement monumental, le centre étant moins qu'ailleurs clairement désigné par le système morphologique monumental de la ville, la question du renforcement ou du développement de la centralité à Barcelone se posait objectivement de manière différente, sans déterminisme formel (13).

Or dans le contexte de régénération urbaine actuel, on constate une forte tendance à la tertiarisation de l'Ensanche aux dépens de la fonction résidentielle. Une alternative à cette tertiarisation spontanée doit donc être trouvée. C'est le rôle dévolu aux Aires de Nouvelle Centralité (ANC) qui doivent, contrairement aux projets de "centres directionnels" lancés dans les années 60 dans les grandes villes européennes (comme La Défense ou le centre directionnel de Milan et plus récemment à Londres avec les Docklands), développer une nouvelle forme de centralité à l'intérieur de la zone urbaine déjà constituée (14).

<sup>(12)</sup> Si l'on considère l'histoire récente de l'urbanisaiton de la ville, l'impact de l'urbanisation de la place d'Espagne en 1929 lors de l'Exposition Internationale doit être comprise comme une alternative à la proposition initiale d'installer l'Exposition sur le site de Glories ou dans le Parc du Besos. Le renforcement de la Place d'Espagne ne fut pas étrangère au développement vers le sud et à la consolidation de l'axe de Castelldefels et de la Zona Franca. Aussi Rubio i Tuduri appelait-il déjà en 1930 cette place le "centre actif" de Barcelone.

<sup>(13)</sup> A contrario, on peut par exemple dire que la concentration du pôle tertiaire de l'agglomération parisienne en un point, à La Défense, s'imposait d'autant mieux que ce point était situé sur l'axe majeur de la morphologie de la capitale.

<sup>(14)</sup> Il faut cependant rappeler que Barcelone a également failli avoir son centre directionnel à l'extérieur de la ville, du coté de Collcerola; comme quoi le "retard" pris par l'Espagne au cours des demières décennies a permis d'éviter quelques erreurs et laissé libre un champ qui peut maintenant être intelligemment exploité. La dispersion et la taille relativement réduite des opérations tertiaires inscrites au programme des ANC part du principe que l'obligation de proximité est moins cruciale qu'il y a 20 ans du fait de l'intégration des systèmes de communication avancés.

#### 3. 3 ... en urbanisant les vides

La création des ANC s'appuie sur le constat qu'à l'intérieur du continuum urbain de Barcelone existe une variété importante d'espaces vides ou peu constitués mais qui, stratégiquement localisés, recèlent des potentialités intéressantes de valorisation. Il s'agit d'espaces dont la forme n'est pas morphologiquement définie, le plus souvent situés à la proximité d'infrastructures très nuisantes ou d'ensembles industriels qui faisaient jusqu'à maintenant obstacle au développement de la ville. Dès lors que ces ensembles sont désertés, un processus de dégradation se crée qui aggrave les difficultés des quartiers environnants.

Or aux limites de l'Ensanche, Barcelone dispose de plusieurs grands espaces qui peuvent permettre le développement de nouveaux espaces centraux. En outre, ainsi qu'on l'a vu précédemment, les J.O. ont offert une excellente opportunité pour investir dans les infrastructures et les équipements urbains, infrastructures et équipements qui vont créer une rente de situation rendant exploitables les espaces en question.

#### L'objectif des ANC est donc triple:

- 1 Résorber des espaces vides facteurs de dégradation pour les quartiers de la proche périphérie afin de permettre leur incorporation graduelle dans la ville. La situation des ANC est donc en général stratégique, par exemple à l'articulation de quartiers jusque-là séparés par de grandes infrastructures.
- 2 Offrir à la périphérie du centre directionnel (l'Ensanche) de nouveaux sites permettant d'en contrecarrer le mouvement de tertiairisation spontané. L'objectif poursuivi est donc de répondre aux besoins de développement du tertiaire de la métropole en le canalisant;
- 3 Enfin, créer un nouveau rapport centre/périphérie à travers un double mouvement: l'un, centrifuge, de freinage de la tertiairisation de la zone centre (par substitution des bureaux aux habitations) et de confortation de sa vocation d'espace résidentiel; et l'autre, centripète, destinée à attirer vers la périphérie des activités qui, autrement, resteraient confinées dans le centre; les ANC doivent ainsi exporter les valeurs urbaines vers des secteurs jusque là sous-équipés.

On le voit, la stratégie des ANC se distingue fondamentalement de ce qui, en d'autres villes (françaises, notamment), se résume à des "opérations bouche-trou" dont la principale (et souvent unique) finalité est d'exploiter de la manière la plus rentable possible les opportunités foncières conjoncturelles, opportunités vis à vis desquelles la puissance publique n'agit le plus souvent que comme intermédiaire en facilitant la mise sur le marché de terrains dévalorisés (15). Sans être dégagées de toute préoccupation de rentabilité

financière, les ANC n'apparaissent pas comme des opérations d'abord et purement spéculatives, mais comme un des moyens d'une politique de rééquilibrage à l'échelle de la ville entière.

# 3.4 Réinventer l'urbanisme voyer

La rationalisation du réseau viaire de Barcelone pose, depuis longtemps, un difficile problème. Sans doute l'extension moderne lèguée par le 19 ° siècle (l'Ensanche) disposet-elle du fait de la trame de Cerdà, d'un réseau de distribution interne très efficace (rues larges distribuées selon une trame orthogonale régulière), mais ce réseau est considérablement perturbé du fait que l'agglomération ne dispose pas de voies de contournement: tout le trafic de transit nord/sud, coincé entre le littoral et la montagne, traverse la ville de part en part. D'où la gravité des problèmes de circulation dans cette ville par ailleurs très dense.

On sait que la solution traditionnelle consiste à ceinturer la ville de voies de contournement à circulation rapide. C'est le rôle des deux "Cinturons" dont l'aménagement est programmé et en partie réalisé: le Cinturo del Littoral, le long de la côte, et le Cinturo II, vers la montagne qui doit doubler le Cinturo I intégré au réseau urbain intérieur.

Commencées sous le franquisme, ces grandes infrastructures ont été interrompues, comme on l'a vu précédemment, lors de l'installation du nouveau pouvoir municipal. Analysant les effets déstructurant des autoroutes urbaines, la municipalité élue en 79 décidait d'interrompre le programme autoroutier engagé avant son arrivée. Entièrement repensé dans la conception du traitement de ces voies, le programme autoroutier a été repris, notamment pour répondre aux besoins des JO. Le principe mis au point avec le Moll de la Fusta - qui correspond à une section du Cinturo del Litoral et qui constitue le prototype appelé à être reproduit ailleurs - consiste à doubler les voies rapides de voies secondaires distribuant la circulation locale afin d'assurer la liaison avec la trame viaire environnante

Les travaux d'aménagements actuellement entrepris sont menés dans deux directions:

- achever, en le remodelant, le système des voies périphériques (Cinturo II notamment), les voies rapides devant passer en tunnel dans les endroits délicats;
- complèter et terminer le réseau intérieur inachevé (par ex: prolongation de la Diagonale);
- résoudre les problèmes de coupure créés par les voies rapides antérieures ou les voies de chemin de fer (par ex: le pont Felip II-Bach de Roda conçu par Santiago Calatrava)
- (15) Voir par exemple, en France, la manière dont la question de "l'offre foncière" se limite à la mise sur le marché de terrains à construire en dehors de toute problèmatique urbaine, ou la manière dont les "grands projets" parisiens se sont implantés en dehors de toute réflexion urbanistique.

Concernant la circulation automobile, l'objectif consiste à désengorger la ville:

- en complètant le réseau des voies rapides circulaires, cf ci-dessus;
- en raccordant les grands axes intérieurs et le futur périphérique (ex: prolongation de la via Augusta vers tunnel de Vallvidrera, connexion des 1er et 2 ème Cinturones par le tunnel de la Rovira, prolongement de la Diagonale et de l'avinguda Carles i, etc);
- en améliorant le réseau de desserte interne des quartiers (ex: via Julia, la via Gaudi, projet de ramblas pour le Passeig de San Joan et l'avinguda Infante Carlota, etc);

# 3.5 La ville ancienne: une rénovation lente et difficile

Dernier secteur spécifique de la politique actuelle: la ville ancienne. Le centre historique de Barcelone, dont le patrimoine architectural est très important, est trop exigü, trop dense, mal irrigué par un réseau viaire trop étroit. Le tissu historique vétuste, délabré, joue le rôle de sous-parc social pour une population pauvre, à forte proportion immigrée.

La municipalité souhaite clairement maintenir la vocation très populaire de la vieille ville. Mais c'est dans ce secteur que l'activité municipale est la moins avancée (on estime localement que 10% seulement du programme prévu en matière de réhabilitation ont été réalisés; les premières interventions commencent à peine à voir le jour). Ce n'est qu'en 1988, après six années de discussions retardées par des questions de procédure administrative, qu'un plan d'aménagement de la ville ancienne a pu être approuvé. La commune a mis aussitôt en place un plan de financement de 13 milliards de pesetas sur 3 ans (l'équivalent de 650 millions de francs).

Trois secteurs d'intervention publique ont été définis:

- les *espaces publics* (parc Sant Pau, Carrer Nou de la Rambia, parcours "del Liceu al Seminari", etc.);
- les équipements publics (création de nouveaux création équipements: musée Santa Monica par la Généralitat, futur musée d'art moderne confié à Richard Meier près de l'Antig Casa Caritat elle même en cours de rénovation (par Clotet et Tusquets), rénovation de l'église Sant Pau, etc.);
  - la réhabilitation du bâti ancien.

Or c'est sur ce dernier volet que bute durement la politique publique d'aménagement de la ville ancienne. En effet, la faible capacité financière des propriétaires immobiliers prive la puissance publique de partenaires véritables. Leurs biens ont aujourd'hui une valeur économique presque nulle et la très faible solvabilité de la population qui y habite ne les incite pas à investir. Certains propriétaires, incapables d'entretenir leur patrimoine, se déclarent même prêts à faire don de leur propriété à la puissance publique qui, à l'étape

actuelle, redoute ce cadeau empoisonné. La municipalité tente, difficilement, d'intéresser des investisseurs para-publics à la restauration des secteurs anciens (comme, par exemple, le service de distribution de l'eau et de l'électricité qui bénéficient d'un statut privé). Pour ce qui concerne les promoteurs privés, les perspectives sont actuellement trop peu rentables pour qu'ils soient vraiment intéressés, et la ville, pour l'instant, ne fait rien dans ce sens: la perspective d'une restauration luxueuse du type Marais parisien paraît donc exclue pour le moment.

#### CHAPITRE TROIS: LES MOYENS DU "PROJET URBAIN" BARCELONAIS

Partie d'un objectif de rattrapage s'investissant prioritairement dans des aménagements visibles disséminés dans toute la ville, la politique urbaine menée depuis dix ans à Barcelone s'est ensuite considérablement déployée, diversifiée et enrichie. Partant des acquis hérités de la transition démocratique et, plus lointainement, renouant avec l'héritage progressiste de Cerdà et du GACTPAC, intégrant savamment la préparation des Jeux Olympiques dans sa stratégie, cette politique a su, comme rarement, allier action et réflexion.

Fruit d'une volonté et d'une ambition politiques clairement affirmées, cette politique urbaine est aussi le résultat d'un travail, celui de l'appareil technique municipal dont, significativement, le maire de Barcelone, au lendemain de son élection, confiait la direction à Oriol Bohigas, architecte connu pour ses positions militantes en faveur d'un urbanisme pragmatique, anti-bureaucratique, opposé à l'abstraction des plans et règlements. Profondément remis en cause dans sa finalité, sa compétence, ses hiérarchies, son mode de fonctionnement, son rapport avec les élus, ses outils de réflexion et de projettation, l'appareil technique municipal chargé de l'urbanisme a connu pendant dix ans un complet renouvellement et un grand développement. Et l'on peut sans doute affirmer qu'il constitue aujourd'hui l'un des organismes publics les plus compétents d'Europe en matière de planification et d'aménagement urbain. La compréhension de la politique urbaine mise en oeuvre à Barcelone passe donc, de toute évidence, par l'examen de cet appareil technique, clé du projet urbain.

# 1. L'échiquier politique

Il convient de rappeler que depuis la promulgation de la loi espagnole reconnaissant l'autonomie des régions, les compétences administratives de l'Etat central ont en grande partie été déléguées aux communautés autonomes. Ainsi, au moment de l'autonomie, la

Catalogne a-t-elle été divisée en 4 provinces: Barcelona, Tarragona, Lleida et Girona, disposant chacune d'une représentation politique, la députation.

A l'échelon local, plusieurs structures politico-administratives se superposent donc:

- la Généralitat:
- la CMB à échelon de l'agglomération (récemment dissoute);
- l'Ajuntament qui représente l'échelon municipal;
- les districts municipaux récemment mis en place depuis la décentralisation municipale.

#### 1.1 La Généralitat

Pour ce qui concerne l'aménagement urbain, la Généralitat dispose d'un appareil administratif conséquent:

- la direction générale de l'urbanisme
- la direction générale de la politique territoriale
- la commission d'urbanisme de Catalogne
- les commissions locales d'urbanisme
- l'Institut Catala del Sol, qui intervient comme opérateur essentiel pour les acquisitions foncières réalisées par la puissance publique (c'est donc l'opérateur foncier de la ville de Barcelone).

Conformément à la loi, la Généralitat assume l'essentiel des compétences en matière d'urbanisme pour l'ensemble de la Catalogne, donc aussi pour la capitale régionale. Ce qui constitue une source de conflit permanent avec la municipalité puisque l'une et l'autre sont politiquement opposées (la région de Catalogne est contrôlée par la coalition majoritaire de centre droit (Convergencia i Unio), tandis que l'actuelle municipalité de Barcelone est, depuis 1979, à forte majorité socialiste). Cependant - et bien qu'elle soit politiquement portée à ne pas trop en faire qui puisse aider la municipalité - la Généralitat ne se contente pas d'administrer, elle participe aussi au financement des grands travaux d'infrastructures routières (les Cinturons) et ferroviaires (ceux qui sont notamment liés à la préparation des J.O.). Stimulée par la forte concurrence politique qui règne depuis que l'autonomie a entrainé le partage de la gestion locale entre deux camps opposés, la Généralitat finance ou co-finance également plusieurs projets d'équipements implantés sur le territore de Barcelone (le Musée d'art contemporain Santa Monica, l'auditorium de la Plaça de les Glories, le Stade olympique, l'extension de l'aéroport, le Théâtre National de Catalunya, etc).

## 1.2 L'ex-Corporation Métropolitaine de Barcelone

Jusqu'à une date récente, la métropole barcelonaise regroupait les 27 communes de l'agglomération (16) au sein de la Corporation Métropolitaine de Barcelone (CMB), organisme de coordination élu au suffrage indirect qui, bien qu'il dépendait du parlement de Catalogne, était à majorié socialiste et était donc, de fait, "contrôlé" par le maire de Barcelone. En 1987, à la suite des conflits nés au sein de la CMB du fait de la rivalité politique entre Généralitat et municipalité, la Généralitat, sentant le contre-pouvoir qui la menaçait, a dissout la CMB et a déposé un projet de loi auprès du Parlement de la Catalogne en vue de réorganiser territorialement la région (17) Cette dissolution porte un coup sérieux au processus de structuration des zones métropolitaines espagnoles (Madrid, Séville, Valence, Bilbao, Barcelone...) amorcé dans les années 60 et dont la CMB était issue, processus qui n'avait vraiment abouti que dans le cas de Barcelone. Il est clair que la dissolution de la CMB entraine actuellement des difficultés dans la coordination de la "requalification urbaine" d'un tissu compact, administrativement fragmenté.

#### 1.3 L'Ajuntament

Jusqu'à la décision récente de décentraliser le pouvoir municipal aux districts (voir deuxième partie), l'Ajuntament conduisait directement l'ensemble de la politique d'aménagement de la ville. Actuellement, lui revient l'établissement et le suivi des plans d'urbanisme, l'approbation des permis de construire et des permis de démolir. Le conseil municipal approuve les plans d'urbanisme en trois temps:

- l'approbation initiale, qui déclenche la présentation publique;
- l'approbation prévisionnelle qui entérine ou rejette les modifications isssues de la consultation publique;
  - l'approbation définitive.

<sup>(16)</sup> La CMB recouvrait la zone urbaine polarisée autour de Barcelone, autrement dit la zone centrale de l'agglomération et non toute l'agglomération qui s'étend sur une aire 4 fois plus grande et compte au total 4 millions d'habitants. La zone métropolitaine (le "continum" urbain) est définie comme la véritable capitale économique régionale dont la CMB constituait l'instrument de planification urbaine, coiffant les services municipaux, répartissant les richesses, promouvant l'économie et l'emploi. (Sur la politique d'aménagement de la métropole, voir notamment l'article de Jordi Borja dans Politique Aujourd'hui, novembre 87)

<sup>(17)</sup> L'argument avancé par la Généralitat selon lequel la CMB gênait la consolidation du gouvernement autonome, diminuait l'autonomie des communes de la périphérie et empêchait la fragmentation de la région métropolitaine en sous ensembles, suggère un rapprochement avec la suppression du GLC (Greater London Council) par l'administration Thatcher.

Depuis la loi de décentralisation, les districts ont en charge l'administration des quartiers. Ils gèrent le budget d'aménagement qui leur est alloué par la municipalité (soit 30% du budget global). Chaque district dispose d'une structure technique qui assure le relai avec les services techniques municipaux centraux, qui assume la gestion et l'entretien des espaces publics et qui peut même prendre en charge l'élaboration de projets d'aménagement

## 2. Les outils et les procédures de gestion urbanistique

Ainsi qu'on l'a fait observer précédemment, l'organisation de l'appareil technique qui élabore et gère la politique municipale d'aménagement résulte d'une réflexion très avancée sur la gestion urbaine, réflexion dont l'un des principes fort organise le travail sur la ville comme la déclinaison de trois échelles:

- l'échelle des études stratégiques au plan de la ville entière;
- l'échelle intermédiaire de la planification des secteurs ou des îlots;
- l'échelle d'exécution des projets d'aménagement et des projets d'architecture.

Ces trois échelles sont compatibles avec le système des documents règlementaires mis en place par la Loi du Sol (loi qui comporte un ensemble très comlet de règlements sur la planification, la gestion et l'articulation des "disciplines urbanistiques"). Ces documents forment un système emboité de plans classés verticalement en trois familles:

- les *plans directeurs*, établis par l'Etat, qui fixent les grandes directives s'appliquant aux plans suivants);
  - les plans opératifs, qui déterminent la classification du sol;
- les *plans exécutifs* ou de protection, qui expriment à plus petite échelle les plans opératifs.

Parallèlement, les plans sont classés horizontalement en *plans initiaux* (qui ne nécessitent pas l'existence de plan d'un niveau supérieur) et en *plans dérivés* qui eux déclinent un niveau supérieur.

Le plan directeur de Barcelone est actuellement constitué par le PGM (le Plan Général Métroplitain). Etabli en 1976 sous l'ancien régime (par l'architecte Solans, aujourd'hui directeur de l'urbanisme à la Généralitat), ce plan couvre toute l'aire métropolitaine de l'ex-CMB. Ce plan est contraignant: les plans dérivés ne peuvent être en contradiction avec lui (mais la municipalité peut introduire une demande de modification exceptionnelle). Le plan définit:

- pour ce qui concerne le sol déjà urbanisé: les aires destinées à la rénovation;
- pour ce qui concerne le sol à urbaniser: la structure générale de l'ordonnancement, les usages, les densités;
  - pour ce qui concerne le sol non urbanisable: les mesures de protection adoptées.

## Le plan partiel (PP):

Le Plan Partiel définit de manière détaillée le mode d'urbanisation du sol prévu par le PGM. Il prévoit notamment:

- la délimitation du secteur concerné et sa division éventuelle en sous-secteurs;
- le niveau des densités admissibles:
- les réserves d'espaces libres correspondantes;
- l'emprise des voies de circulation et des réseaux;
- l'évaluation financière des équipements;
- le planning d'exécution;

Le plan de détail (ED). Ce document fixe les alignements, les prospects, les volumétries des constructions.

Le plan spécial (PE). Ce plan n'intervient que sur une aire déterminée. Son objectif n'est pas de définir les règles de constructibilité ou d'aménagement, mais de définir les principes d'une action spécifique sur le territoire concerné (par exemple: implantation d'une infrastructure routière, mesures de protection du paysage naturel ou du patrimoine architectural historique, etc.). Ainsi les PERI (Plan spéciaux pour la Réforme Intérieure) ont-ils pour vocation de créer des réserves foncières, d'assainir des quartiers insalubres, d'améliorer le paysage urbain, etc.

# 3. L'appareil technique municipal

Jusqu'à une époque récente, ce secteur de l'urbanisme, des travaux et des services urbains (Ambit d'urbanisme, obres i serveis) était placé sous la direction d'un unique conseiller municipal (régidor) par délégation du Maire. L'intérêt de cette dégation unique était évident: meilleure maîtrise des choix stratégiques et du budget affecté à l'urbanisme, meilleure efficacité opérationnelle. Or, depuis quelques mois, pour des raisons de partage du pouvoir politique que nous n'avons pas élucidées, cette responsablité a été répartie entre deux élus, ce qui a immédiatement fait naître certains conflits qui risquent à brève échéance de freiner le dynamisme de la politique d'aménagement.

Le secteur de l'urbanisme, des travaux et des services urbains comprend:

- le service d'urbanisme (Area d'Urbanisme)
- le service des projets et des travaux urbains (Area de Projectes i Obres urbanes)
- le service de la maintenance et des services urbains (Area de manteniment i serveis)
- le service des approvisionnements (Area de Proveiments i consum)

#### 3.1 Le service d'urbanisme (Area d'Urbanisme)

Placé sous la direction d'un coordinateur (Coordinador dels Serveis d'Urbanisme) qui décide des grands choix urbanistiques, fixe la stratégie et le programme des grands projets (les ANC, le prolongement de la Diagonale, etc.), ce service est responsable de la planification urbaine des secteurs de la ville, gère les documents de la planification règlementaire (droit du sol, permis de construire, permis de démolir, etc.) et a en charge la protection du patrimoine.

Ce service est organisé en quatre unités:

- l'unité opérationnelle de planification urbaine (Unitat Operativa de Planejament Urbanistic):
- l'unité opérationnelle de gestion urbanistique (Unitat Operativa de Gestio Urbanistic);
- l'unité opérationnelle des autorisations de construire (Unitat Operativa de Llicènces i Inspeccio Urbanistica):
- l'unité opérationnelle de la protection du patrimoine architectural et urbain (Unitat Operativa de Proteccio des Patrimoni Monumental i Historic)

## L'unité opérationnelle de planification urbaine

Unité la plus importante numériquement (elle occupe une cinquantaine d'architectes), l'unité opérationnelle de planification urbaine est chargée d'établir:

- les différents plans correspondant aux procèdures de planification imposées par la Loi du sol: plans directeurs, plans opérationnels, plans exécutifs, etc.(voir ci-après le paragraphe "procèdures de planification urbanistique");
- les programmes et les stratégies opérationnelles des opérations d'aménagement projetées dans les différents secteurs de la ville (voir ci-après "la planification à l'échelle intermédiaire").

La planification d'un secteur comporte une part importante d'analyse socio-économique, démographique, urbaine (accessibilité, rapport au centre, etc.). A partir de l'inventaire des besoins, établi en concertation avec les associations de quartiers, l'unité opérationnelle élabore une proposition d'aménagement en deux temps: à un premier plan d'ordonnancement délimitant les zones d'intervention succède un plan d'aménagement (en général au 1/2000°) formalisant les interventions (implantation des constructions, définition des volumétries et alignements, principes d'aménagement des espaces publics, etc).

A noter que la répartition sectorielle ne coincide pas avec la division territoriale en districts mise en place par la décentralisation, mais s'effectue en fonction du classement des différents types de tissus, à savoir:

- la ville ancienne:
- les quartiers traditionnels;
- l'Ensanche (l'extension de Cerda);
- les quartiers d'autoconstruction (hérités du "barraquisme");
- les quartiers neufs de la périphérie.

## L'unité opérationnelle de gestion urbanistique

Cette unité, composée d'architectes et de juristes en nombre sensiblement égal (huit environ), a notamment en charge la gestion des procèdures règlementaires d'acquisitions des sols (voir ci-après).

# **3.2 Le service des projets et ouvrages urbains** (Area de Projectes i Obres urbanes)

Placé sous la direction d'un "coordinator", ce service est composé de trois unités opérationnelles et de trois sous-services:

- l'unité opérationnelle chargée des projets et du mobilier urbain (U.O. de Projectes i Elements urbans)
- l'unité opérationnelle chargée des projets d'équipements (U.O. d'Edificacio);
- l'unité opérationnelle chargée des infrastructures (U.O. de Projectes d'Infrastructura);
- le service de négociation (juridique et financière)
- le service technique (chargé du contrôle et des levés topographiques)
- le laboratoire de contrôle des matériaux.

Le service est organisé selon un mode vertical. Chaque secteur est spécialisé dans une discipline et intervient dans le cours de l'élaboration du projet. Autour de chaque projet se crée une équipe dirigée par un architecte de l'une ou l'autre des deux premières unités opérationnelles, d'un ingénieur de l'Unité Opérationnelle des Infrastructures et d'un juriste du service des adjudications. La sectorisation géographique n'intervient qu'en final entre les deux premières unités. Il convient de souligner la souplesse de cette organisation: l'organigramme n'est pas considéré comme figé, mais modelable au gré des besoins.

L'unité opérationnelle chargée des projets et du mobilier urbain (l'U.O. de Projectes i Elements urbans)

Depuis 1987, ce service étudie et projette tous les aménagements d'espaces publics programmés, qu'il s'agisse de l'aménagement des parcs, des places, ou de l'intégration des grandes infrastructures dans des projets d'ensemble. A noter que la délégation de la maîtrise d'œuvre de ces aménagements à des architectes extérieurs, fréquentes jusque-là, est désormais exeptionelle du fait de l'expérience acquise et du niveau de qualité (unanimement reconnu par le milieu professionnel) atteint par ce service. Le service est en outre chargé de l'établissement des "Projets d'Urbanisation" (plans et règlements) pour tout projet d'espace libre programmé par les "plans partiels", les "plans spéciaux", les PERI ou, en l'absence de ceux-ci, par le PGM.

Depuis 1981, l'aménagement des espaces publics en grand nombre a suscité une production très variée d'éléments de mobilier renouvelant les standards anciens, certains étant produits en petites séries. L'expérience acquise et les exigences de la maintenance de ce mobilier ont conduit à créer, à l'intérieur de la structure municipale, un service particulier qui a en charge le design des nouveaux éléments, leur implantation et leur entretien.

# L'unité opérationnelle de construction des équipements (l'U.O. d'Edificacio)

Composée principalement d'architectes, cette unité constitue le pendant de la précédente pour la construction (ou la rénovation) des équipements publics (principalement des équipements de quartier). Moins prestigieuse que la précédente (du fait que les équipements étaient jusqu'à une date récente confiés à des architectes extérieurs, les architectes municipaux étant alors cantonnés dans une mission de surveillance), cette unité a vu sa mission réévaluée en 1988: elle assume de plus en plus, seule, de la conception complète des équipements publics construits par la ville.

# L'unité opérationnelle des infrastructures (l'U.O. de Projectes d'infrastructura)

Essentiellement composée d'ingénieurs, elle comporte deux services:

- le service des installations, qui intervient en appui des deux unités précédentes en les aidant à résoudre les problèmes techniques qu'elles rencontrent;
  - le service des ouvrage de génie civil, qui conçoit les ouvrages d'art.

# **3.3 Le service de maintenance et de services urbains** (Area de manteniment i serveis)

Ce service regroupe les services techniques de la ville chargés principalement des tâches d'entretien, de ramassage des ordures ménagères, de maintenance des réseaux, etc. Le service le plus important est celui des parcs et jardins. A noter que ce secteur n'entretient pas de relation suivie avec le service précédent des "Projets et des Travaux urbains".

## 3.4. L'IMPU (Institut Municipal de Promotion Urbanistique)

Cette structure technique, en marge des structures décrites prcédemment, est née de la nécessité de coordonner les grands projets liés aux Jeux Olympiques et d'accélèrer leur réalisation. Mis en place en 1987, placé sous l'autorité directe d'un élu, l'IMPU supervise donc l'aménagement des quatres aires olympiques et contrôle les travaux des deux sociétés anonymes constituées pour l'aménagement des deux principaux sites: Vila Olimpica S.A. pour le village olympique et l'Anelle Olimpica de Montjuïc S.A.pour le complexe de Montjuïc . Il dirige en outre d'autres grands projets moins directement liés aux JO:

- l'ANC de Carrer Tarragona;
- le Cinturon del Litoral et le Cinturon II:
- le projet de Théâtre National de Catalogne et le projet d'auditorium sur la Plaça de Les Glories;
  - le Parc del Miglia (extension du parc de Montjuïc).

A noter que, chose surprenante, service d'exeption dans l'administration municipale, l'IMPU dispose d'une entière autonomie technique et budgétaire dans l'organigramme général.

# L'appareil technique municipal: un modèle d'organisation?

Pour clôre cette présentation de l'appareil technique "auteur collectif" de la politique d'aménagement mise en œuvre à Barcelone, il importe de souligner que l'existence de cet appareil perfectionné repose d'une part sur la législation espagnole (18) établie sur la base d'une conception moderne du droit (à l'origine de la Loi du Sol) et résulte d'autre part d'une réflexion très contemporaine sur la gestion de la ville (voir ci-après). Sans dire qu'il s'agit d'un modèle universel d'organisation technico-administrative, on peut cependant penser que Barcelone (et de plus en plus de villes espagnoles) disposent en la matière d'une

<sup>(18)</sup> La loi est générale, mais chaque parlement autonome de chaque région a la possibilité de la moduler, ce qu'a fait la Catalogne.

sérieuse avance sur le plan européen.

La mise en place et le perfectionnement progressif - véritable "création continue" - de cet appareil technique serait intéressante à analyser de près. Signalons deux évènements récents dont la signification est importante. Le premier concerne l'intégration effective des Services Techniques chargés des travaux de voirie, de réseaux, et de plantations, au sein du Service des Projets Urbains. Bien que le contrôle de l'Unité Opérationnelle des Infrastructures était inscrit dans les intentions d'origine (comme l'indiquait son intégration au Service des Projets Urbains dans l'organigramme initial) ce contrôle n'a été rendu effectif que dix ans plus tard, en 1988, à la faveur d'une réorganisation administrative qui a nécessité un long travail de persuasion. De l'aveu des acteurs locaux, l'enjeu était très important. Les ingénieurs sont donc désormais prestataires de service auprès des architectes qui assument la responsabilité des projets, ce qui met fin au bicéphalisme - bien connu dans la plupart des villes françaises - entre deux versants de la politique urbaine avec, d'un coté, la planification et la programmation effectuée par les Services de l'Urbanisme et, de l'autre, l'aménagement réel réalisé par les Services Techniques Municipaux.

Le second évènement concerne la création de l'Institut Municipal de Promotion Urbanistique (IMPU) dont le statut d'autonomie n'est pas sans susciter des rivalités internes et n'est pas sans poser quelques problèmes de coordination technique qui risquent peut-être de compromettre l'articulation tant souhaitée des projets olympiques avec l'aménagement d'ensemble de la ville. La mise en place de ce service d'exception, hors organigramme, exprime-t-elle la volonté d'échapper au poids bureaucratique d'un appareil technique devenu progressivement trop lourd? Il semble qu'il soit encore un peu tôt pour répondre.

# CHAPITRE QUATRE: L'EXPERIENCE BARCELONAISE: QUELS ENSEIGNEMENTS?

# 1. La ville, l'urbanisme

# 1.1 Le plan retrouvé

La faillite du projet urbain planificateur inspiré des idées de modernité et de progrès des réformateurs sociaux d'antan est patente depuis dix ans en Europe. Faillite aussi bien du côté des dirigeants qui prônent tous plus ou moins actuellement la déréglementation, que

du côté des administrés qui, loin des luttes urbaines qui agitèrent un temps le vieux continent (notamment en Espagne) semblent se désintéresser de l'avenir de leurs villes. L'une des conséquences de l'échec du *projet de ville* longtemps présenté par ces réformateurs sociaux comme répondant à l'intérêt général réside dans le fait qu'une défiance généralisée s'est instaurée à l'égard de l'idée de plan et de tout projet planificateur (le meilleur exemple étant donné par le thatchérisme dans un pays où la planification a pourtant, pendant un siècle, occupé une position phare). Dans un tel contexte, l'effort des auteurs du projet urbain barcelonais pour renouveler les concepts et les outils de la planification urbaine prend d'autant plus de relief.

Il ne faut en effet pas se méprendre sur les déclarations polémiques d'Oriol Bohigas lorsqu'il condamnait ouvertement la planification technocratique de l'époque antérieure. Ces prises de position - au delà de leur formulation assez abrupte - avaient principalement comme fonction d'instaurer médiatiquement une nette démarquation vis à vis de l'héritage intellectuel dont était porteur l'appareil technique municipal dont il prenait la direction. A aucun moment ces prises de position ne condamneront la planification antérieure sans proposer de solution alternative, comme le fera le courant de la déréglementation qui se développe à la même période en Europe. La suite montrera d'ailleurs - surtout lorsque Joan Busquets succèdera en 1984 à Oriol Bohigas - que le projet de planifier le développement de la ville était loin d'être abandonné (19). Ainsi, pas moins de six plans généraux seront établis entre 1981 et 1987! On peut même observer que, si dès le début, comme beaucoup d'autres villes espagnoles accèdant à la démocratie, Barcelone a calqué son programme politique sur son programme d'aménagement, le plan général de Barcelone (élaboré par les "techniciens") a, jusqu'à une époque toute récente, constitué le programme politique de la municipalité.

Sur quelles bases s'est renouvelée cette planification urbaine? Citons Oriol Bohigas qui, en 1982, écrivait (in "Pour un autre urbanisme"):

"Il faut que les municipalités démocratiques mettent à jour leur appareil technique et qu'elles abandonnent l'urbanisme abstrait et ses modèles idéaux qui ont masqué la réalité du fait urbain, son histoire, et qu'elles adoptent un urbanisme basé sur la reconnaissance de réalités juxtaposées qui doivent conserver leur autonomie relative et qu'au lieu de développer un modèle global de la ville, on adopte un modèle de contenus. Il est nécessaire de passer de l'urbanisme homogène et universel à un urbanisme multiple et hétérogène. De l'urbanisme totalitaire et obscur (ou justifié par un idéal abstrait et inaccessible) à un urbanisme où le citoyen puisse vraiment participer - mais sans tomber dans une nouvelle idéologie du sujet - à un urbanisme ancré sur les besoins locaux. D'un urbanisme formellement indéterminé - ou déterminé de manière téméraire à une échelle spatiale et temporelle inappropriée qu'on justifie par l'absence de style ou de caractère sur la base

<sup>(19) &</sup>quot;Même aux premiers moments, nous dira Joan Busquets, il y avait un plan (le Plan Général Métropolitain, approuvé en 1976), imparfait certes, mais dont on a pu tirer parti"

d'une flexibilité mal comprise - à un urbanisme engagé formellement, comportant des décisions immédiates et concrètes répondant aux besoins des gens, et qui puisse donner une signification, voire même une expression monumentale à la collectivité urbaine. D'un urbanisme basé sur l'abstraction des plans à un urbanisme pour qui les plans ne sont qu'une démarche nécessaire, jamais suffisante. D'un urbanisme répressif qui se fondait sur des alignements, des normes et des règles, à un urbanisme tolérant, fondé non sur des interdictions, mais sur des décisions positives, engagées".

Mais c'est à Joan Busquets qu'il reviendra de dépasser la dénonciation idéologique de l'urbanisme antérieur et de donner un contenu tangible à la nouvelle manière de planifier le développement urbain. Citons ce qu'il nous disait lors d'une interview récente:

"Il est nécessaire de disposer d'une vision à l'échelle de la ville. Pas d'une cohérence théorique, comme celle que proclamait Le Corbusier, mais d'une appréhension quasi physique. Pendant longtemps on pensait en terme de cohérence technique, or il faut aussi penser la cohérence de la forme profonde de la ville. C'est ce qui ressort des grandes opérations que nous lançons actuellement: la Diagonale, les Aires de Nouvelle Centralité ou l'ouverture de l'Ensanche sur la mer. La ville constitue la première ressource de notre société, et il faut oser y intervenir de manière forte, non pour la contredire, mais pour la finir et la changer (). On ne peut pas se limiter à une vision partielle, ponctuelle de la ville. Il faut travailler au niveau général, sur des questions structurelles mais où interviennent aussi des questions de forme. On ne doit pas limiter l'analyse formelle à l'échelle du quartier; il faut découvrir les relations formelles à des échelles plus larges. Par exemple, nous sommes en train d'étudier la zone comprise entre la ville et la montagne, où sont implantées des villas du 19ème siècle. Nous pensons qu'il est possible de mettre en place un projet intégrant les différentes topographies (comme le fait le vélodrome construit par Bonnel vis à vis du Labyrinthe) dans un projet général territorial qui intègrerait toutes ces spécificités".

Ainsi se développe une conception du plan qui met en évidence les aspects formels et structurels de la ville allant au-delà de la stratégie ou de l'intervention immédiate. Les plans doivent analyser les problèmes réels et les besoins futurs de la ville et repérer, à l'intérieur de la structure existante, les éléments non seulement ré-utilisables, mais qui peuvent servir de point d'appui (Joan Busquets emploie le terme de clés propositionnelles") pour les interventions projetées.

#### 1.2 La ville autrement

A l'évidence, le renouvellement de la planification urbaine à travers le projet urbain barcelonais engage une autre vision de la ville. Mais, il faut le souligner, pour ses protagonistes, ce renouvellement ne relève pas d'un perfectionnement méthodologique,

instrumental, cantonné dans le champ d'une discipline. Il engage toute une vision du monde, une philosophie, qui vont bien au-delà des seules questions relatives à l'aménagement (20). Oriol Bohigas, par exemple, ne se prive pas de faire état de ses références philosophiques lorsqu'il écrit (in "La ville vue des quartiers"):

"Il y a donc deux manières d'envisager et de comprendre la ville contemporaine. Soit comme système cohérent et rationnel dans lequel une sorte de métaphysique de la continuité domine, soit comme ensemble de morceaux relativement autonomes, comme un agglomérat. Soit comme un tout métaphysique, soit comme une accumulation de réalités sectorielles diverses. Cette seconde vision s'accorde avec les débats théoriques actuels de l'architecture et de l'urbanisme et avec la perte de prestige des attitudes systématiques dans les méthodologies scientifiques contemporaines et avec la pensée philosophique moderne. Voir par exemple chez Agnès Heller ou Feyerabend les conceptions actuelles concernant l'indiviualité humaine, ou les études sur la structure aggrégative de la ville et du paysage, qui permettent de mieux comprendre les processus d'individualisation dans une totalité qui autrement reste abstraite, utopique, voire totalitaire, et qui annihile avec la grande envergure et l'impensable totalité les manifestations de la réalité et de la vie quotidienne. Ce n'est pas un hasard si ce sont les régimes despotiques qui ont investi dans des infrastructures interminables, dans des opérations systématiques totalisatrices qui évacuaient la rue, la place, le jardin, et l'équipement de quartier".

Ainsi, le nouvel urbanisme qui se dessine doit être capable d'individualiser les secteurs physiques de la ville - autrement dit de constituer les individus de "l'espèce urbaine" - ce qui suppose, dira Bohigas citant le philosophe Josep Ramoneda, l'écoute attentive du "bruit du monde": "Pour les sciences systématiques, l'objet est toujours le Tout dans la mesure où elles conçoivent un Tout expliquable comme tel, dans sa totalité. Il y a toujours une catégorie privilégiée - Dieu, l'Idée, l'Histoire, ou "la détermination économique en dernière instance" - à partir de laquelle on pourrait parvenir à la connaissance du Tout, d'un tout que les systèmes cherchent à canaliser vers une fin (le ciel, la dictature, la nature, l'Etat, etc). Le résultat de toute opération systématique étant d'établir la Vérité qui nimbe mystérieusement les ennuis, les contradictions, les singularités et les connexions, tout ce qui fait le bruit du monde".

# 1.3 Une ville par morceaux

Vision fragmentée donc, qui ne peut pas ne pas répondre à l'inévitable question de l'unité, de la continuité urbaines: "L'idée d'une ville constituée de morceaux pose inévitablement la question de la suture entre ces morceaux pour constituer une continuité urbaine, écrit

<sup>(20)</sup> On est loin, ici, du discours techniciste dans lequel reste enfermé le débat - mais y a-t-il débat? - sur le "projet urbain" en France.

Bohigas (in "La ville vue des guartiers"). Un morceau de ville n'est pas un ghetto isolé mais la réponse autonome d'un secteur qui doit être totalement intégré physiquement et socialement afin que les disgracieux polygones qui ont donné forme à l'extension de la ville deviennent des "morceaux de ville". Il faut pour cela remplir les espaces vides interstitiels avec des rues ou d'autres formes urbaines, mais non pas y faire passer des autoroutes. D'ailleurs, le retour au principe de la rue, de la place et du jardin urbain, face à l'autoroute et à l'édification de blocs isolés, porte la marque de l'urbanisme le plus clairvoyant de ces dernières années; un urbanisme qui s'inscrit en réaction contre la vulgarisation spéculative de l'urbanisme rationaliste mal interprèté, qui reprend la revendication des vieilles propositions de Camillio Sitte, les recherches de Kelvin Lynch, les conclusions de l'urban design et du townscape, les propositions d'Aldo Rossi pour "construire la ville" et même, bien que porté à leur limite polémique, la proposition de reconstruire la ville préindustrielle de Krier et de Culot. D'ailleurs, les nouveaux projets dont on commence à parler sont dans cette ligne: la Venise de Salzano, les premiers modèles de réhabilitation de Bologne, la Rome historique d'Aymonino, le Berlin de Kleihues, les propositions de Grumbach à Paris, et le Madrid tel que veut le refaire l'équipe de Mangada".

# 2. La ville, l'espace public

# 2.1 Au centre du projet barcelonais: l'espace public

Point de départ de la politique mise en œuvre, le traitement de l'espace public constitue à l'évidence un des thèmes principaux qui irriguent le projet urbain barcelonais. Ce qui se manifeste de deux manières:

- par la requalification des espaces délaissés des quartiers dégradés, notamment dans le centre historique (plaça Real);
- par la création de nouveaux espaces en exploitant principalement les vides de l'urbanisation hâtive de la périphérie (parc de la Palmera, Plaça Soller, parc de la Creuta del Coll, etc).

L'importance du rôle accordé à l'espace public s'explique de deux manières au moins: d'un coté, par la conscience des protagonistes de l'expérience barcelonaise du retard de l'Espagne sur d'autres pays d'Europe; pays qui, bien qu'ils aient aujourd'hui rompu avec leur tradition architectonique, ont su produire une ville exemplaire (le Paris haussmannien est souvent cité comme référence). De l'autre, par l'héritage des luttes urbaines dans lesquelles la défense contre la dégradation des quartiers et la revendication d'espaces de sociabilité trouvaient souvent, avec l'espace public, leur point de ralliement.

Plusieurs objectifs apparaissent dans la justification du rôle que l'espace public joue dans le projet urbain barcelonais:

- monumentaliser la périphérie: comme les espaces libres de cette périphérie

n'ont jamais eu de caractère urbain, il est nécessaire de les réorganiser, de les urbaniser, de les "monumentaliser" en leur donnant les valeurs significatives de la collectivité, celles que l'on retrouve notamment dans la ville historique;

- rendre aux espaces urbains leur valeur d'espaces scèniques: si les espaces publics de la ville traditionnelle n'ont pas perdu leur valeur de représentation urbaine, leur symbolique, ils ont par contre dégénérés formellement et socialement. Ce ne sont plus des "scènes" de la vie collectives. Pour qu'ils récupèrent leur plénitude urbaine, il faut redonner une dignité formelle aux espaces communs de la vie collective et non se contenter de réhabiliter le bâti ancien ou de revaloriser le patrimoine architectonique;
- exercer un effet d'entrainement du public sur le privé: la requalification de l'espace public répond à la double intention d'en faire un équipement de qualité et le point de départ d'une réaction en chaîne. L'hypothèse faite est que si l'on aménage un espace public dans un quartier dégradé manquant de structuration et de signification urbaine, celui-ci agit comme un "spot" exemplaire, comme le moteur d'une régénération de l'environnement, de l'initiative des usagers. Le réaménagement des espaces publics ne répond plus, alors, à la traditionnelle recherche d'embellissement, mais correspond à une vision stratégique dans laquelle il s'agit de mettre en œuvre "un urbanisme basé sur des interventions ponctuelles qui, du fait de leur situation spécifiques constituent des foyers de régénérescence expansive agissant comme de salutaires métastases dans le tissu urbain" (Oriol Bohigas in Cap al 92).
- réunifier les interventions sur les espaces de la ville: l'aménagement de l'espace public doit permettre de rompre avec l'ancienne dichotomie entre urbanisme et travaux publics. Aménager l'espace public c'est faire de l'urbanisme avec les instruments des travaux publics, autrement dit pratiquer un urbanisme qui s'appuie sur des projets d'aménagement, ce qui suppose de projeter et de réaliser de nouveaux projets intégrant dans une seule totalité les rues, les places, les boulevards, les parcs, les carrefours, les passages pour piétons, le mobilier urbain, la signalisation, etc. (Il importe de souligner que, par contraste avec la méthode française, les projets d'infrastructures viaires sont tous actuellement sous la responsablité d'architectes municipaux, assistés par les ingénieurs de la ville).

Sans doute convient-il de conserver un regard critique sur les réalisations effectuées: la "monumentalisation" de la périphérie barcelonaise n'est pas toujours probante (Parc du Besos); dans la ville ancienne, la polémique à propos de la "valeur scènique" de la Plaça Real n'est pas définitivement close; quant à l'effet d'entrainement que l'aménagement des espaces publics est censé exercé auprès des propriétaires riverains, il faut bien reconnaître que cet effet se borne trop souvent à un ravalement de façade (d'ailleurs subventionné dans le cadre de la campagne "Barcelone fais-toi belle"), l'intérieur des

logements, lui, ne gagnant guère en confort.

# 2.2 Les parcs de Barcelone: "des bâtiments sans toit"

Arrêtons-nous un moment sur la "qualité" des espaces publics qui ont, à juste titre, fait la popularité de l'expérience barcelonaise. Cette qualité s'explique: elle résulte du fait que, dès l'origine, la conception et la réalisation de ces espaces a été confiée à des architectes, et le plus souvent à des architectes de renom. Ces espaces ont donc été aménagés avec le savoirfaire du bâtiment, ce qui s'illustre dans le fait que tout ce qui se voit (les sols, les murs, les escaliers, les rampes, les gardes-corps, les tuyaux, les inscriptions, les éclairages, etc) soit dessiné et construit avec les moyens habituels de l'architecture; ce qui s'observe dans la rigueur géométrique des tracés, dans le soin apporté au dessin des détails, dans la nature et la facture des matériaux employés - le béton architectonique notamment - dans les calpinages, dans les raccords entre matériaux différents, dans le design des objets traditionnellement rapportés, généralement porteurs d'une facture étrangère à leur support d'accueil (jardinières, obstacles de franchissement, bancs,...) mais qui sont ici fabriqués sur mesure.

Mais on peut se demander si cette "qualité" n'a pas aussi son revers. Davantage que pour les places, les limites d'une conception très "architecturale" est surtout perceptible dans les parcs. Parcs qu'un paysagiste français, Alfred Peter, nous disait un jour percevoir comme des "bâtiments sans toit". Il est clair en effet que le vocabulaire et les références utilisés sont essentiellement empruntées au répertoire urbain de la ville du 19° (21)(les arbres sont par exemple presque toujours utilisés comme des éléments de mobilier urbain) et sont assez éloignés de la tradition paysagère européenne (anglo-saxonne et allemande par exemple) dans laquelle les parcs "en ville" constituent des îlots de nature recomposée où il est permi d'oublier le monde citadin. A Barcelone, les aménagements réalisés résultent d'une vision essentiellement *urbaine* du vide.

# 2.3 L'espace public et l'effet d'entraînement sur le secteur privé

Ainsi qu'on l'a dit en commençant, la politique d'aménagement a débuté par une politique de rattrapage soucieuse d'occuper en de multiples points le territoire urbain, pour donner lieu à ce que l'on a appelé "le ponctualisme". Le principe de cette démarche - dont Oriol Bohigas fut l'initiateur et l'ardent défenseur - repose sur "l'effet d'entraînement" des aménagement ponctuels réalisés (aménagement d'une avenue, d'une rue, d'une place...) qui doivent imprégner le milieu environnant et créer une dynamique en direction du privé.

L'objectif des opérations ponctuelles correspondait à une nécessité réelle d'initier en de multiples endroits de la ville un processus d'amélioration susceptible de se diffuser dans les quartiers. Il est clair que l'ampleur du processus généré dépendait de l'échelle de l'opération réalisée: le réaménagement d'une petite place ne pouvait guère prétendre avoir un effet d'entraînement au delà des façades riveraines. Par contre, ce processus est patent dès que l'opération acquiert plus d'ampleur. C'est par exemple le cas autour du parc Pégaso où, dans tout le quartier alentour, une amélioration a commencé.

Mais il y a une autre manière de concevoir "l'effet d'entraînement". L'idée qui les soustend, et qui s'est imposée d'elle-même à partir d'un certain moment, c'est que ces opérations pouvaient être répétées, reproduites à l'infini. Et c'est d'ailleurs la tâche qui incombe maintenant aux districts auxquels la loi de décentralisation confie l'aménagement des quartiers. Voilà pourquoi les opérations ponctuelles, constituent, par leur multiplication, un projet général sur la ville: général parce qu'il s'étend spatialement, et général dans la mesure où il intéresse de nouveaux acteurs..

Pour ce qui concerne les espaces publics de proximité (rues, places, parcs) le ralentissement qui se dessine aujourd'hui s'explique doublement. D'une part par l'épuisement des réserves foncières sur lesquelles les aménagements ponctuels ont été réalisés (d'où le fait que la ville se lance actuellement dans une politique d'acquisition foncière qui se porte cependant principalement sur des parcelles - bâties ou non - pour complèter le réseau viaire). D'autre part, par la dévolution de ce type d'aménagements aux districts. A noter que la ville lance actuellement un programme pour la périphérie (appelé PERI: Plan Especials de Réforma Intérior) doté d'un financement spécifique. Ce programme est constitué d'un ensemble d'opérations ponctuelles sensiblement différentes des opérations de la première période dans la mesure où il s'agit d'opérations complexes comprenant des logements, des équipements, des parkings, des espaces publics constituant des germes d'urbanité.

Les projets de la dernière période, comme le prolongement de la Diagonale et plus encore les Aires de Nouvelle Centralité, devraient permettre de créer une nouvelle dynamique entre financement public et investissements privés. C'est ainsi que la maitrise d'ouvrage des opérations d'aménagement étant essentiellement confiée au privé, la puissance publique exerce une double action:

- en amont, par son rôle d'encadrement qui va de la définition stricte des programmes au choix de la forme du projet;
- en cours d'opération, par la réalisation des travaux d'infrastructure et la construction des équipements (parkings publics, espaces verts, équipements culturels et de loisirs).

<sup>(21)</sup> Il y a cependant des exceptions, tel la plaça de la Palmera conçue par le sculpteur américain Richard Serra

L'orientation actuelle constitue donc une expérience intéressante dans la mesure où elle se situe en marge des politiques actuelles de déréglementation. Si elle réussit, une telle expérience apportera la preuve que, même dans le cadre du libéralisme, la puissance publique peut exercer une action effective en matière de planification, son rôle ne se limitant pas à dicter un règlement (censé préserver l'intérêt général), mais à décider des localisations (question évidemment fondamentale dans le contexte de la crise actuelle où l'on assiste un peu partout à un accroissement des déséquilibres, l'aménagement public se mettant le plus souvent à la remorque du marché), à décider des programmes, voire à décider de la conception urbanistique et architecturale de projets qui peuvent, ensuite, être entièrement on non confiés au privé.

Il sera donc intéressant de suivre prochaînement le déroulement de l'étape qui s'engage de manière à mesurer le décalage entre les intentions programmatiques initiales et les programmes retenus, entre les compositions urbaines initiales et les projets réalisés. S'agissant de Barcelone, on aurait évidemment tort d'oublier le précédent du plan Cerdà: entre un projet public et sa réalisation pratique par l'initiative privée, il peut s'instaurer davantage qu'un simple écart...

#### 3. La ville, l'université

#### 3.1 Quand la ville va à l'école...

"Ce qui explique Barcelone, nous dira Miguel Corominas, ancien collaborateur d'Oriol Bohigas à la direction de l'urbanisme, c'est d'une part la présence d'une tradition architectonique de l'époque moderne (le Groupe R) et d'autre part la rencontre récente entre une culture et une situation historique (le passage à la démocratie), rencontre dans laquelle l'Ecole d'Architecture a joué un rôle essentiel. Tous les gens qui interviennent aujourd'hui à Barcelone étaient élèves ou enseignants à l'Ecole à cette époque, notamment lors de la première année expérimentale avec le premier cours de Rafael Monéo".

Cette déclaration, parmi d'autres, confirme l'importance que nous avons maintes fois constatée du rôle joué par l'Ecole d'architecture de Barcelone dans l'élaboration de la politique d'aménagement de cette ville, école qui a constitué un irremplaçable réservoir d'hommes et d'idées. En effet, on constate que la plupart des responsables qui occupent un poste clé dans la hiérarchie enseignaient (et enseignent toujours) à l'Ecole, qu'il s'agisse d'Oriol Bohigas ou de Joan Busquets directeurs de l'urbanisme, d'Antonio Acebillo directeur de l'IMPU, de Josep Martorell directeur de Village Olympique S.A. Quant aux nombreux jeunes architectes embauchés dans le service municipal d'urbanisme à partir de 1981, ils étaient tous leurs anciens (meilleurs) élèves. Par ailleurs, bien avant la démocratie, l'Ecole avait accumulé à travers de multiples travaux un important savoir sur la ville,

beaucoup de projets ayant été testés. Et sans doute est-ce ce qui donne à la politique mise en œuvre une bonne partie de sa profondeur, du fait de l'ancrage des réflexions actuelles dans le temps long des observations accumulées par l'Ecole d'architecture, temps long dont ne dispose presque jamais, nulle part, l'aménagement urbain opérationnel sommé de répondre aux urgences de villes en crise (que ce soit pour préparer les Jeux Olympiques ou répondre aux dysfonctionnements d'une périphérie en difficulté, il faut agir vite). Ce que nous confirmera de son côté Joan Busquets: "Le rôle de l'Ecole a été très important. Avant la démocratie, nous avons fait beaucoup de recherches sur cette ville, et maintenant nous disposons d'un capital considérable qui nous permet d'agir. Si nous n'avions pas réfléchi avant, nous n'aurions pas le temps de le faire maintenant. J'ai moi-même étudié au cours de cette période (il y a 25 ans) des projets (22) qui ont été officialisés récemment. Et le fait que nous disposions d'alliés en dehors du cercle professionnel s'explique aussi par la richesse des liens que l'Ecole de Barcelone a eu avec l'intelligentzia, avec des gens du milieu de l'art, des gens comme Robert Ventos qui ont été professeurs à l'Ecole d'architecture".

Mais le plus surprenant pour le visiteur étranger (français notamment) c'est que l'Ecole d'architecture de Barcelone ne se contente pas seulement d'avoir apporté un très confortable "matelas" de connaissance, mais qu'elle constitue actuellement un des principaux lieux où s'élabore et se discute la stratégie d'aménagement et le contenu des projets. Et peut-être est-là ce qui donne à la politique barcelonaise sa liberté d'invention, du fait notamment de l'extériorité de ce creuset universitaire: il n'est en effet pas indifférent que les discussions critiques sur la stratégie d'aménagement et le contenu des projets puissent se tenir en un lieu situé en marge de l'endroit où la commande politique s'exprime en marge des services dans lesquels, à Barcelone comme partout ailleurs, ni l'organisation du travail, ni son cadre intellectuel, ni son inévitable lourdeur administrative ne se prêtent au débat. Une des grandes leçons de l'expérience barcelonaise tient, selon nous, dans ce rôle de creuset joué par l'Ecole d'architecture, rôle qui permet de poursuivre parallèlement à l'action une réflexion distanciée, mais rôle qui n'apparaît jamais directement aux yeux des visiteurs parce qu'il est assez informel et aussi, peut-être, volontairement préservé.

## 3.2 ... et que les professeurs vont à la ville

L'importance de l'Ecole se vérifie dans le rôle qu'ont joué les principaux animateurs de l'expérience barcelonaise, à commencer par Oriol Bohigas dont la nomination, en 1980, à la direction de l'urbanisme, permettra d'introduire la culture urbaine dans le champ des problèmes politiques et de faire passer dans la bureaucratie des idées développées à l'Université (23).

(22) Il s'agit notamment du Moll de la Fusta

Ces enseignants, qui étaient souvent aussi des hommes de terrain connaissant les vicissitudes du chantier, ont donc été détachés auprès de l'administration municipale pour occuper les postes clés de la hiérarchie administrative. Professionnels dont la compétence était unanimement reconnue de leurs pairs, ils ont su faire participer largement le milieu professionnel à la politique mise en oeuvre. Sans doute, le cercle des architectes indépendants se réclamant de l'héritage moderne avaient-ils quelque intérêt aux changements qui avaient lieu car potentiellement intéressés aux chantiers qui pouvaient être lancés. Mais il y avait selon nous plus que cela: à travers le choix des leaders auquel le pouvoir politique faisait appel, c'est la partie la plus avancée de la profession qui se reconnaissait, qui se sentait mobilisée; celle aussi, on y reviendra par la suite, qui était de très près liée aux luttes urbaines qui avaient précipité la fin du franquisme et qui se sentait de plain pied avec les objectifs politiques proclamés par la nouvelle municipalité.

Par ailleurs, il est non moins clair que ces professionnels de prestige devenus provisoirement responsables d'une administration ont un rapport au pouvoir politique avec lequel ils collaborent et au pouvoir technique que leur confère leur responsabilité bien différent de celui de "techniciens-fonctionnaires" soucieux de faire carrière. A Barcelone, la non-fonctionnarisation des cadres des services de l'urbanisme constitue selon nous un des éléments qui expliquent la liberté des rapports entre élus et professionnels impliqués dans l'appreil politico-administratif, liberté sans laquelle il ne peut guère y avoir d'invention.

Ainsi, dans les relations que l'on devine entre élus et professionnels, c'est un autre rapport entre politique et technique qui s'expérimente et s'exprime, c'est une remise en cause de la division simpliste entre une dimension *politique* et une dimension *technique* qui, dès lors que l'on parle de "politique urbaine", est une division assez artificielle qui traduit en fait l'incapacité de la politique dite politicienne à dialoguer dans l'action avec les savoirs professionnels (et ce qui est dit de l'urbanisme pourrait évidemment s'étendre à la médecine, à la psychologie, à l'écologie scientifique, etc, mais ce n'est pas ici le lieu d'en discuter). Qui ne voit en effet que dans beaucoup de villes françaises, cette division, cette surprenante "laïcité" séparant de manière étanche *niveau* technique et *niveau* politique retire au politique une bonne part de sa pertinence et de son efficacité en le cantonnant à la production d'un discours qui patine dans son contact avec la réalité et en retour, restreint le savoir professionnel à sa dimension purement *technique* et l'enferme dans un apolitisme qui affaiblit sa portée. Ce que l'expérience de Barcelone dit, c'est qu'entre savoirs sur la ville et politique de la ville, les ponts sont multiples, et que pour l'intérêt de l'une comme de l'autre, ils ne peuvent rester longtemps coupés.

#### 4. Les Jeux Olympiques dans la politique urbaine

#### 4.1 La dynamique institutionnelle

La préparation des Jeux Olympiques a bien évidemment pesé d'un poids considérable dans la mise en œuvre de la politique d'aménagement de la ville au cours des dernières années. Elle a d'abord joué comme un puissant accélérateur, notamment dans les prises de décision, en forçant Madrid et les grandes institutions concernées (les Chemins de Fer, le Port autonome, etc) à se prononcer rapidement sur les demandes qui leur étaient faites. Elle a joué ensuite comme catalyseur des sources de financement public (venant pour partie de Madrid) et de financement privé. Enfin, les Jeux ont constitué un élément rassembleur des énergies et des ambitions à l'échelle de la ville et de toute la région.

Au plan politique, la célébration des Jeux Olympiques, de par son ampleur internationale, a servi à ébranler les rapports de force qui prévalent entre l'Etat central et Barcelone, et localement, entre la Municipalité et la Généralitat. La manifestation a joué le rôle d'accélérateur bousculant l'inertie habituelle des interminables procédures administratives et obligeant le gouvernement central à octroyer des subventions pour la réalisation de grands ouvrages. Parallèlement, une trève a été temporairement établie entre les élus socialistes de la municipalité de Barcelone et les élus conservateurs de la Généralitat (24). Mais plus fondamentalement, le retour en force d'une instance publique comme acteur économique prépondérant est une innovation importante dans une région où l'individualisme et la corruption de l'administration étaient, il y a peu, la règle générale.

## 4.2 Les Jeux Olympiques: réponse à la crise économique?

Depuis le milieu des années soixante-dix, Barcelone a subi un fort déclin économique: en tant que pôle industriel, la métropole a été touchée de plein fouet par la crise industrielle, tandis que Madrid a consolidé sa suprématie dans le domaine des industries de pointe et des services de haut niveau. J. Borja, adjoint au Maire de Barcelone, parle de crise du "barcelonisme" pour désigner la désaffection de la bourgeoisie catalane qui, après avoir profité de la croissance de la métropole sous le franquisme, s'est détournée de Barcelone comme base économique et culturelle (25). Partant de cette analyse, les Jeux ont été saisis comme une opportunité économique exceptionnelle. Ce qui frappe en effet c'est que

<sup>(23)</sup> On peut signaler qu'il existe un précédent dans cette collaboration étroite entre pouvoir politique et le monde professionnel à Barcelone: les historiens pensent que la rapidité de l'aménagement du site de l'Exposition Universelle de 1888 est en grande partie imputable à l'alliance étroite entre le maire de l'époque, Rius i Taulet, et l'architecte Elias Rogent, fondateur de la première école d'architecture à Barcelone.

<sup>(24)</sup> Affirmation partiellement contredite par la vive tension apparue au cours de l'automne 89 avant les élections législatives anticipées: la Généralité semble vouloir faire échouer les aménagements liés aux JO et en faire porter la responsabilité à la municiplalité

<sup>(25)</sup> Catalunya y Barcelona (chapitre XII) in Estado y ciudad de J. Borja; editions PPU, Barcelona 1988

les objectifs traditionnellement rattachés à la célébration des Jeux Olympiques (image de marque et publicité en mondo-vision, relance de la construction privée et de l'hôtellerie), ont pris à Barcelone une dimension tout à fait particulière du fait de la volonté des élus socialistes de maximiser les retombées positives de la manifestation. L'enjeu, tel qu'il est défini par J. Borja, n'est en effet pas moins que de relancer avec les Jeux Olympiques une dynamique qui puisse jouer comme réponse à la crise barcelonaise.

#### 4.3 L'opposition face au pouvoir municipal

Accélération de l'histoire urbaine, mobilisation de ressources, nouveau modèle de restructuration urbaine, revitalisation économique et sociale, tels sont donc les effets ardemment attendus de l'organisation des J. O de 1992 dans la capitale catalane. Face à des ambitions et à des enjeux d'une aussi grande ampleur, il paraissait intéressant de connaître les différents éléments du débat public sur ce sujet.

Or, depuis que Barcelone est installée dans son rôle de ville olympique, il semble que ce débat soit définitivement clos. Déjà, pendant toute la période précédant les délibérations du CIO, les différents courants d'opinion, s'affrontant sur le thème de l'impact des Jeux Olympiques sur la capitale catalane, avaient observé une sorte de trêve afin de ne pas présenter l'image négative de Catalans divisés sur l'avenir de Barcelone et l'opportunité des Jeux Olympiques.

On constate qu'il est aujourd'hui difficile de retrouver les traces des divergences qui ont opposé et opposent sûrement encore certains décideurs et responsables barcelonais. Ce que l'on peut dire, c'est que le débat qui subsiste est un débat latent dont les protagonistes sont difficiles à identifier, surtout lorsqu'ils occupent des postes de responsabilité. Certains changements intervenus lors de la restructuration d'organismes publics sont les indices de clivages importants. Ces changements laissent penser que d'une part, au sein de l'équipe municipale (élus et techniciens) le consensus n'est pas toujours effectif sur les objectifs spécifiques (par opposition aux objectifs d'ordre général définis pour de vastes aires d'intervention) et sur les moyens mis en oeuvre, et que d'autre part, les élus socialistes de la municipalité de Barcelone doivent faire face à deux types d'opposition à gauche et à droite.

Sur leur gauche, on trouve les anciens compagnons de la lutte contre le franquisme, intellectuels et artistes rassemblés à une certaine époque au sein du parti communiste catalan Ces anciens "résistants" sont en règle générale plutôt présents dans le milieu universitaire, un peu dans le milieu journalistique et dans l'administation publique (organismes d'aménagement par exemple). Leurs critiques principales portent sur des questions fondamentales: à qui profite la politique d'équipement générée par la préparation des Jeux Olympiques? Quelles sont les solutions apportées aux problèmes des couches les

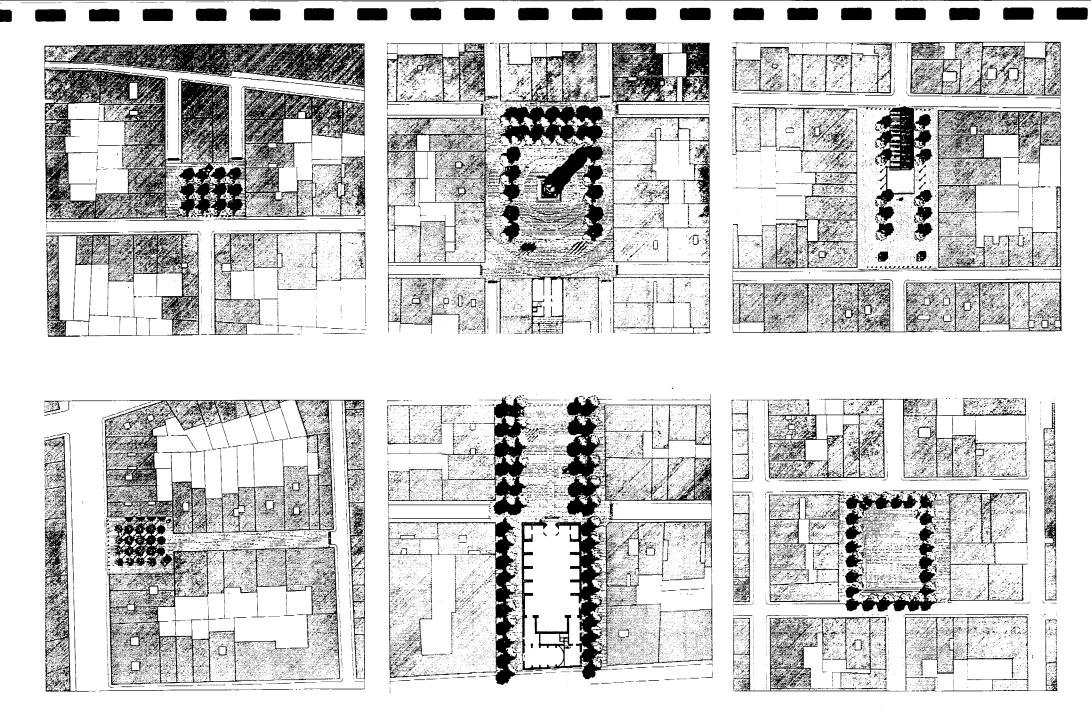
plus défavorisées (logement, équipements, chômage, etc)? Ne va-t-on pas vers une accentuation des inégalités socio-économiques avec la consolidation d'une ville de tertiaire supérieur d'un côté et la persistance de dysfonctionnement graves -logement social, par exemple-?(26).

**Sur leur droite**, les élus de la municipalité de Barcelone doivent affronter à la fois le monde des affaires et les élus populistes qui dirigent notamment la Généralitat.

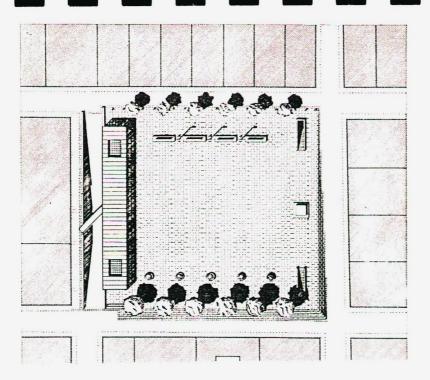
Pour ce qui concerne le monde des affaires, il est patent que de fortes pressions s'exercent pour faire dévier la politique urbaine socialiste de façon à laisser une place plus grande aux profits; ce milieu des affaires qui s'était désintéressé dès la fin des années soixante-dix de la capitale catalane a recommencé à investir dans Barcelone en profitant de la relance créée par le projet olympique. Par ailleurs, le retour de Barcelone sur la scène internationale a généré le retour des intérêts multinationaux agissant à travers des firmes madrilènes et étrangères, et l'entrée de l'Espagne dans la CEE n'a fait qu'accentuer ces mouvements de capitaux en quête de bons placements.

Pour ce qui concerne les élus conservateurs, l'équipe de P. Maragall doit subir les critiques émanant d'une classe politique qui se veut farouchement autonomiste quand ses intérêts électoralistes sont en jeu et accuse les élus socialistes d'être des alliés de Madrid. Après une première phase "d'oecuménisme politique" qui a débouché sur l'octroi du pouvoir municipal à certains élus de droite (avec la décentralisation municipale), c'est à une volonté explicite de blocage que se heurtent actuellement les élus socialistes pour la gestion de la cité. La politique urbaine à l'échelle de l'agglomération a beaucoup souffert de ces conflits opposant la Généralitat à l'Ajuntament; L'ex-CMB (Corporation Métropolitaine de Barcelone) notamment, qui rassemblait une centaine de communes, est aujourd'hui dissoute du fait de l'exacerbation des particularismes et des antagonismes politiques.

<sup>(26)</sup> Aujourd'hui, les langues ne se sont pas encore déliées, elles ne le seront probablement qu'après la tenue des J. O. Pour le moment, les seuls éléments d'information qui nous sont parvenus proviennent du milieu indépendantiste ultra-minoritaire, situé à l'extrême gauche de la scène politique. On y remarque la présence de chercheurs en sciences sociales ou de praticiens de l'urbanisme qui ont analysé la situation de leur ville et qui s'expriment dans la revue Quaderns d'Alliberament. Même si on n'adhère pas totalement aux idées émises, on peut toutefois prendre en considération les analyses produites car elles permettent de saisir certains termes du débat sur les J. O.



LES PLACES DE SARRIA - Les nombreuses places du vieux quartier de Sarria, très dense - cet ancien village situé au nord de Barcelone aujourd'hui partie intégrante de la ville - ont toutes été redessinées par le Service municipal de l'aménagement urbain et sont progressivement réaménagées, à l'image de la Plaça del Sol, page suivante.





#### PLACE DEL SOL

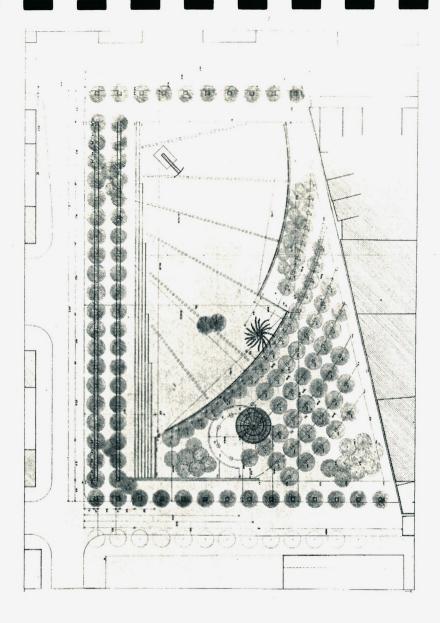
Maîtres d'œuvre: Jaume Bach, Gabriel Mora, architectes.

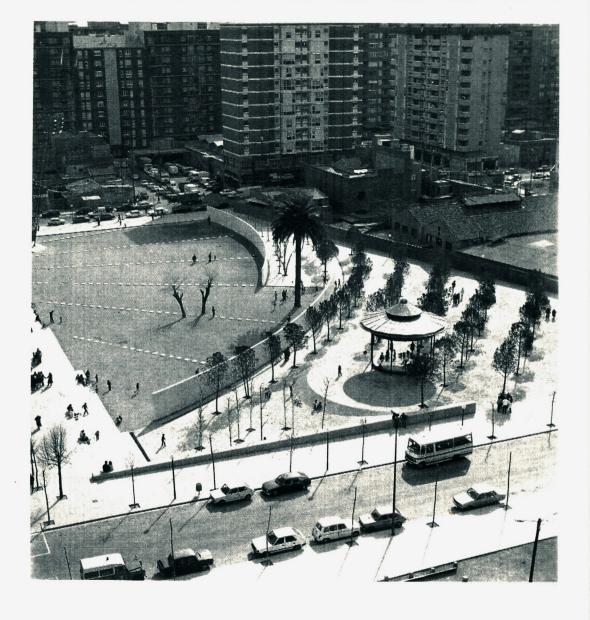
Exemple d'aménagement de l'une des nombreuses placettes du quartier de Gracia, la plaça del Sol qui tire son nom du grand cadran solaire qui orne l'une des façades riveraines.

L'espace au sol a été débarrassé des véhicules qui l'encombraient par la création d'un parking public souterrain, pour lequel le problème de la rampe d'accès a trouvé une solution d'une rare élégance: l'effet de trémie est complètement supprimé du fait que c'est la rue elle-même qui s'enfonce (il n'y a plus à proprement parler de rampe), l'accès aux immeubles riverains s'effectuant par le trottoir originel.

L'aménagement en surface est simple: un auvent, une fontaine-sculpture, trois mâts d'éclairage dessinés spécialement, un beau sol dallé d'entretien aisé. Il en résulte un bel espace public, très fréquenté, mais dont "l'effet d'entraînement" sur le bâti riverain n'a pas dépassé le ravalement des façades.







#### PLACE DE LA PALMERA

Maître d'œuvre: Service municipal des projets urbains; Lluis Mestras, chef de projet. Concepteur associé: Richard Serra, sculpteur.

Âu cœur d'un Grand Ensemble de la périphérie Est, la transformation de cet ancien terrain vague en place est assez emblématique des projets dits "de la première période". S'inspirant d'une esquisse du sculpteur américain Richard Serra, le projet utilise des moyens minimaux pour gérer efficacement les contradictions habituelles entre les usages dans ce type d'espace très sollicité. Un mur courbe divise le quadrilatère en deux espaces communiquants mais nettement différenciés: une aire libre en stabilisé pour les jeux; un espace de repos et de rencontre, protégé des regards par des plantations d'arbres trés serrées.





#### PLACE SOLLER

Maître d'œuvre: Service municipal des projets urbains, Lluis Mestras, chef de projet.

Parc ou place? Cet aménagement d'un ancien terrain vague au centre d'une grande cité de la périphérie illustre assez bien cette impression de "bâtiment sans toit" que l'on ressent au vu de la plupart des projets de parcs urbains réalisés à Barcelone. Le parti pris d'une minéralisation très forte des espaces libres aux dépens des éléments paysagés laisse la portion congrue au "parc". On peut regretter ici, comme dans d'autres projets barcelonais, que le végétal serve seulement d'ornement sans que ses qualités physiques (ombrages, effets de lumière, etc) soient vraiment exploitées.

Néanmoins cet aménagement - comme ceux de sa lignée - n'est pas dépourvu de qualités. Profitant de la faible déclivité du sol, une circulation haute entoure l'espace central qu'elle transforme en vaste cour rectangulaire, en partie plantée, espace privilègié des jeux. Cette promenade haute - qui décline à sa manière le thème souvent repris de la "rambla", véritable archétype urbain de Barcelone - offre aux promeneurs du soir une vue sur leur quartier et un lieu de rencontre apprécié.







#### PLACE DE LA GARE DE SANTS

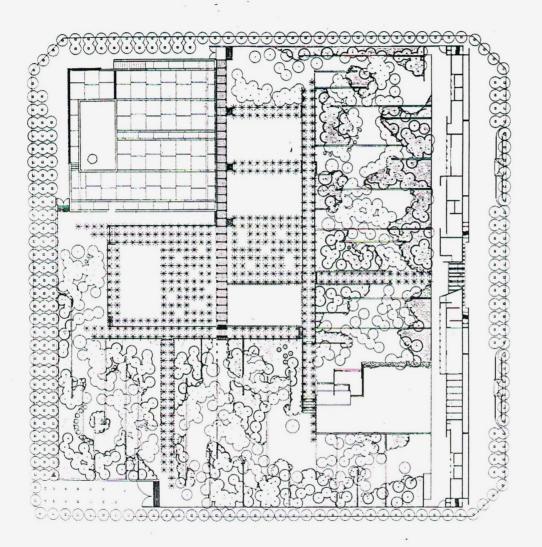
Maîtres d'œuvre: Helio Pinon et Albert Viaplana, architectes.

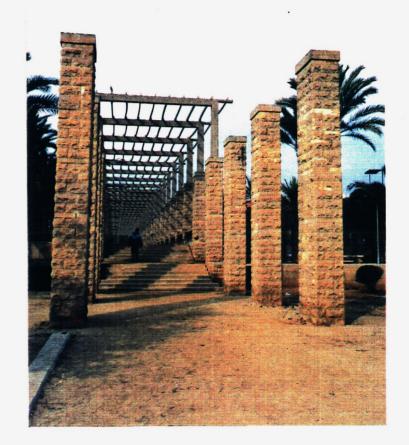
Devant la gare de Sants, en plein centre-ville, existait un vaste espace libre non aménagé voué au stationnement désordonné des voitures. Confié à deux architectes renommés de Barcelone, l'aménagement de cet espace devait résoudre la difficulté dûe à l'occupatin du sous-sol par des infrastructures ferroviaires, ce qui éliminait d'avance les plantations et limitait le poids des installations envisageables.

Contraint au minimalisme, le projet utilise plusieurs structures métalliques légères balisant les cheminements et refermant cet espace, trop ouvert sur le ciel, comme une sorte de "toit sans bâtiment". Sans sophistication "high tech", ce projet, qui s'inscrit dans la lignée "graphique" d'un courant où architecture et design ne font pas toujours bon ménage (sauf ici), constitue une référence importante dans l'éventail des aménagements d'espaces publics réalisés à Barcelone au milieu des années 80. Aux antipodes du parc de l'Espagne Industrielle situé juste à côté, cette place suscite des jugements contrastés, révélateurs des clivages du goût contemporain.



(Photos G.H.)





PARC DE L'ESCORXADOR





PARC DE L'ESCORXADOR

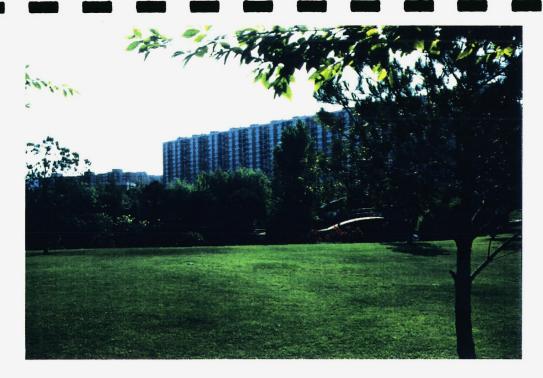
Maîtres d'œuvre: Antoni Solanas, Andreu Arriola, Beth Gali, Marius Quintana, architectes.

Situé à proximité immédiate de la Place d'Espagne, derrière les arènes, ce parc occupe le site des anciens abattoirs sur une superficie équivalente à quatre îlots de la trame de Cerdà. Cet aménagement répond à un double objectif: améliorer, au profit des riverains, la limite occidentale partiellement dégradée de l'Ensanche, et revaloriser le secteur où seront prochaînement édifiées les tours de bureaux de l'Aire de Nouvelle Centralité dite de Tarragona.

Le grand quadrilatère disponible a été tramé de manière géométrique par des cheminements transversaux délimitant plusieurs espaces: une vaste place minérale qui fait office de socle monumental accueillant une grande sculpture de Joan Miro, "la femme et l'oiseau"; quelques plateaux d'activités sportives; des espaces plantés de palmiers et de pins pour le repos, la pétanque, les jeux des enfants. Fermant la limite Est du parc, une bibliothèque municipale vient d'être édifiée.

Très fréquenté, ce parc a connu des débuts difficiles à cause d'un défaut d'entretien. Mais au-delà, il n'en reste pas moins que le minéral l'emporte sur une végétation trop peu dense et insuffisamment diversifiée. Dans ce "parc urbain" si l'en est, "l'urbanité" telle que la conçoit la culture architecturale catalane évacue le "parc": les arbres garnissent, habillent la trame géométrique des éléments construits (pergola, murs, rampe, dalle), mais ne produisent aucun effet; arbres d'accompagnement, pourrait-on dire. On traverse ce parc avec le sentiment que le "paysage" ne prend pas.









#### PARC PEGASO

Maîtres d'œuvre: Joan Riog et Enric Batllé.

Aménagé à l'emplacement d'une ancienne usine, ce parc répond aux carences en espaces libres d'un quartier populaire, très dense, typique des faubourgs de Barcelone. Conçu lui aussi de manière assez architecturale, ce parc-ci offre cependant une proportion plus importante d'éléments paysagés, ce qui le distingue des autres réalisations où les dimensions "parc" et "place" se confondent souvent. Par ailleurs, ce parc est un de ceux qui ont exercé le plus net "effet d'entraînement" sur le bâti environnant qui se réhabilite progressivement.

(Photos G.H.)

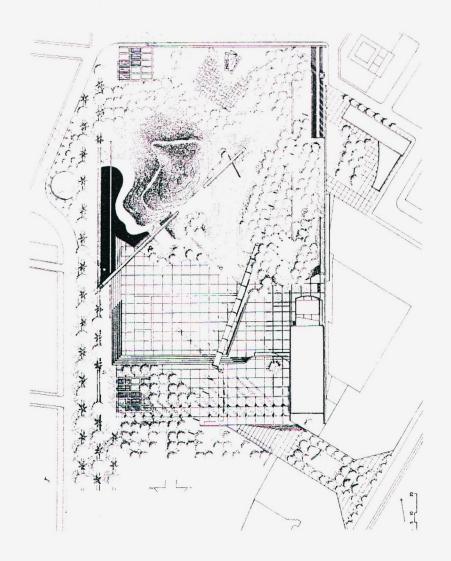


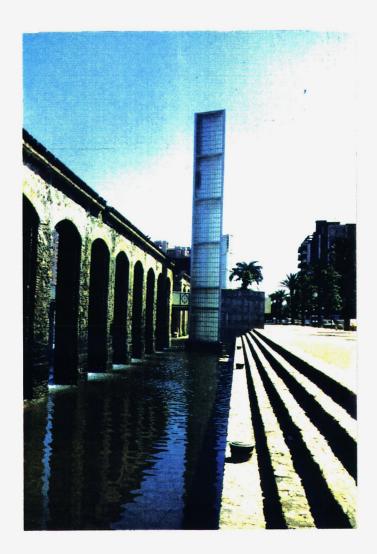




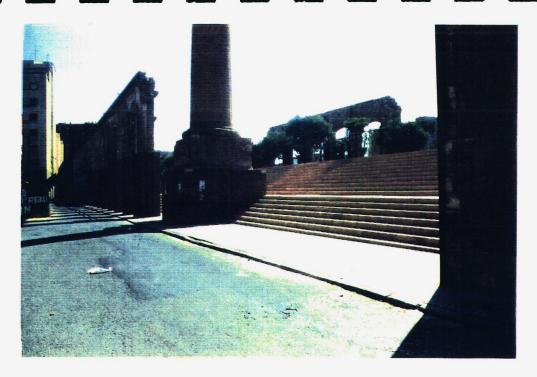
Situé au Nord-Ouest du parc Güell, au cœur du quartier de Coll, ce parc de 16,5 ha aménagé dans une ancienne carrière, est conçu comme un équipement de quartier (le bassin peut être utilisé pour la baignade des enfants). Sa conception très architecturée utilise principalement l'eau et les éléments maçonnés (béton, gabions, dallage...), tandis que la végétation intervient comme une sorte d'ornement, les arbres étant assimilés à du mobilier urbain. Le projet doit être complété par un cheminement conduisant à un mirador, édifié au sommet de la colline.







PARC EL CLOT





#### PARC EL CLOT

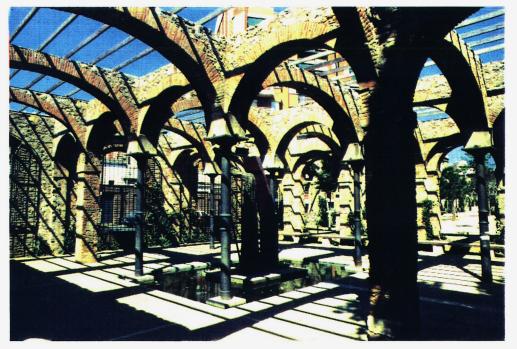
Maître d'œuvre: Daniel Freixes

Ce parc occupe l'emprise d'un ancien dépôt ferroviaire de la RENFE désaffecté, situé en limite de l'Ensanche, derrière la place des Glories, au cœur d'une urbanisation assez désordonnée.

L'aménagement de ce grand quadrilatère met en œuvre deux thèmes principaux:

- la conservation des éléments qui témoignent de l'occupation ancienne et entretiennent la mémoire du lieu: cheminée d'usine désignant une entrée, arcades transformées en cascade, murs marquant les limites du parc;
- la topographie artificiellement créée, qui met en opposition une vaste aire de jeux minéralisée située en creux et une petite colline abondamment plantée; l'horizontalité des cheminements diagonaux jouant comme une sorte de "ligne de flottaison" qui stabilise l'ensemble.

Composé de manière très graphique, comme ses semblables, ce parc constitue un équipement très utilisé par la population du quartier.







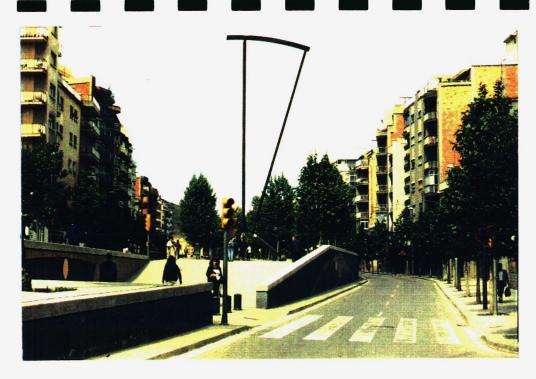
#### VIA RIO DE JANEIRO

Maître d'œuvre: Service municipal des projets urbains, Lluis Mestras, chef de projet.

Proche de la via Julia, le projet pour la via Rio de Janeiro constitue également une illustration probante de la politique de "requalification urbaine" conduite par la ville de Barcelone dans laquelle l'espace public occupe un rôle de premier plan.

La forme de "quai piétonnier" de la via Julia fait place ici à un aménagement très architecturé qui, jouant de la déclivité entre les deux voies latérales de desserte des immeubles, fait exister une ligne d'escaliers et de rampes qui structure fortement l'espace voyer. On note le parti pris explicite comprimant au maximum l'espace affecté à la circulation et au stationnement afin de libérer le plus grand espace possible pour les piétons. Les travaux d'aménagement n'étant pas terminés, la photo ci-dessus, prise à proximité immédiate, permet de se faire une idée de l'état d'origine.







#### VIA JULIA

Maître d'œuvre: Service municipal des projets urbains, Lluis Mestras, chef de projet.

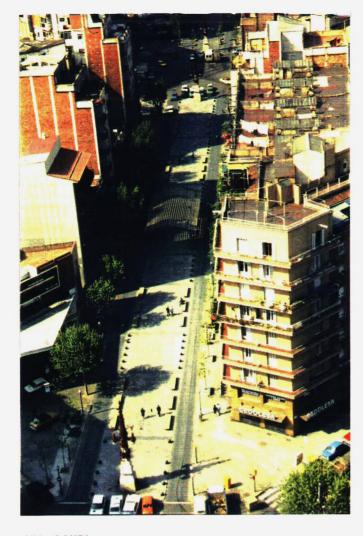
L'intérêt et la force de cet aménagement se comprennent mieux si l'on imagine qu'à cet emplacement, l'espace compris entre les deux alignements d'immeubles dans ce quartier de la périphérie Nord de Barcelone n'était qu'un terrain vague, en déclivité, sur lequel les voitures circulaient et stationnaient n'importe comment.

L'aménagement de cet espace, réalisé simultanément avec le prolongement du métro (sous le quai central) date de la première période (1980/1983). Il constitue encore aujourd'hui une référence illustrant clairement les ambitions de la politique urbaine mise en œuvre, dans laquelle l'espace public occupe une position clé.

En effet, le projet est allé bien au-delà d'une intervention de "réparation" qui se serait limitée à aménager les voies d'accès aux immeubles. Un nouvel espace public prolongeant la tradition des "ramblas" a été créé grâce à ce quai piétonnier de grande largeur situé en milieu de chaussée et à la halle qui accueille toutes sortes de manifestations. Très fréquenté, cet espace joue comme le "condensateur social" du quartier.



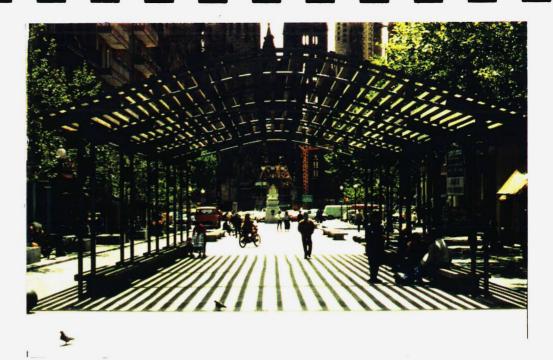
(Photos G.H.)



#### VIA GAUDI

Maître d'œuvre: Service municipal des projets urbains, Marius Quintana, chef de projet.

Cette avenue de l'Est de l'Ensanche, qui relie la Sagrada Familia (la cathédrale inachevée de Gaudi) et l'Hôpital de San Pau (de Domenech y Montaner), n'était pas déterminante pour la circulation générale. Elle a donc pu être aménagée pour les piétons tout en améliorant la visibilité des deux monuments. La sobriété des moyens, le soin apporté à la mise en œuvre des matériaux et la rigueur du plan d'implantation du mobilier créent cette *clarté visuelle* caractéristique des espaces publics réalisés à Barcelone au cours des dix dernières années. (Photos G.H.)









#### LE MOLL DE LA FUSTA

Maître d'œuvre: Manuel de Sola Morales i Rubio, architecte.

Le Moll de la Fusta retraite toute la façade de la vieille ville sur le vieux port grâce au réaménagement de l'espace auparavant occupé par une infrastructure routière de deux fois quatre voies à niveau et de constructions portuaires, toutes choses qui coupaient la ville du port.

La circulation de transit ne pouvant être détournée, l'aménagement réalisé sépare les deux sens de circulation: l'un reste à niveau tandis que l'autre est dissimulé sous un quai haut qui abrite également un parking public. Le dessus du quai constitue une vaste esplanade en balcon sur le port, une "rambla" surélevée. Le quai bas, débarrassé des installations portuaires vétustes, offre un espace libre aménagé très simplement et de manière robuste, qui accueille toute sorte d'activités. Deux passerelles pivotantes (pour laisser libre le passage des convois exceptionnels) relient le quai haut et le quai bas.

Cet aménagement illustre de manière irréfutable le fait que circulation à grand trafic et aménagement urbain ne sont pas aussi antinomiques que peuvent le laisser croire la majorité des réalisations contemporaines en la matière. Preuve est faite qu'une infrastructure routière peut être traitée comme un ouvrage urbain au même titre qu'un bâtiment et que la résolution des problèmes fonctionnels peut transcender la pure fonctionnalité dans un ouvrage qui multiplie les usages possibles (d'où son urbanité). On note le soin apporté à l'exécution des détails, et surtout la géométrie rigoureuse de l'ouvrage (ô murs antibruits de la banlieue parisienne!) qui dessine clairement la limite de la ville; l'appellation "ouvrage d'art" reprend ici tout son sens.



#### LES DOUZE AIRES DE NOUVELLE CENTRALITE

Douze Aires de Nouvelle Centralité ont été crées, y compris les quatre aires olympiques. Très diverses entre elles, qu'il s'agisse de leur situation, de leur programme d'urbanisation, de leur échéance de réalisation (les quatre aires olympiques sont prioritaires dans le temps, les autres pourront s'étendre jusqu'en l'an 2000), du partage entre public et privé (certaines seront entièrement confiées au privé), ces aires de nouvelle centralité ont en commun d'être des opérations soumises au contrôle de la puissance publique. Peu développées en Espagne, ces opérations constituent donc une innovation, une expérimentation de l'économie mixte inédite dans ce pays.

Il est clair que le développement d'un programme de ce type exige un changement important dans le processus de planification et dans l'exécution des programmes. Par exemple, l'urbanisation de ces grands espaces intersticiels requiert la solution de problèmes contextuels inédits. La méthodologie utilisée dans ces aires offre un panorama diversifié des types d'interventions, puisqu'elle va du projet unitaire dans un secteur d'intervention concentrée (ex: Diagonal-Sant Joan de Deu), au projet par "fragments enchaînés" (ex: Renfe-Meridiana), au modèle de composition générale respectant la spécificité de chaque édifice (ex: Calle Taragona), etc.

#### Les ANC programmées à court terme (1992):

Les aires olympiques: l'aire de Villa Olympica (ANC n°5), du Vall d'Hebron (ANC n°8), de Torres-Mélina (ANC n°11), de Montjuīc (ANC N°12) qui correspondent aux quatre sites olympiques, ont été rattachées au programme des aires de nouvelle centralité en tenant compte du fait que leur programme dépasse la seule préparation des Jeux et participe notamment au projet global de rééquilibrage des grands équipements dans la ville. L'aménagement de deux de ces sites (Vall d'Hebron et Villa Olympica) se prolongera d'ailleurs après les Jeux.

L'aire de Diagonal-Sarria (ANC n°1): située sur l'axe d'extension du centre directionnel, donc proche d'un secteur où le tertiaire est déjà fortement développé, cette opération prévoit le développement des activités hôtelières, commerciales et directionnelles. Le projet d'aménagement, assez précisément défini, s'appuie sur l'aménagement du super-ilot de l'ancien Hôpital de Sant Joan de Deu. Le programme de l'opération combine un ensemble tertiaire important avec l'apport d'espaces publics et de services urbains de premier plan.

L'aire de Carrer Tarragona (ANC n°2): l'opération se situe en façade de la rue Tarragona, entre la gare de Sants et la place d'Espagne, rue qui constitue l'un des axes du système général de circulation (c'est la voie d'accès à Montjuic depuis la Diagonale). A l'emplacement des friches industrielles qui bordent la façade Sud de la rue, le programme de l'opération prévoit principalement l'implantation d'activités hôtelières et de bureaux. Profitant de l'existence d'infrastructures importantes (la gare de Sants, la Foire de Muestras, la relative proximité avec l'axe de l'aéroport) le programme exploite la valorisation créée par les interventions publiques récentes, le Parc de l'Escorxador et le Parc de l'Espagne Industrielle.

L'aire de Renfe Meridiana (ANC n° 3): située à l'entrée Nord de Barcelone, près de l'autoroute canalisant le trafic en provenance du Vallés et de France, ce site n'est actuellement qu'un noeud de circulation, au cœur d'une importante zone résidentielle. Occupant des terrains appartenant pour l'essentiel à la RENFE (la société des chemins de fer espagnols) la localisation de cette aire à l'entrée Nord de la ville la rend particulièrement intéressante pour l'implantation d'activités commerciales hôtelières et tertiaires (le programme tertiaire doit être réalisé sur la base d'une concession du sol attribuée pour 50 ans au lauréat du concours d'ensemblier qui devrait être lancé fin 89). La création d'un parc urbain de grande dimension devrait faciliter l'implantation d'un centre commercial et récréatif attractif. L'importance des travaux d'infrastructure exige un investissement important de la part de la commune.

#### Les ANC programmées à moyen terme (vers 1995):

L'aire de la Plaça de Les Glories (ANC n° 7): centre géométrique des grands axes qui ont structuré Barcelone, gigantesque nœud routier vers lequel convergent trois grandes artères (la Diagonale, la Granvia, et la Méridiana), cette aire s'intègre au grand projet de réaménagement de la Diagonale. Le programme prévoit l'aménagement d'un parc et de deux grands équipements culturels.

L'aire de la Plaça Cerda (ANC n° 4): situé à l'entrée Sud de la ville, sur la route de l'aéroport, ce site n'est pour l'heure qu'un énorme nœud routier vers lequel convergent le Cinturon I, la Gran Via et le Passeig de la Zona Franca.

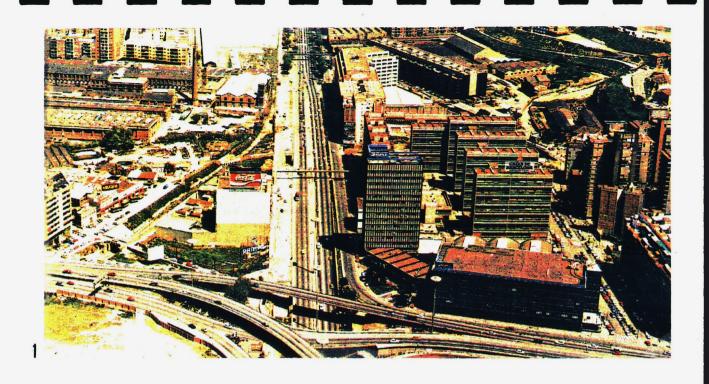
L'aire du Port Urba (ANC n° 6): sur le site de l'ancien port maritime. (le port urbain) appartenant au Port Autonome de Barcelone, le programme prévoit la construction de grands équipements et l'aménagement d'un vaste espace public. Cette aire offrira d'importantes possibilités de développement pour des activités ludiques, récréatives et commerciales, s'inscrivant dans le prolongement des aménagements récemment réalisés (le Moll de la Fusta) ou programmés (Cinturon Litoral) et devrait en outre faciliter la revitalisation de la vieille ville. Ce sera sans doute l'espace urbain dont les potentialités seront les meilleures pour la ville des années 90. A noter que le projet vise au rénouvellement des usages citadins des anciens sites portuaires en développant un "modèle européen" évitant le stéréotype américain du type marina.. A noter que la transformation du port urbain était déjà inscrite dans le plan Macia du GATCPAC et de Le Corbusier comme paradigme d'un centre fonctionnel qui n'a jamais été réalisé.

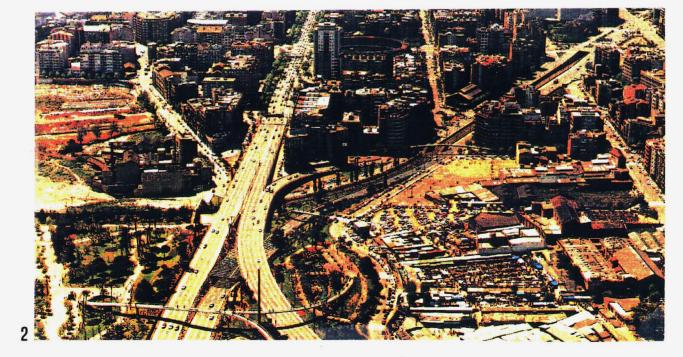
#### Les ANC programmées à long terme (fin des années 90):

L'aire de la Sagrera (ANC n°9) et l'aire de Diagonal-Prim (ANC n°10): l'importance des travaux d'infrastructures ferroviaires et routières conditionnant la réalisation des programmes envisagés sur ces deux sites explique l'échéance lointaine de leur réalisation. De plus, leur attractivité est subordonnée à la réalisation d'équipements inscrits au programme d'autres ANC, la nouvelle gare de la Sagrera notamment.

#### LES AIRES DE NOUVELLE CENTRALITE

- 1. DIAGONAL-SARRIA
- 2. CARRER TARAGONA
- 3. RENFE MERIDINA
- 4. PLACA CERDA
- 5. CARLES1-Av. ICARIA
- 6. PORT URBA
- 7. PLACA GLORIES
- 8. VALL D'HEBRON
- 9. SAGRERA
- 10. DIAGONAL-PRIM
- 11. DIAGONAL-SARRIA
- 12. MONTJUIC





# DEUX SITES TYPIQUES DE DEUX AIRES DE NOUVELLE CENTRALITE:

- 1. L'aire de la Plaça Glories
- 2. L'aire de la Plaça Cerda

#### LES QUATRE AIRES OLYMPIQUES

- 1. La colline de Montjuïc, ce site dominant la ville et dont l'aménagement est resté inachevé depuis l'Exposition Universelle de 1929 (selon le projet de Le Forestier), est actuellement en complet réaménagement. La construction des équipements liés aux J.O. s'effectue selon un planmasse d'ensemble dû aux architectes Correa et Milà, qui comprend: la modernisation du Stadium par Vittorio Gregotti, la création du Hall des Sports par Arata Isozaki, la construction de l'Institut d'Education Physique par le Taller d'Arquitectura/ Ricardo Bofill, le remodelage des piscines Picornell, et la reconstruction de la vieille piscine municipale datant de 1929. En dehors de l'aire olympique, le programme prévoit en outre la construction du Hall du centenaire de l' Exposition Universelle, le remodelage de la Place de l'Univers et la restauration de l'axe de l'Avinguda Maria Cristina, Enfin, la préparation des Jeux est l'occasion de compléter l'aménagement lèqué par l'Exposition Universelle: le paysagement de la zone non-développée de la colline avec la création d'un nouveau parc, le Parc del Migdia, fera bientôt de Montjuïc le principal parc de la ville et de la métropole.
- 2. A Diagonal-Pedralbes, parallèlement à la confortation et aux légères transformations des équipements sportifs existants (Football Club Barcelona, C.E. Laieta, R.C. de polo, R.C. Tennis Turo, University Sports), les actions sont centrées sur les espaces publics non-utilisés. Le projet d'aménagement établi vise à constituer un élément symbolique singulier jouant le rôle de "porte d'accès" à Barcelone et tend à réunifier les deux tissus urbains différents qui le bordent (le tissu de Barcelone et celui d'Hospitalet) en valorisant la présence de plusieurs parcs (le Parc Cervantès, le parc du Palais Pedralbes et le futur parc de Torre Melina).
- 3. Au Vall d'Hebron, un des quartiers les plus touchés par les infrastructures de circulation routière. Outre les équipements sportifs qui s'organiseront autour du vélodrome municipal construit par l'architecte Estevan Bonell, le programme prévoit la création d'un grand parc qui prendra un sens aigu dans ce lieu stratégique situé au cœur d'une périphérie surpeuplée (les quartiers de la Clota et du Carmel). L'essentiel des terrains libres appartiennent à la ville, ce qui facilite la réalisation des projets.
- 4. Enfin, le projet "Parc de Mar", entre le Parc de la Citadelle et l'embouchure du Besos, constitue sans doute le plus grand défi du programme d'aménagement suscité par les Jeux Olympiques, l'opération la plus ambitieuse et celle qui aura immanquablement le plus fort impact territorial. Il s'agit en effet de profiter de la construction du Village olympique pour reconquérir tout le front de mer anciennement occupé par une zone hétéroclite de vieilles industries et d'habitat précaire qui séparait la ville de la mer.





#### VUE AERIENNE DU SITE DU PARC DE MAR.

Vue du site, avant le déménagement des activités industrielles, sur lequel s'implante le Parc de Mar et le Village Olympique. On distingue au premier plan les plages (alors fortement polluées, non fréquentables), la coupure ferroviaire, les usines. En arrière plan, le Parc de la Citadelle, la vieille ville et la colline de Montjuic.

#### LE PARC DE MAR, LE VILLAGE OLYMPIQUE

Situé entre le parc de la Citadelle et l'embouchure du Besos, le Parc de Mar, qui inclut le Village Olympique, constitue la plus grande opération d'aménagement actuellement entreprise par la municipalité de Barcelone. Fortement stimulée par les J.O., cette opération doit permettre d'ouvrir la ville sur la mer en reconquérant une vaste zone de friches industrielles.

Bien qu'elle fut un des plus importants slogans des années 60, l'urbanisation du front de mer dans la zone de Carlos I restait jusque-là bloquée à cause du caractère spéculatif de l'opération, ce qui la rendait socialement impraticable. Par ailleurs, la récupération du front maritime impliquant de transformer le réseau ferroviaire, l'opération ne pouvait être envisagée que dans le contexte d'une entreprise beaucoup plus vaste, comme les Jeux.

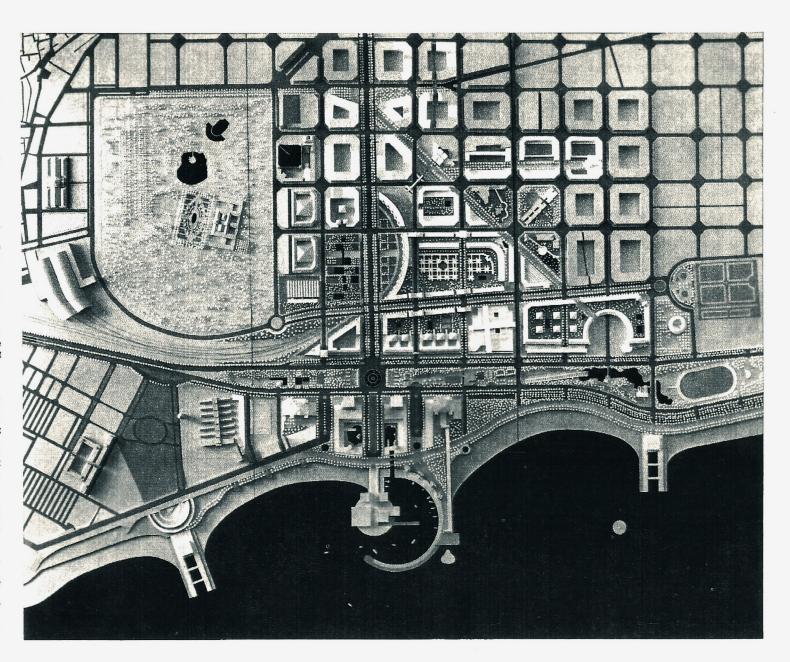
Le programme de cette gigantesque opération, qui répond donc à une aspiration largement ressentie dans toute la ville, couvre une superficie de 45 ha et prévoit l'aménagement d'une plage d'un kilomètre, un complexe d'équipements sportifs et l'aménagement de vastes espaces libres.

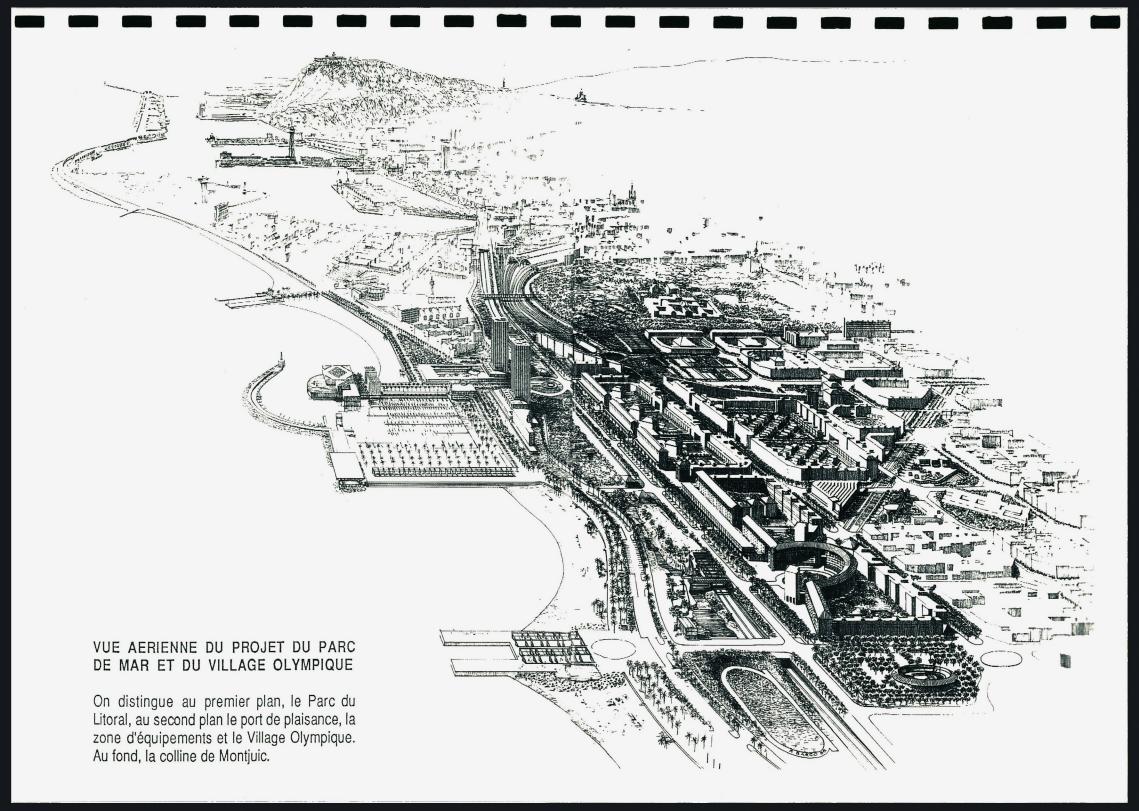
Outre l'expropriation des activités en place, ce projet a dû affronter d'importantes difficultés du fait de la remise en cause de plusieurs infrastructures lourdes comme le prolongement de l'avinguda Carles I et du Passeig Maritim, et du coûteux enterrement des infrastructures ferroviaires. Il assurera bientôt la connexion avec la Diagonale et la Meridiana, tandis que le prolongement de l'avigunda del Littoral permettra le raccordement avec Port Vell.

Pour ce qui concerne le Village olympique (qui devra accueillir 15000 athlètes et accompagnateurs pendant les Jeux), le programme correspond à celui d'un centre urbain secondaire (d'où son statut d'Aire de Nouvelle Centralité) comprenant: 2 500 logements qui seront occupés par les sportifs le temps des Jeux puis revendus après, des hôtels, des équipements de quartiers, des équipements de prestige, deux tours de bureaux, etc. Concu par l'agence Martorell/Bohigas/Mackay/Puigdomenech le projet doit faire intervenir une trentaine d'architectes de renom pour les différentes réalisations.

Sur la photo de la maquette du projet, ci-contre, on observe que la composition urbaine emprunte beaucoup à la morphologie de l'Ensanche de Cerdà dont elle constitue une sorte de réinterprétation. De haut en bas de la photo on distingue:

- le secteur résidentiel qui prolonge la structure urbaine existante (noter les "super-îlots" constitués de 4 îlots de Cerdà);
- l'avenue du littoral (section du futur Cinturo del Litoral) aménagé comme une voie-parc;
- la zone d'équipements (hotel, commerces, deux tours de
- bureaux...);
   le port de plaisance et les plages longées par le Passeig Maritim, l'esplanade piétonnière qui court le long de la côte.





### LA DIAGONALE, UN EXEMPLE D'OPERATION VIAIRE RESTRUCTURANTE.

Voie essentielle du plan de Cerda, cette avenue d'une emprise de 84m traverse la ville d'Est en Ouest sur10 km avec une légère pente. Son tracé de biais (en diagonale) sur la trame régulière de la ville explique la forte signification de cette voie pour la forme générale de Barcelone. Bien qu'inscrite dans le plan de Cerda, sa réalisation, encore inachevée, a connu maints rebondissements. Si la Diagonale constitue un épisode fondamental dans la structuration urbanistique de la ville, l'épisode est loin encore d'être définitivement clos (1).

Actuellement, les possibilités de développement les plus importantes existent aux deux extrémités de la Diagonale: vers le secteur haut, à l'Ouest et vers le secteur bas, à l'Est, à partir de la place de Les Glories qui constitue encore un secteur industriel et d'habitat populaire.

Les propositions à l'Est et à l'Ouest sont de nature différente. A l'Ouest, dans la zone haute, l'intervention projetée prévoit le remplissage des vides en cherchant à introduire une lecture plus globale de l'ensemble du site. Plusieurs projets sont déjà lancés: le projet du RACC (de Battle-Roig-Ribas) qui tente d'établir une connexion entre les parcs et cherche à créer un effet d'entrée dans la ville, le projet d'hôtel de Pinon-Viaplana-Mir qui se présente comme un ensemble d'édifices inscrits dans une série de volumes séquentiels supports d'une expression architecturale "requalificatrice" et, enfin, le projet de superbloc de Moneo et Sola-Morales qui, à partir de la configuration même du tracé linéaire, introduit un élément singulier de connexion entre la Diagonale traditionnelle et l'ordonnancement des blocs ouverts.

A l'Est, le prolongement de la Diagonale se pose également dans les termes d'une restructuration en vue d'une meilleure identité, mais son enjeu urbanistique est d'une portée beaucoup plus forte puisque ce prolongement est une des conditions de l'ouverture de la ville sur la mer (son aboutissement correspond à l'ANC de Diagonal-Prim). Sous l'angle opérationnel, ce prolongement est aussi plus lourd puisqu'il nécessite l'abaissement du niveau des voies ferrées de la gare de Francia en direction de l'Aragon, et la démolition de plusieurs îlots industriels. Il devrait permettre la réalisation d'un nombre important de logements dans un secteur proche du centre, ce dont Barcelone aura besoin rapidement. A noter que le prolongement de la Diagonale devrait entrainer le réaménagement de la partie haute de Poble Nou, ce quartier historique d'habitat populaire au cœur de la friche industrielle.

En 1946, la commune établit un plan de secteur qui introduisait l'ilot fermé comme forme de construction dominante. En 1954, le plan fut mis en révision, avec le retour à la forme ouverte, dans une tentative d'assimiler les nouveaux usages institutionnels du secteur. L'évidente discontinuité de cette partie de la ville témoigne de l'histoire fragmentée des dernières trente années d'urbanistation.



<sup>(1)</sup> Avant l'actuelle proposition d'aménagement, il faut signaler le projet du GATCPAC qui comprit la nécessité d'ordonner la construction selon un mode global conforme aux principes de l'urbanisme moderne. Le projet du GATCPAC chercha à travers l'innovation substantielle introduite par une morphologie moderne, à établir un bon rapport avec la ville traditionnelle (par ex. avec le quartier des Corts), particulièrement dans la Travessera, en maintenant la continuité de celle-ci jusqu'à la Plaça Francesc Macia. Non réalisée, cette possibilité est malheureusement perdue aujourd'hui.

#### **ANALOGIES**

Barcelone/Paris. Dans les deux villes les enjeux de pouvoirs, exacerbés par la concurrence entre l'Etat central et l'administration locale, sont souvent conflictuels. A Barcelone, capitale catalane - "capitale clandestine de l'Espagne" selon A. Barey ou "capitale sans Etat" selon J. Borja? - trois pouvoirs sont en place: la Députation provinciale de Barcelone qui représente l'Etat central, la Généralitat de Catalogne qui dispose d'un parlement, d'un gouvernement et d'un président, et enfin l'Ajuntament qui représente le pouvoir municipal de Barcelone. La ligne de partage passe entre l'Ajuntament dirigée par des élus de gauche (coalition socialiste et communiste) et la Généralitat dominée par des élus de droite (CiU). Les uns défendent la modernisation de la métropole barcelonaise, les autres, le rééquilibrage régional face à la polarisation de Barcelone. Vus de Madrid, les socialistes barcelonais semblent trop catalanistes et les élus de la Généralitat sont des adversaires coriaces. ...

Barcelone/Londres. Dans ces deux villes, l'aménagement métropolitain a été pendant un temps conçu au sein d'un organisme supra-municipal, le GLC (Great London Council) et la CMB (Corporacion Métropolitan de Barcelona), tous deux dissous du fait de la concurrence de pouvoirs politiques opposés. Ces deux villes ont subi une grave crise urbaine, expression de la crise économique et sociale des années soixante-dix: désindustrialisation et friches urbaines, taux de chômage très élevé notamment chez les jeunes, déficit importants des services urbains, constitution de poches de pauvreté ou de ghettos, etc.

Cependant, Barcelone fait aussi figure "d'anti-Londres." Car autant le renouvellement de la pensée sur la ville et la relance de l'urbanisme y sont impulsées par la puissance publique, autant, à l'inverse, la reconversion des Docklands, organisée et financée par des acteurs privés, s'inscrit dans la logique d'une politique néo-libérale, dénuée de projet global.

Barcelone/Berlin. Dans un autre sens, Barcelone, c'est aussi "l'anti Berlin" vu par l'IBA. Dans ces deux villes, les années 80 ont été marquées le retour en force d'une architecture publique urbaine de qualité sous l'impulsion de l'administration municipale afin de "finir la ville". Mais tandis qu'à Berlin on a construit des logements sociaux dans les vides de l'espace urbain et réhabilité un quartier ancien (Kreuzberg) paupérisé et récupéré par des communautés marginales (turcs et alternatifs) sans se soucier de la qualité de l'ensemble urbain, à Barcelone, en revanche, c'est en partant du réaménagement des espaces publics (places, jardins, parcs urbains, voies de desserte, grande voie de transit) et en s'appuyant sur les projets suscités par les Jeux Olympiques que la qualité urbaine est redistribuée dans l'ensemble de la ville.

Barcelone/Marseille. Comme certaines grandes villes françaises, Barcelone a connu une architecture bourgeoise, notamment avec les mouvements moderniste et noucentiste. Mais pour accéder à un certain "standing urbain", il lui restait à achever la ville moderne par la réalisation de grands équipements, par la prise en compte d'une échelle territoriale de la ville. Oriol Bohigas et Oscar Tusquets parlent à ce propos d'une "autre échelle" en se référant au Paris haussmannien. Les réalisations liées aux Jeux Olympiques sont rattachées à cette problématique.

Ainsi, à Barcelone, comme aujourd'hui à Marseille, se posent avec acuité les problèmes du port, du centre paupérisé, des grandes infrastructures routières..

Barcelone/Barcelone. C'est avant tout la ville de Cerdà qui a imaginé un modèle original d'extension en voulant répondre à la fois aux mutations économiques et aux problèmes sociaux. A la fois émule d'Haussmann et précurseur du Mouvement Moderne, l'ingénieur des Ponts et Chaussées, trés épris d'égalitarisme, avait conçu un schéma totalement opposé au système radio-concentrique. Aujourd'hui, Barcelone est peut-être la seule ville européenne qui joue le jeu de la tension entre deux modèles d'urbanisme: le modèle libéral et le modèle progressiste.

### DEUXIEME PARTIE LA DEMOCRATIE EN CHANTIER

"Opter pour la participation, c'est accepter la diversité et le conflit, c'est assumer la pluralité des intérêts légitimes et contradictoires; cela signifie renoncer au monopole du pouvoir politique et administratif assumé par les autorités élues et la bureaucratie, c'est opter pour le changement, imprévisible et surprenant"

Jordi Boria

On ne peut comprendre l'urbanisme barcelonais mis en oeuvre depuis 10 ans, si l'on ignore le deuxième "chantier urbain" ouvert par la municipalité de gauche (coalition des socialistes et communistes catalans: PSC-PSOE/PSUC) dès 1979, à savoir celui de la décentralisation municipale. C'est en effet son profond enracinement dans un projet politique qui dynamise la politique urbaine à Barcelone, dont l'ambition n'est pas tant de gérer de puissants intérêts que de *transformer* la société. Enjeu essentiel de tout urbanisme auquel pourtant on a renoncé dans de nombreuses villes européennes, à une époque où la politique est souvent réduite à de purs enjeux de pouvoirs, souvent très décalés par rapport aux problèmes cruciaux des sociétés.

Il faut se rappeler que les élus barcelonais ont constamment affirmé que leur politique urbaine, élaborée en étroite liaison avec le milieu professionnel, formait le programme de campagne du PSC (Parti des Socialistes de Catalogne), soulignant ainsi leur volonté de réintégrer la question urbaine dans le champ de la politique. L'actuelle équipe municipale est en quelque sorte l'héritière directe d'une forte demande sociale condamnant l'urbanisme franquiste et exigeant le rétablissement de la démocratie aux plans national et local; de larges secteurs de la population barcelonaise s'étaient en effet rassemblés dés le début des années soixante-dix pour mener d'importantes luttes urbaines.

La décentralisation municipale mise en place ces dernières années prend ainsi tout son sens; et en 1979, elle semblait d'autant plus urgente à mener qu'une crise sociale s'installait avec la récession économique. La volonté de marquer une rupture politique radicale avec le passé franquiste s'est alors doublée du désir d'octroyer des moyens d'intervention efficaces à tous les acteurs urbains, notamment à ceux qui en sont généralement démunis, pour que le changement urbain soit initié par la base sociale mais aussi engage fondamentalement la classe politique.

Pour toutes ces raisons, on peut dire que la politique urbaine barcelonaise mise en oeuvre depuis dix ans forme un véritable *projet de société* qui procède d'une lecture affinée de la ville et du système métropolitain, et dont l'ambition affichée est de renouveler l'identité urbaine et les pratiques sociales.

Aussi, J. Borja, adjoint au Maire de Barcelone chargé de la décentralisation, pouvait-il affirmer: "la politique d'Etat peut susciter des activités ayant un fort pouvoir d'attraction et aussi un fort effet d'entraînement sur la ville (...) Ce n'est pas le cas de Barcelone, capitale sans Etat, traditionnellement délaissée par le pouvoir politique (...) Notre objectif est de prendre une part active à la construction d'un monde qui est de plus en plus celui des villes et de moins en moins celui des nations." (in International Conference on Population and Urban Futur, Declaracions de Barcelona 1986) (1).

<sup>(1)</sup> Cité par P. Beckouche, Rapport de recherche sur les mutations du système productif à Barcelone, CERTES/DATAR, Paris 1988

Cette troisième partie ébauche d'abord ce qu'on pourrait appeler la généalogie de l'actuelle coalition de gauche à majorité socialiste qui dirige l'Ajuntament de Barcelone, puis présente le contenu et les modalités de la décentralisation barcelonaise.

#### CHAPITRE UN: LA GENEALOGIE DU "SOCIALISME" BARCELONAIS

Deux courants idéologiques structurent fortement la scène politique barcelonaise et ont contribué à la formation d'un large mouvement social:

- un nationalisme parfois exacerbé, fondé sur la défense âpre de l'identité catalane aux plans culturel et politique face à l'Etat central et revendiquant une position hégémonique en Espagne. Ce courant traverse et cimente l'ensemble de la société catalane (l'histoire catalane est jalonnée de revendications d'abord régionalistes puis autonomistes);
- un activisme révolutionnaire, issu d'un mouvement ouvrier assez radicalisé, exigeant de la bourgeoisie locale une redistribution des richesses tirées de la croissance industrielle. Ce deuxième courant a su parfois rassembler les classes moyennes, notamment les intellectuels, avec la classe ouvrière.

Au cours de la lle République et surtout pendant la Guerre Civile, une large majorité de gauche s'était formée à Barcelone, regroupant démocrates, socialistes, communistes, anarchistes, etc, pour la défense de la république. Cette majorité sociale s'était effondrée avec l'avènement de la dictature franquiste, puis s'était recomposée souterrainement pour enfin resurgir au début des années soixante-dix. Barcelone devint alors le "laboratoire social de l'Espagne". C'est sur ce large mouvement social que le parti socialiste catalan (PSC) s'est appuyé pour accéder à la tête de la métropole barcelonaise, mais aussi à l'Assemblée Nationale, au sein du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE).

#### 1. Les avatars du mouvement révolutionnaire

Tout au long de son histoire, Barcelone a été une ville explosive, marquée par de multiples soulèvements populaires.

Au cours du XIXe siècle, la forte concentration d'une classe ouvrière nombreuse avait transformé la capitale catalane en une sorte de terrain d'expérimentation du mouvement révolutionnaire, animé par des noyaux marxistes et surtout anarchistes (2).

Au début du XXe siècle, le mouvement ouvrier avait pu se structurer légalement autour d'une centrale syndicale et les luttes, jadis sporadiques et désespérées, avaient abouti à des

changements politiques (lle République espagnole). Sous le régime franquiste, syndicats et associations ouvriers étaient retournés à la clandestinité, continuant cependant d'alimenter une contestation sociale ponctuelle et défensive, violemment réprimée par le pouvoir. Pendant les dernières années de la dictature et au tout début de la période de transition démocratique, le mouvement ouvrier constitué de noyaux actifs avait apporté un soutien décisif aux nombreuses luttes urbaines menées par différents secteurs de la population barcelonaise.

Avec la restauration de la démocratie la revendication nationaliste a été satisfaite: la Catalogne est aujourd'hui l'une des 17 Communautés Autonomes d'Espagne et, à ce titre, dispose d'un parlement et d'un gouvernement propres. Quant à la question salariale, elle fut désamorcée par le pacte de trêve sociale, conclu en 1977 entre le patronat et les organisations syndicales (3), puis reconduit, bien que difficilement, par le gouvernement socialiste. Sous-tendu par le pragmatisme prôné par les entreprises, ce pacte social a fortement affaibli le mouvement ouvrier, qui a été certes légalisé mais, en même temps, s'était engagé à ne mener aucun mouvement revendicatif. Et la crise industrielle, très aigüe en Catalogne, a accentué l'impuissance et la dépolitisation du mouvement ouvrier durant les premières années démocratiques. Le leader du parti socialiste catalan, Raimon Obiols, a pu ainsi affirmer: "les syndicats ont été les grands sacrifiés de la transition démocratique" (4).

Ce n'est que récemment, depuis fin 1988, avec la reprise de la croissance, que les syndicats ont remobilisé le salariat, notamment les fonctionnaires (grèves des enseignants, etc), pour réclamer des avancées sociales significatives.

#### 2. Le laboratoire social de l'Espagne

Le mouvement social favorable aux socialistes s'était constitué dés le début des années soixante-dix dans le cadre de nombreux mouvements revendicatifs stigmatisant l'urbanisme franquiste. Ces luttes urbaines rassemblaient les classes moyennes et les classes populaires alors confrontées à une bureaucratie municipale autoritaire et totalement inefficace. De plus, à travers ces revendications sectorielles, un large et solide consensus politique s'était établi pour exiger le rétablissement de la démocratie dans l'ensemble du pays. A Barcelone, cette majorité sociale rassemblait:

- les habitants des zones dégradées et sous-équipées, principales victimes du système. Issus essentiellement des couches populaires mais aussi de certains secteurs des couches moyennes, c'était les Barcelonais les plus démunis face à l'administration publique et ils animèrent les premiers mouvements urbains;
  - les habitants des quartiers favorisés, qui n'étaient pas directement menacés par la

<sup>(2)</sup> Voir commentaires de Marx et Engels sur Barcelone au XIXe siècle et Pierre Vilar, Histoire de l'Espagne, Collection Que-sais-je PUF Paris 1986

<sup>(3)</sup> Pacte de la Moncloa

<sup>(4)</sup> Dialegs a Barcelona: Raimon Obiols/Joan Rigols, Barcelona 1987

politique urbaine (classes moyennes, certains secteurs des couches populaires) mais exprimaient des revendications globales sur la dégradation des conditions d'existence et l'absence de représentativité politique. Au sein de ce groupe, de nombreux intellectuels et professionnels (universitaires, journalistes, avocats, architectes, ingénieurs, etc) s'étaient engagés et leur rôle fut déterminant pour relayer efficacement les revendications et élargir les luttes aux couches aisées.

- les petits propriétaires, exclus de la spéculation immobilière dont ils auraient souhaité profiter, pendant que les groupes financiers et les grands propriétaires menaient des opérations "juteuses". Ils avaient manifesté leur mécontentement en participant à de nombreux comités de défense de résidents.

Sans le dynamisme du réseau associatif barcelonais qui s'est enrichi à travers ces luttes urbaines, la recomposition de la base sociale n'aurait sûrement pas eu lieu.

De nombreux comités de défense des quartiers et des résidents (asociaciones de vecinos) s'étaient organisés, obtenant en 1972 le droit de se fédérer, tandis que certaines associations professionnelles (Collège des Architectes, Collège des Avocats, etc) et diverses associations socio-culturelles s'étaient ouvertement engagées dans les mouvements revendicatifs. De leur côté, les organisations politiques clandestines, syndicats et associations ouvrières, furent également très actives.

Ainsi, à partir de leurs activités propres, toutes ces associations avaient redéveloppé les solidarités et intensifié la vie collective; autour des thèmes urbanistiques, elles avaient ensuite organisé des actions défensives et offensives. Et finalement, en dynamisant la participation des habitants soucieux de se faire entendre auprès de l'administration publique, les associations avaient constitué de véritables creusets politiques, expérimentant des pratiques d'initiative et de contrôle populaires (5). C'est ce réseau associatif qui fut l'instrument de lutte privilégié, formant le "tissu paradémocratique" évoqué par Montalban (voir supra, les héritages).

### 3. La fragilisation de la base sociale

Paradoxalement, le retour de la démocratie s'est accompagné dans les premières années d'une érosion du consensus social qui avait porté les socialistes au pouvoir. Deux facteurs expliquent ce phénomène: d'un côté, les impacts sociaux de la crise, particulièrement grave en Catalogne, et de l'autre, la "professionnalisation" de la sphère politique:

1°. La précarisation des classes populaires et d'une partie des classes moyennes, accompagnée évidemment de la marginalisation des plus défavorisés, a fortement fragilisé la base sociale et entamé le réseau associatif. Même si certains réflexes de solidarité et de coopération ont résisté, ils sont fortement contrebalancés par la montée des

individualismes et des corporatismes. Dans ce contexte, cette base sociale n'est pas indifférente à l'idéologie populiste des partis catalans de droite dont le discours démagogique réveille les pulsions nationalistes les plus sectaires (6).

2°. Le passage de la clandestinité à la légalisation ne fut pas favorable aux mouvements politiques, et cela est vrai pour l'ensemble de l'Espagne. La démocratie a remplacé les structures informelles et volontaires, qui furent efficaces parce que très proches de la base sociale, par le système des partis politiques, qui en sont, à l'inverse, trop éloignés. De ce fait, il y a eu un affaiblissement de la participation et une certaine dévalorisation de la sphère politique, désormais réservée aux seuls professionnels. J. Borja déplore ainsi la "faible capillarité sociale" des partis politiques espagnols actuels (7).

En Catalogne, c'est même une fragmentation du consensus social qui prévaut depuis que les élections locales ont porté des élus conservateurs (coalition de droite CiU) à la tête de la Généralitat. Au moment même où l'équipe socialiste arrivait à l'Ajuntament de Barcelone, cette victoire était déjà édulcorée par celle des conservateurs; la majorité sociale se morcelant, un peu à l'image du reflux du mouvement ouvrier. Une situation de conflits permanents s'est alors installée, qui n'est pas sans rappeler l'expérience française de "cohabitation", avec la formation d'une ligne de partage entre l'Ajuntament de Barcelone et la Généralitat. "Les deux grandes formations politiques (catalanes) se trouvent dans une situation ambivalente. Toutes deux sont à la fois au gouvernement et dans le camp de l'opposition", comme l'explique R. Obiols (8).

Aussi la demande sociale, qui avait émergé au début des années soixante-dix, a-t-elle eu tendance à reproduire la fragmentation du tissu social, tout en restant forte.

#### Conclusion: une demande sociale forte mais fragmentée

Pétitions, manifestations publiques et mobilisation des médias: la demande sociale s'était exprimée ouvertement et avec tenacité dès le début des années soixante-dix. Mais, c'est surtout grâce à l'engagement de nombreux professionnels et intellectuels qu'elle avait pu être crédibilisée, car ils avaient animé les polémiques mettant en cause l'administration (conférences, enquêtes, etc) et avaient notamment élaboré des projets urbains alternatifs (9). De plus, c'est parce que la question urbaine avait canalisé la contestation politique

- (6) Les élus conservateurs de la Généralitat ont mené des campagne de presse diffamatoires accusant les socialistes catalans d'être des "suppôts de Madrid".
- (7) Descentralizacion y participacion ciudadana, chapitre V, partie intitulée los partidos como organizacion y la participacion política, J. Borja, Instituto de Estudios de Administracion Local, Madrid 1987
- (8) Dialegs a Barcelona: Raimon Obiols/Joan Rigols, Barcelona 1987
- (9) Par exemple, face à un projet spéculatif de la municipalité pour le quartier industriel de

<sup>(5)</sup> Lire à ce sujet "les mouvements sociaux urbains en Espagne" de J. Borja et "les mouvements urbains et changement démocratique aujourd'hui" de Boix/Borja/Campo, parus dans le n°19 (décembre 1976) de la revue Espace et Sociétés.

(à laquelle elle avait servi d'exutoire) et qu'elle avait fait converger les groupes sociaux, que la demande sociale s'était alors unifiée face au pouvoir franquiste.

Si on fait le bilan des dix dernières années, on peut dire que les luttes urbaines ont d'abord débouché sur des conquêtes politiques, qui, à leur tour, devaient aboutir à des conquêtes sociales. Mais, ces dernières ont été partielles, voire différées. La reconnaissance politique des droits sociaux et économiques n'a pas été suivie d'effets immédiats à Barcelone, car le contexte de crise et de mutation profondes a provoqué la rareté des ressources publiques et le gel des capitaux privés locaux, d'où les difficultés accrues de redistribution collective. Or, dans le même temps, la demande sociale augmentait mais se fragmentait, entraînant le rétrécissement de l'ancienne majorité sociale.

Les différents projets urbains mis oeuvre depuis l'approbation du PGM (voir lère partie), ont bien traduit l'investissement financier progressif de la puissance publique. Mais il faut bien reconnaître que, si quelques uns des grands problèmes de la métropole barcelonaise sont en passe d'être résolus, tous les besoins sont loin d'être satisfaits aujourd'hui, qu'il s'agisse du logement, des équipements ou des transports. En effet, ce n'est que très récemment que la reprise de la croissance s'est produite.

Analysant la crise barcelonaise et prenant acte de la fragilisation de sa base sociale au début de son premier mandat, la nouvelle municipalité a alors remis en cause les voies traditionnelles de transformation sociale, qu'elle a jugé inadéquates. Elle affirmait en même temps la volonté de déployer une dynamique de relance globale à l'échelle de la métropole, s'appuyant sur la conviction qu'il fallait créer de la valeur ajoutée et de la valeur sociale partout où cela était possible, mais plus particulièrement dans les zones urbaines délaissées par l'urbanisme franquiste.

Face au repli des acteurs économiques, la candidature de Barcelone pour l'accueil des Jeux Olympiques de 1992 a été conçue comme un catalyseur des projets urbains. Et face au morcellement de la majorité sociale soutenant les élus barcelonais, la décentralisation municipale s'est imposée comme un moyen d'impliquer véritablement la base sociale et de renouveler le projet de société. Tels étaient les enjeux de la réforme municipale, devenue encore plus urgente du fait des blocages issus de la concurrence entre la Généralitat et l'Ajuntament de Barcelone (comme en témoigne la dissolution de la CMB).

#### Poble Nou (Plan de la Ribera), un concours avait été organisé le Collège des architectes.

### CHAPITRE DEUX: LA DECENTRALISATION BARCELONAISE: VERS UN "SOCIALISME MUNICIPAL" ?

#### 1. Jordi Borja ou "l'homme de la décentralisation"

Adjoint au maire de Barcelone chargé de la décentralisation, J. Borja a joué un rôle-clé pour l'élaboration théorique et la mise en oeuvre de la réforme municipale, mettant l'accent sur la nécessité d'innover le plus loin possible dans le domaine social. Il est important de rappeler rapidement sa démarche intellectuelle, car cet universitaire, chercheur en sciences sociales, est le représentant d'une génération d'idées et de projets qui ont imprégné la résistance culturelle contre le franquisme et tentent aujourd'hui de se concrétiser.

#### 1.1. Une démarche critique

Dans sa réflexion sur les pouvoirs locaux, J. Borja établit un bilan critique du système espagnol et des systèmes décentralisateurs mis en place dans les pays européens qui ont précédé l'Espagne dans ce domaine.

#### \* Le reiet du centralisme:

En tant que catalan, J. Borja est évidemment interpelé par la question du centralisme; mais s'il le récuse définitivement, c'est qu'au problème de l'autonomie régionale et de la préservation des identités locales, il rajoute celui de la lutte des classes: "l'Etat centralisateur signifie aujourd'hui une expropriation politique des classes populaires" (10). A partir d'une analyse classique, celle qui dénonce l'inefficacité productive du système centralisateur du fait de la lourdeur de la structure bureaucratique, J. Borja conclut à la neutralisation de la démocratie générant son auto-disqualification et celle de la politique en général vis à vis d'une partie croissante de la population.

En Espagne, le problème se pose avec d'autant plus d'acuité que les partis politiques, récemment légalisés, ont une assise sociale réduite (11). A cette faiblesse s'ajoute le problème de la représentativité régionale de ces partis à vocation nationale, du fait de la prépondérance des particularismes régionaux. Or, pour les élus de Barcelone, il est primordial de conserver des liens étroits avec une base sociale constamment "courtisée" par l'idéologie populiste des élus de droite; ce qui suppose une réforme politique approfondie pour échapper à l'inertie et au décalage des structures traditonnelles, et pour que la demande sociale puisse s'exprimer et soit prise en compte.

<sup>(10)</sup> Descentralizacion y participacion ciudadana, chapitre IV, op. cité

<sup>(11)</sup> J. Borja, op. cité.

\* Les enseignements des expériences européennes de décentralisation:

L'Italie, la France, la Grande-Bretagne, et d'autres pays d'Europe occidentale ont précédé l'Espagne durant les années soixante et soixante-dix en matière de décentralisation. Pour concevoir une réforme pour Barcelone, J. Borja a tenu à effectuer un bilan comparatif et critique mettant en évidence les problèmes, voire les effets pervers, issus de ces expériences; trois questions ont retenu plus particulièrement son attention:

- la multiplication des niveaux d'intervention et des instances locales; elle provoque très souvent une hypertrophie de l'appareil administratif et de la classe politique, et les lourds mécanismes de gestion publique ont tendance à se reproduire aux différents échelons locaux. Ce problème, déjà prégnant en Espagne avec la superposition des instances centrales et autonomes, risque donc de s'aggraver si on n'y prend garde. En Catalogne particulièrement, la Généralitat (constituée d'un gouvernement et d'un parlement spécifiques) a tendance à mimer le centralisme madrilène, se comportant comme un Etat dans l'Etat aux dépens des autres collectivités locales (comarques, municipalités);
- la constitution d'un véritable écran institutionnel entre l'administration publique et la demande sociale, qui, même lorsqu'elle parvient à s'exprimer, se trouve contournée, voire déviée, parce que la décentralisation accroît un pouvoir local qui n'est pas lui-même décentralisé, favorisant alors seulement certaines catégories d'acteurs (notables, technocrates);
- le désengagement implicite de l'Etat dans le domaine social qui s'opère par le biais du transfert de compétences vers les collectivités locales, quand ce transfert n'est pas assorti d'allocations de ressources suffisantes. Ce type de décentralisation est le fait de politiques néo-libérales, aboutissant généralement à la dérèglementation poussée des services collectifs. Pour Barcelone, il s'agit là d'une question cruciale puisque la métropole a été fortement pénalisée par l'indigence des investissements sociaux et que les déséquilibres sont loin d'avoir disparu depuis le retour de la démocratie.

#### 1.2. Quelle décentralisation pour Barcelone?

Gardant à l'esprit ces "dérapages" d'une décentralisation insuffisante ou inadéquate, J. Borja propose un modèle pour Barcelone dont les finalités sociales sont très clairement définies: selon lui, il faut répondre à la demande sociale exprimée lors des luttes urbaines des années soixante-dix, c'est-à-dire aux exigences d'efficacité fonctionnelle de l'administration municipale, de participation démocratique et de justice sociale.

De fait, c'est la participation qui est le fondement de la décentralisation barcelonaise car

"opter pour la participation, c'est accepter la diversité et le conflit, c'est assumer la pluralité des intérêts légitimes et contradictoires; cela signifie renoncer au monopole du pouvoir politique et administratif assumé par les autorités élues et la bureaucratie, c'est opter pour le changement, imprévisible et surprenant" (12). Clarification indispensable selon J. Borja, à l'heure où la majorité des formations politiques, à droite comme à gauche, reconnaissent le principe de décentralisation du pouvoir d'Etat; la véritable question posée aujourd'hui est donc celle des finalités et des destinataires de la décentralisation.

La participation dans la réforme barcelonaise vise ainsi deux objectifs complémentaires: d'une part, institutionnaliser le changement social par la confortation de l'Etat de droit, car "le droit est le pouvoir des pauvres, la possibilité de justice pour ceux qui souffrent des inégalités"; et de l'autre, réhabiliter et transformer la sphère politique par une implication plus forte de la base sociale et par une revalorisation de la territorialité urbaine, "la participation et la décentralisation donnant lieu à un processus de socialisation de la politique" (13).

S'agissant du cadre spatial de la réforme, J. Borja considère que les entités collectives existantes doivent servir d'ossature à la décentralisation dans la mesure où elles sont fondées sur des réalités historiques et géographiques. Elles offrent l'avantage de présenter une cohésion relative tout en intégrant des éléments complexes et diversifiés issus d'identités socio-culturelles fortes et vivantes. Ce serait là les bases sociales de la décentralisation, s'opposant à une culture de masse jugée stérilisante.

#### 2. La bataille démocratique

Redécoupage du territoire communal, réorganisation politico-administrative de l'instance municipale, institutionnalisation de la participation des usagers, tels sont les trois grands chapitres de la décentralisation barcelonaise qui doit aboutir prochaînement à l'élaboration d'une nouvelle Charte Municipale.

Il faut souligner d'emblée que la portée de cette réforme ne se trouve pas seulement dans son contenu social, mais aussi dans les innovations politiques qu'elle a suscitées au cours de sa mise en place. Le nouveau dispositif a été en effet conçu dans le cadre d'un travail concerté avec les forces politiques d'opposition et les représentants des usagers (sans pour autant générer un consensus passif), en passant par une période transitoire expérimentale.

<sup>(12)</sup> J. Borja, op. cité., chapitre V

<sup>(13)</sup> J. Borja, op. cité., chapitre V.

#### 2.1. Une procédure institutionnelle expérimentale

En 1979, deux ans après les premières élections libres en Espagne depuis plus de trente ans, une aire de décentralisation municipale était instituée à Barcelone, en conformité avec les nouveaux statuts d'autonomie régionale. L'année suivante, la nouvelle équipe municipale, issue d'une majorité de gauche (coalition PSC/PSOE-PSUC) (14), décidait d'entreprendre la décentralisation municipale de la capitale catalane.

Par rapport au cadre législatif, qui légitime la demande populaire en matière de démocratie locale, les élus barcelonais ont renouvelé les finalités de cette décentralisation reconnue par l'Etat espagnol et la Généralitat de Catalogne dans le sens d'une réforme sociale. En effet, l'établissement de mécanismes de coopération sociale et de participation des habitants a été traité avec une attention toute particulière dans la réforme municipale.

Encore inachevée (la nouvelle Charte Municipale reste à élaborer), la procédure institutionnelle a été longue et progressive, renouvelant radicalement des pratiques politiques caractérisées jusqu'alors par leur opacité et le règne de l'arbitraire. Cette durée s'explique par la volonté de ne pas faire approuver en une seule fois une réforme globale, issue d'un travail administratif interne. Il s'agissait de mobiliser un maximum d'acteurs et de passer par une étape transitoire expérimentale, avant la mise en place définitive de la réforme. L'équipe municipale autour de Jordi Borja a donc délibérement élargi la mise en place de la décentralisation à l'ensemble de la classe politique locale et de la population pour dynamiser la procédure institutionnelle. Ainsi, les formations politiques représentées au conseil municipal et les acteurs urbains représentés collectivement au sein d'associations ont été largement impliqués pour qu'ils expriment leur point de vue, fassent des suggestions et contrôlent le nouveau dispositif (15):

- *Groupe de rapporteurs* sur le redécoupage territorial de Barcelone comprenant les représentants des partis politiques au conseil municipal;
- Commission Citadine consultative regroupant les représentants:
  - de l'Administration non-municipale;
  - d'associations d'usagers telles que la Fédération des associations de "vecinos" de Barcelone;
  - d'associations professionnelles telles que les Collèges des ingénieurs industriels, des avocats, des économistes, des techniciens de la construction, des architectes, etc:
- (14) PSOE/PSC: socialistes catalans; PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne): communistes catalans
- (15) Les débats se sont appuyés sur des travaux de recherche sur la réalité socio-politique des différents quartiers de Barcelone: Rapport Cassassas/Clusa, juin 1981; Etude du Centre de Développement et d'Economie Sociale sur les nouvelles tendances de la vie associative à Barcelone.

- de la Chambre de Commerce d'Industrie et de Navigation;
- du Département d'aménagement du territoire de la Généralitat de Catalogne;
- de la C M B;
- etc.

En somme, ce qui peut apparaître d'un point de vue extérieur comme un processus lent et laborieux (plus de sept années) répondait à la volonté d'instaurer immédiatement des pratiques et un jeu démocratiques en dépassant la simple application formelle des textes. L'idée étant que des citadins responsabilisés et actifs sont la meilleure garantie démocratique, quelques soient les aléas de l'alternance politique. Comme l'écrit J. Borja, "la participation ne peut être (...) un programme dont l'application dépendrait du volontarisme étatique (...), la participation est une méthode de gouvernement" (16).

#### 2.2. Le rapprochement avec la base sociale

Parallèlement à la procédure institutionnelle, des actions publiques ont été développées dans les domaines de l'information et du développement social pour rétablir le contact avec la majorité sociale de gauche, et ainsi s'appuyer sur une légitimité populaire.

Il s'agissait de "couvrir l'évènement", en restituant au jour le jour les faits marquants de la procédure législative et les débats qui l'ont accompagnée. La diffusion de cette chronique de la décentralisation s'est voulue aussi large que possible autour d'un support spécifique créé à cette occasion: le bulletin municipal, "Barcelona-10", remanié plusieurs fois et dont la dernière version plus consistante donne à penser que l'opération fut positive (mensuel de 16 pages en couleurs).

Plus fondamentalement, c'est dans le domaine social qu'ont été menées les actions les plus spectaculaires par la réalisation d'équipements publics socio-culturels réunis dans les centres civiques. Le but était d'injecter dans un tissu urbain déséquilibré et souvent déshérité des éléments de micro-centralité capables de reconstituer et d'enrichir le tissu social, notamment dans les quartiers périphériques les plus défavorisés. Et au-delà de la résorption des carences léguées par la gestion franquiste, la construction de centres civiques dans chaque district a permis de redéployer une administration municipale devenue prestataire de services et en voie de rénovation. Les centres civiques devenant aussi les emblèmes visuels, immergés dans le quotidien des usagers, d'une nouvelle gestion urbaine affirmant son ancrage social.

On peut rapprocher ces interventions de la politique urbanistique mise en oeuvre pendant la même période par la municipalité et que l'on peut caractériser par la "tactique de la guérilla".

<sup>(16)</sup> J. Borja, op. cité., chapitre V

#### 3. Vers un "socialisme démocratique" ?

Dés le début, décentraliser signifiait pour les élus barcelonais dépasser le simple transfert de compétences. Moderniser l'administration publique et l'ouvrir vers la demande sociale étaient les objectifs essentiels de la réforme, rappelant à certains égards les slogans de "restructuration" et "transparence" devenus les maîtres mots des réformes entreprises ailleurs....

Deux documents de planification à court et moyen termes, le Plan Général (1984-87) et le Programme d'Action Municipale (1984-92) émanant de la Municipalité de Barcelone, énoncent les principes de la réforme de décentralisation municipale: "le processus de décentralisation constitue le fondement du rapprochement de l'Administration des citadins et de la mise en place d'une administration démocratique".

Selon ce texte, la décentralisation est désignée comme le moyen privilégié pour améliorer le fonctionnement d'un système administratif public dont la nature est en même temps redéfinie: l'administration doit être accessible au plus grand nombre; elle est légitimée par la représentativité politique.

Le double objectif d'efficacité de la réforme est donc très clair:

- efficacité fonctionnelle de la programmation et de la gestion de biens et services collectifs:
- efficacité politique pour l'expression et la prise en compte d'une demande sociale.

Le transfert des compétences a ainsi été assorti d'une optimisation de la bureaucratie, de la revalorisation des prestations publiques, tandis que le volet traitant de la participation règlementait des mécanismes de coopération sociale (17).

La procédure institutionnelle a été conduite en quatre phases progressives:

- 1- redécoupage territorial et administratif de Barcelone
- 2- transfert des compétences aux nouveau districts
- 3- organisation des nouveaux districts
- 4- institutionnalisation de la participation citadine

#### 3.1. La nouvelle division territoriale

Suite à un travail de recherche (étude Cassassas/Clusa) et après de nombreux débats au sein de la Commission de Décentralisation Municipale et de Participation Citadine (CDMPC), et de la Commission Citadine consultative, 10 nouveaux districts (équivalent aux arrondissements des grandes villes françaises) ont été créés à l'issue d'un redécoupage de la ville. L'équipe municipale actuelle a en effet considéré que la structure spatiale héritée de la période franquiste était inadéquate, parce que fondée sur une logique purement administrative, se traduisant, entre autres choses, par le remplacement des noms des quartiers par des numéros.

Les critères retenus pour ce redécoupage, admis par tous les membres de la CDMPC, étaient les suivants:

- reconstituer la réalité historique et géographique des nouvelles entités urbaines;
- s'appuyer sur les réalités socio-économiques pour maintenir une certaine cohésion tout en favorisant l'hétérogénéité sociale au sein de chaque district;
  - définir un seuil démographique en terme de fonctionnalité pour la gestion urbaine;
  - revaloriser les typologies et morphologies urbaines;
  - prendre en compte les réseaux de communication pour éviter la ségrégation.

Chaque formation politique représentée au conseil municipal (PSC-PSOE/PSUC, Convergencia i Union, Grup Popular) a présenté au sein de la CDMPC une proposition évaluée par un expert, puis soumise à la réflexion de la Commission Citadine.

S'agissant des débats, il faut noter que les visées électoralistes, évidemment présentes, ne portaient que sur le mandat actuel, puisqu'il n'était pas encore décidé que les districts servent de circonscriptions électorales pour les futures élections municipales. Il faut savoir que le découpage de deux districts, l'Eixample et les Corts, a été source de d'affrontements: la coalition de gauche tenant à préserver le premier comme une seule et même entité, alors que l'opposition voulait le diviser en deux; pour les Corts, les positions étaient inversées. De fait, l'enjeu portait sur le nombre maximum de districts que l'opposition conservatrice pouvait diriger, quatre selon ses représentants, deux selon la coalition de gauche. Avec trois districts accordés à la droite, c'est une solution de compromis qui finit par être adoptée.

Les 10 nouveaux districts regroupent une population globale de 1 778 518 habitants, répartis inégalement: le district le plus faiblement peuplé compte 85 5000 habitants (Les Corts) et le plus fortement peuplé 308 000 habitants (Eixample).

## 3.2. Le transfert de compétences de l'administration centrale vers les districts

Le transfert des compétences de l'administration centrale vers les districts ne s'est pas résumé à un simple acte de déplacement des fonctions et des services.

<sup>(17) &</sup>quot;La participation suppose une triple crédibilité de l'Etat: il faut qu'il soit considéré comme démocratique, honnête et efficace", ou encore, "la participation ne peut être le substitut d'un secteur public opaque et déficient, socialement inefficace, administrativement improductif ..." Ces propos de J. Borja soulignent le fait que la restructuration de l'administration municipale est conçue comme un préalable indispensable à un projet éminemment politique, la participation des citadins. J. Borja, op. cité., chapitre V

Suivant une démarche progressive, à l'image de l'ensemble du processus de décentralisation, le transfert a été conduit dans un contexte de négociation, compétence par compétence. Les débats étaient guidés par deux études préalables portant d'une part, sur la sélection des compétences décentralisables et, de l'autre, sur l'articulation des fonctions et l'inventaire des services et des ressources nécessaires.

Le rôle des districts est défini par les textes de la manière suivante: "Les Districts sont les organes de caractère représentatif à partir desquels la ville est découpée territorialement dans le but de décentraliser et de déconcentrer son gouvernement ainsi que son administration, de promouvoir la participation citadine et l'application d'une politique municipale égalitaire orientée vers la correction des déséquilibres et la représentation des intérêts des différents zones et quartiers de la commune." (Article 1)

"Les Districts exercent les compétences déléguables par la Loi, qui leur sont conférées par les organes exécutifs de la municipalité, et qui peuvent avoir un caractère décisionnel, consultatif, de gestion et de contrôle." (Article 4)

En somme, la différenciation des rôles entre la Mairie centrale (Ajuntament) et les districts est assez nette: à la première, il revient d'élaborer et de coordonner les normes d'ensemble et les grands projets; pour les deuxièmes, c'est la relation au public qui est privilégiée, la polyvalence, la souplesse et la dynamisation de la vie micro-locale étant essentielles.

En fin de compte, deux grands volets organisent le transfert de compétences: décentralisation de la gestion municipale d'un côté et, de l'autre, création de compétences nouvelles assumées par les districts.

#### - 1er volet: la décentralisation de la gestion municipale:

A travers les trois services concernés, services généraux, services techniques et services des prestations, le but affiché est d'adapter les services publics à la demande locale en mettant l'accent sur l'accès à l'information (notamment pour les actions urbanistiques), en améliorant la gestion du patrimoine public et en comblant les carences en équipements collectifs. Pour ce dernier chapitre, les centres civiques construits dans chaque district jouent un rôle-clé: ateliers, lieux de réunion, services pour les jeunes, services culturels, services des sports, enseignement, santé .... Au total, 16 centres civiques et 13 maisons de quartiers fonctionnent aujourd'hui pour 2 millions d'usagers (chiffre de 1987).

Seize domaines de compétences des nouveaux districts ont été définis par le texte réglementaire (Article 5), parmi lesquels on peut citer l'urbanisme, le patrimoine historique, la protection de l'environnement, la défense des usagers et des consommateurs, les transports publics.

Une fonction spécifique de relai a été également attribuée aux districts (Article 6) qui

doivent fournir des informations régulières à l'administration centrale, élaborer des études sur les besoins des quartiers, etc.

#### - 2e volet: l'attribution de nouvelles compétences

Qu'il s'agisse de l'information, de l'urbanisme, de la participation, de l'économie locale ou des centres civiques, les nouvelles compétences attribuées aux districts visent à dynamiser l'initiative locale. On a ainsi à la fois élargi des fonctions déjà décentralisées et octroyé de nouvelles fonctions:

- \* Pour ce qui concerne l'élargissement de la décentralisation, il s'agit essentiellement les fonctions de consultation et de contrôle:
  - possiblité d'organiser des campagnes d'information ponctuelles sur des thèmes précis:
  - accès plus large à l'information en dehors des heures de travail;
  - publication d'un bulletin municipal mensuel, *Barcelona 10* (tirage à 680 000 exemplaires);
  - programmation et gestion de la voirie et des espaces publics du district par la Commission de contrôle des PERI (Projets Especials de Reforma Interior);
  - consultation des habitants sur les projets d'urbanisme (référendums, etc);
  - collaboration habitants/administration pour la réhabilitation des logements;
  - création de brigades de travail polyvalentes de district pour assurer l'entretien et la conservation du patrimoine urbain municipal;
  - inspection des activités industrielles et commerciales;
  - etc.
- \* Pour ce qui concerne les nouvelles compétences, il s'agit surtout de fonctions décisionnelles:
- soutien à la vie associative par l'organisation d'un cours de gestion technique appliquée aux associations, par la promotion du bénévolat, par la constitution de conseils de sécurité urbaine, regroupant autour du président de district, des représentants de la police et des associations;
- soutien et réactivation de l'économie locale avec des expériences-pilotes pour l'emploi: ateliers technologiques (radio, informatique, horticulture, etc); embauche de jeunes diplômés; formation d'agents de développement local (ADL), comparables aux animateurs socio-économiques; recrutement et formation du personnel des centres civiques.

#### 3.3. L'organisation des nouveaux districts

Les districts ont chacun un siège local qui regroupe des bureaux techniques et d'information répartis en trois grandes divisions: services généraux, services techniques, services des prestations. Ils disposent d'un budget propre et d'une brigade de travail communautaire.

Ils disposent d'organes exécutifs comportant:

- un Président (équivalent au maire d'arrondissement) qui est à la fois le représentant de la Mairie centrale et l'administrateur des districts;
- un Conseil de district, composé de 15 membres, qui vote le budget du district. Il siège une fois par mois pour des sessions ordinaires et peut sièger pour des sessions extraordinaires, si elles sont sollicitées par 1/3 des membres du Conseil consultatif ou par 1% de la population du district; toutes ces sessions sont publiques.

Une fois la nouvelle Charte Municipale approuvée, les conseillers de district seront élus au suffrage universel direct par la population. Dans le cadre de l'actuel mandat municipal, les conseils de districts sont constitués de représentants, désignés indirectement par les partis politiques représentés au conseil municipal au prorata des voix obtenues aux dernières élections municipales.

Actuellement, la coalition des partis de gauche a obtenu la majorité dans sept districts, totalisant 1 237 733 habitants (70% du total démographique); les partis de droite ont obtenu la majorité dans trois districts (dont le plus faible et le plus important sur le plan démographique) totalisant 540 785 habitants.

- une Commission Exécutive du district qui regroupe au maximum 1/3 des membres du Conseil
  - un Conseil Consultatif qui regroupe les représentants des associations
- deux commissions de travail obligatoires qui sont organisées dans chaque district, l'une s'occupant de l'urbanisme, des ouvrages publics et du logement, et l'autre des services socio-culturels.

#### 4. L'institutionnalisation de la participation

En plus des fonctions consultatives et de contrôle octroyées aux nouveaux districts, la réforme a créé un cadre règlementaire d'intervention pour les usagers, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes. La participation telle qu'elle est conçue par la réforme est fondée sur les droits d'information, de suggestion, de réclamation et surtout de coopération.

Le dispositif offre actuellement aux usagers les moyens d'actions et mécanismes de participation suivants:

- création d'un fichier municipal des associations à but non lucratif dont le champ d'action concerne la gestion urbaine et la qualité de vie ou qui représentent des intérêts sectoriels (économie, commerce, science, culture ...);
- conseil consultatif de district composé de représentants des associations inscrites au fichier municipal;
- création de conseils sectoriels ou territoriaux à l'initiative des adjoints au maire ou des présidents de district; il s'agit d'organes consultatifs bénéficiant du même statut qu'une association et regroupant toute sorte d'intervenants autour d'un thème spécifique: conseil pour la circulation et les transports, conseil pour les services sociaux, conseil des consommateurs...:
- audiences publiques permettant aux usagers de s'informer et de faire part de leurs propositions ou objections à l'administration, de réclamer des informations précises sur les actions menées dans les districts; les audiences publiques à la Mairie centrale peuvent être sollicitées par des associations regroupant un minimum de 1 000 affiliés ou par au moins 1 000 individus, et pour les audiences publiques dans les districts, le quota est fixé à un minimum de 500 affiliés ou de 500 individus;
- soutien matériel et financier de l'administration publique à des initiatives des usagers pour la mise en oeuvre de projets (Articles 33 et 34).

S'ajoutant à ces premiers acquis, il est prévu d'octroyer de nouveaux moyens de participation au cours du prochain mandat municipal, à savoir:

- organisation des commissions exécutives selon le modèle des organisations syndicales;
- création du conseil consultatif central des associations, composé du Maire, de ses adjoints, des représentants de chaque groupe politique, des représentants de chaque conseil consultatif de district, des représentants d'associations inscrites au fichier municipal;
- déclaration d'utilité publique des associations inscrites au fichier municipal leur permettant de bénéficier de facilités particulières telles que l'exemption fiscale, la consultation prioritaire pour l'élaboration de conventions avec l'administration, la possibilité d'être chargées de réalisation ou de gestion d'activités municipales par délégation ou par mission spéciale;





Deux images contrastées de la participation populaire à Barcelone. L'une témoigne de la mobilisation générale qu'a suscitée la candidature pour l'organisation des Jeux Olympiques. L'autre image rappelle que derrière ce "combat unitaire" pour les Jeux, de forts clivages persistent; ici, une association du quartier gothique dans la vieille ville dénonce la dégradation sociale et urbanistique et réclame des mesures concrètes pour la réhabilitation du quartier.

(Photos G. H.)

- information publique individuelle (enquêtes par téléphone, sondages etc), pour l'expression d'opinions contradictoires;
- référendum et consultation publique à l'initiative de la municipalité ou des districts avec obligation de soumettre à la population toutes les informations et projets alternatifs; le nombre des consultations publiques est limité à trois par an et elles ne peuvent en aucun cas porter sur les finances municipales.

#### Conclusion: l'épreuve des faits

Entre les projets urbanistiques et la réforme de décentralisation municipale, il y a plus qu'un prolongement, puisqu'ensemble ils forment l'armature d'une politique urbaine ambitieuse de par son contenu mais surtout de par sa *méthode*. Si l'on peut en effet louer la décentralisation barcelonaise quand elle vise à responsabiliser tous les acteurs urbains, le plus remarquable réside toutefois dans le parti pris très ferme d'assumer la complexité, l'hétérogénéité d'une réalité contradictoire et reconnue comme telle. Loin de niveler les multiples et inhérentes tensions, comme le fait la recherche si répandue du "consensus"(18), l'instauration de *nouvelles règles du jeu démocratique* devrait permettre au contraire de les mettre au coeur des débats publics. En ce sens, la décentralisation barcelonaise crée de nouveaux espaces publics, lieux de frottement indispensables au renouvellement d'une société.

Il conviendra de juger cette réforme à l'épreuve des faits. On peut néanmoins faire l'hypothèse sans grand risque de démenti qu'elle génèrera une nouvelle dynamique sociale. Et c'est alors que la solidarité étroite entre projet urbain et projet politique se révèlera avec force: sans attendre les échéances électorales, la base sociale pourra approuver ou sanctionner les réalisations de la municipalité, élargir ou modifier activement ses choix. En tout état de cause, les différents projets ne pourront que rebondir. Et c'est dans sa capacité à s'opposer à la technocratisation, toujours possible, de la demande sociale, que l'on pourra également juger de l'efficacité de ce processus démocratique.

<sup>(18)</sup> Voir par exemple l'absence de véritable débat public sur l'aménagement de la métropole parisienne, à l'occasion de la révision du POS de Paris ou du Schéma Directeur régional.

## TROISIEME PARTIE LES HERITAGES CULTURELS

"Une à une disparaissent toutes les barrières qui séparaient les nations et les faisaient se considérer comme des ennemies. L'électricité et la vapeur, le télégraphe et le chemin de fer détruisent les distances, établissent des relations plus fréquentes entre les régions les plus éloignées et impriment à l'humanité une tendance irrésistible à l'unité universelle".

Ildefonso Cerda

"Nous sommes catalans, nous n'avons pas besoin d'être Grecs ou Egyptiens, nous devons être tout à la fois!"

Antonio Gaudi

On ne comprendra pas ce qui se passe à Barcelone depuis dix ans si l'on s'en tient à la seule actualité Même si l'on s'en remettait uniquement à la "volonté déterminée des acteurs" - bien réelle, au demeurant - il faudrait encore expliquer sur quoi elle se fonde et ce qui rend possible l'adhésion très large qu'elle suscite dans la société locale, bref, s'interroger sur les origines profondes de cette mise en mouvement.

# CHAPITRE UN: L'EDIFICATION D'UNE CONSCIENCE POLITIQUE ET CULTURELLE CATALANE

Lorsqu'on analyse l'architecture catalane, on perçoit rapidement que son originalité tient essentiellement aux valeurs culturelles qu'elle développe et qui sont portées par l'identité catalane. Les Catalans en effet se définissent eux-mêmes comme un peuple unique en Espagne et affirment constamment leur identité propre. Au-delà d'une attitude qui peut paraître parfois narcissique ou même mégalomaniaque, des racines culturelles fortes et profondes déterminent la majorité, sinon la totalité, des activités entreprises en Catalogne. C'est dire à quel point le phénomène régional est prépondérant.

Or, paradoxalement, c'est ce régionalisme qui pousse les Catalans à s'extraire du contexte espagnol, et à multiplier les échanges avec le reste de l'Europe, grâce à un mouvement d'aller-retour continuel dont Barcelone est le centre de gravité:

- "à l'aller", la prise de distance avec l'Espagne permet de s'immerger dans les courants majeurs de la culture européenne et de s'imprégner d'une culture universelle
- "au retour", la réaffirmation de la catalanité et son insertion dans le champ de la modernité s'expriment par des actions parfois spectaculaires et souvent innovantes qui investissent l'espace urbain.

Cette identité spécifique imprègne l'architecture catalane depuis sa naissance et se retrouve dans les projets élaborés depuis environ un siècle pour la ville de Barcelone.

Trois éléments expliquent le développement du nationalisme catalan à partir de la seconde moitié du XIXe siècle:

- le mode de développement spécifique à la Catalogne, qui a enraciné cette région dans l'histoire et la civilisation espagnoles, tout en la différenciant très nettement du reste du pays, et a débouché sur la dualité Madrid/Barcelone;
- l'activisme de la population ouvrière barcelonaise, corrollaire du développement industriel et générateur d'agitation et de conflits sociaux nombreux (cf l'intérêt et les analyses de Marx et Engels sur les mouvements révolutionnaires à Barcelone);

- l'instabilité politique intérieure, qui a provoqué à la fois l'affaiblissement du pouvoir central madrilène et la réapparition du régionalisme, toujours latent en Espagne, sous une forme plus dure qu'auparavant avec l'aspiration à l'autonomie. Les deux derniers facteurs s'additionneront et serviront de catalyseur pour l'édification du

nationalisme catalan.

#### 1. Le développement catalan: mercantilisme et industrialisation précoce

Deux conceptions antithétiques du développement ont soumis l'unité politique espagnole à la pression de forces centrifuges tout au long de son histoire. En effet, bien que tous les Espagnols aient fait preuve de la même volonté de puissance conquérante, la finalité et les moyens de cette ambition divergent et divisent profondément deux régions qui vont s'opposer périodiquement, la Catalogne et la Castille.

Pour les Castillans, détenteurs du pouvoir central dès la fin du XVe siècle, le développement agricole, la foi religieuse et l'esprit de croisade étaient à la base d'un système politique et économique où alternait l'expansionisme (visées territoriales) avec le repli autarcique. La Reconquête (récupération des différents royaumes ibériques dominés par les Maures), puis la colonisation de l'Amérique du Sud ont procèdé de ce schéma. Si les Catalans ont activement participé à ces deux grandes aventures espagnoles, pour eux, le commerce et les échanges (principalement maritimes) étaient les piliers d'un système économique et politique qui organisait la Catalogne en une République marchande à la tête de la couronne d'Aragon. Ainsi s'explique l'essor de la bourgeoisie marchande catalane implantée dès le Moyen- Age, qui a favorisé précocement l'industrialisation (dès le XVIIIe siècle avec des usines textiles selon le modèle anglais), puis son développement au XIXe siècle alors que la Castille était encore dirigée par une aristocratie agraire.

Avec la suprématie politique castillane, les deux conceptions du développement économique s'affronteront périodiquement et déboucheront sur le conflit centralisme/régionalisme, puis sur la dualité Madrid/Barcelone dans un processus de concurrence pour l'exercice du pouvoir (soulèvements en 1640 et de 1700 à 1714, Révolution et lère République, lle République et Guerre Civile). Même lorsque des accords économiques seront conclus entre les deux parties, la tutelle madrilène sera toujours ressentie par la bourgeoisie barcelonaise comme un obstacle à ses ambitions et à son propre développement.

#### 2. Le prolétariat barcelonais, force contestataire active

L'industrialisation a concentré à Barcelone une main-d'oeuvre importante soumise à des conditions de vie sordides, draînée par un exode rural d'abord régional (provenant de la

Catalogne intérieure), puis inter-régional à partir des dix dernières années du XIXe siècle (arrivée d'Aragonais, de Castillans, de Valenciens, puis d'Andalous). Les imposants programmes de constructions pour les deux Expositions Universelles de 1888 et 1929 avaient provoqué une augmentation massive et une diversification de ce courant migratoire (1).

Très tôt organisée, la population ouvrière barcelonaise a mené des luttes très dures (grèves et émeutes). Et la tradition révolutionnaire des peuples espagnols s'est-elle retrouvée accentuée dans la capitale catalane. Une tradition que Karl Marx analyse de la manière suivante: des "idées sans acte" pour caractériser les nombreuses juntes de résistance dirigées par des hommes éclairés, et des "actes sans idées", pour les guérillas populaires; appréciation confortée par Unamuno déclarant que "l'arbitraire est le régime naturel du peuple espagnol, qui le tempère par le haut avec le pronunciamiento et avec l'anarchie par le bas" (2).

La Barcelone de la seconde moitié du XIXe siècle (où s'implantera une section de l'Association Internationale des Travailleurs) deviendra en quelque sorte le terrain d'expérimentation du mouvement révolutionnaire, les idées et la propagande marxistes rivalisant avec celles des anarchistes. Mais jusqu'au début du XXe siècle, l'agitation sociale anarchisante prendra le pas sur les actions organisées. Ce n'est qu'à partir de 1911, avec la création d'une centrale anarcho-syndicaliste (la Confédération Nationale du Travail) que le mouvement ouvrier s'est structuré durablement et a regroupé les travailleurs, pour jouer un rôle prépondérant pendant la Guerre Civile.

Tout en approuvant Madrid chaque fois que le gouvernement central réprimait durement l'agitation sociale, la classe bourgeoise barcelonaise a assumé et renforcé le sentiment nationaliste.

### 3. L'instabilité du pouvoir central, terreau du régionalisme

Pendant la Révolution de 1868, les tendances régionalistes avaient refait surface en profitant de l'affaiblissement du pouvoir central. Un courant fédéraliste s'était développé en Catalogne qui finira par l'emporter avec la proclamation de la lère République espagnole de 1873, présidée par le Catalan Pi i Margall. Et bien que le second président de cette lère République soit revenu sur la tentative de fédéralisme, et qu'ensuite la restauration de la

- (1) Selon J. M. Garrut (cité par A. Barey in Barcelona: de la ciutat pre-industrial al fenomen modernista, COAC Barcelone 1980), 4 500 ouvriers ont travaillé en 1887 sur le chantier de la première exposition.
- (2) Voir P. Vilar in Histoire de l'Espagne, PUF Collection Que-sais-je Paris 1986

monarchie aît entériné le retour en arrière, les germes du nationalisme ont été semés dans la société barcelonaise, une conscience politique catalane est apparu au sein des classes dominantes. Comme l'écrira Valent i Almirall (cité par A. Barey): "Il ne faut pas se limiter à la fabrication de vers, quand bien même seraient-ils écrits en catalan, ni ressusciter des antiquités, mais proposer des idéaux de transcendance dans toutes les manifestations de l'activité humaine".

Autre élément de la politique nationale, l'échec de la politique coloniale espagnole est un facteur déterminant pour le renforcement du catalanisme politique, du fait de la perte en 1898 des territoires de Cuba, Puerto Rico, Guam et des Philippines. Les commerçants et industriels barcelonais qui étaient très impliqués dans les échanges coloniaux, ont alors été obligés de se tourner vers le marché intérieur espagnol. Face au marasme politique, les Catalans voulaient "sauver la Catalogne à tout prix et, si possible, toute l'Espagne"; la Catalogne étant considéréeé comme la locomotive qui entraînerait tout le pays à sa suite.

Or, pour dominer le marché espagnol, l'industrie catalane devait être protégée des industries européennes concurrentes; les questions du libre-échange et du protectionisme commercial devenaient des enjeux impératifs pour la bourgeoisie catalane, l'obligeant à négocier avec Madrid et à nouer des accords économiques

Ainsi y-a-t-il dés l'origine une ambigüité profonde dans le catalanisme élaboré et défendu par la bourgeoisie, coincée entre ses intérêts économiques qui la rendaient dépendante de Madrid et ses visées hégémoniques qui l'incitaient à réclamer l'autonomie. A cela s'ajoute le fait que cette bourgeoisie industrielle ne conçoit son existence et son développement que selon un système d'exploitation économique qui suscite d'importantes revendications et luttes sociales (parfois favorisées par Madrid).

### 4. La mise en scène du "génie catalan"

Le catalanisme recouvre deux dimensions sociales, le politique et le culturel, avec - comme nous l'avons déjà montré - une dualité de nature: l'exacerbation du particularisme et une forme d'universalisme.

D'abord quête d'identité, dans une région en pleine transformation (comme l'expriment aussi les questionnements sur sa réalité politique), la Renaixença catalana est apparue avec la seconde moitié du XIXe siècle: mouvement intellectuel et artistique, son projet est de redécouvrir et de revaloriser le patrimoine culturel catalan...Il s'agissait sur le plan culturel de recomposer et de reconstruire a posteriori une identité catalane forte et conquérante. Cette action a joué un rôle très important dans la mesure où elle a opéré une véritable cristallisation de l'ensemble de la société catalane. Deux choses sont à souligner:

- d'une part, projets culturels et projets politiques sont indissociables dans la revendication et l'affirmation de l'identité catalane, la dynamique culturelle servant à l'élaboration d'une conscience politique et réciproquement;
- d'autre part, l'exaspération du contentieux politique entre Madrid et Barcelone, qui échoue du point de vue des Barcelonais (victoires éphémères des lère et lle Républiques) trouve une sorte d'aboutissement dans le domaine culturel. Les Catalans semblent en effet déplacer le conflit politique sur la scène culturelle et tendent à imposer une suprématie de type intellectuel et artistique. Ce phénomène se traduit par une sorte d'exhibitionisme catalan, substitut de la volonté de puissance, qui explique peut-être en partie l'importance accordée par les Catalans à leur reconnaissance sur le plan international

L'ouverture sur le monde extérieur s'est manifestée très tôt et ce désir est à resituer dans la tradition catalane des échanges commerciaux favorisés par la position géographique de la Catalogne. Dès la fin du XIXe siècle, les Barcelonais ont ainsi cherché à séduire l'Europe en mettant en scène avec un luxe ostentatoire le "génie catalan" dans le décor de leur capitale, depuis la première Exposition Universelle jusqu'à la dernière candidature pour l'organisation des Jeux Olympiques.

Conviée à assister et à encourager autant la réussite que l'originalité de la Catalogne, l'Europe jouait le rôle de miroir, flatteur et rassurant, dans lequel se reflètait Barcelone. Il n'est donc pas étonnant qu'un des domaines de prédilection pour l'affirmation de la puissance et de la singularité catalane soit l'architecture. Comme l'écrit A. Barey, "les architectes barcelonais ont pour mission de convertir en pierre la réussite et les rêves de la bourgeoisie".

Espace de représentation sociale et politique d'une classe bourgeoise ambitieuse, Barcelone est alors devenue à partir de la fin du XIXe siècle le lieu privilégié de la culture catalane régénérée, jusqu'à devenir, selon A. Barey, la "capitale clandestine de l'Espagne".

## CHAPITRE DEUX: TRADITION ET MODERNITE, RICHESSES DE L'ARCHITECTURE CATALANE

L'architecture catalane est née à la fin du siècle dernier avec la création de l'Ecole d'Architecture de Barcelone en 1874. Jusqu'alors, les Catalans allaient à Madrid pour étudier et apprendre le métier d'architecte.

L'architecture catalane dont il est question ici est celle qui se définit elle-même comme une pratique artistique, enracinée à la fois dans une culture régionale et dans une culture universelle.

#### Art régional ?

L'architecture espagnole contemporaine est souvent analysée à l'aide d'une classification qui distingue quatre "grandes écoles": celle de Madrid, de Séville, de Barcelone et de Bilbao. A travers cette nomenclature, c'est un découpage culturel et spatial de l'Espagne qui est esquissé autour des quatre capitales régionales censées représenter l'évolution du pays.

On peut souligner les limites d'un tel découpage culturel fondé sur un critère régional, mais son mérite dans le cas espagnol est de recouvrir relativement bien la diversité du pays en soulignant le fait que les écoles identifiées, sans forcément s'opposer les unes aux autres, ont suivi des chemins relativement indépendants.

Dans ce contexte, et sans vouloir minimiser les architectures sévillane, madrilène et basque, il faut accorder une place particulière à l'architecture catalane: la diversité des sources de son inspiration et le projet spécifiquement catalan qui la portait hier et qui la sous-tend encore aujourd'hui lui conférent une originalité certaine.

Si pour définir l'architecture catalane, il faut prendre en compte le phénomène régional, on ne peut pas pour autant la réduire à un art régional. Car, le projet culturel propre à la Catalogne mêle les traditions ibériques aux influences des courants majeurs européens dans le domaine de l'art et et de l'architecture, avec une volonté constante et renouvelée de s'inscrire dans l'époque contemporaine pour produire la modernité.

Toutefois, bien qu'elle soit exemplaire, l'architecture catalane ne se donne pas comme modèle reproductible; tout en revendiquant un esprit universel (démarche fondatrice de l'identité catalane), elle reste unique.

## 1. Première naissance de l'architecture catalane: matérialiser la puissance économique de Barcelone

#### 1. 1 Une architecture de prestige

L'émergence de l'architecture catalane fut étroitement liée au renouveau de l'identité catalane dès la 2e moitié du XIXe siècle; identité qu'il fallait redécouvrir et reconstruire à travers deux dimensions sociales: la culture et la politique. Et c'est cet ancrage culturel et politique qui constitue un des éléments structurels de l'architecture catalane actuelle.

D'és son origine, l'architecture catalane a un statut particulier au sein de la bourgeoisie locale qui la considère à la fois comme un milieu professionnel à associer à l'expansion industrielle et comme un lieu de production intellectuelle permettant de promouvoir la culture catalane. Cette bourgeoisie est représentée par des milieux d'affaires très entreprenants et une classe d'hommes politiques actifs, deux groupes qui vont soutenir conjointement ou alternativement les professionnels de l'architecture.

Bien évidemment, cette "solidarité" est à replacer dans le contexte de l'avènement du capitalisme industriel et il serait naïf de croire qu'elle fut totalement désintéressée; elle correspondait, en fait, aux stratégies et visées hégémoniques des grands capitaines d'industrie catalans. L'enjeu étant d'affirmer la puissance et la singularité catalane, il s'agisait de promouvoir Barcelone comme "capitale de la Méditerranée". Les architectes catalans furent alors investis d'une tâche importante: "construire une cité différente avec des signes catalans, c'est-à-dire autres que ceux du pouvoir central" (cf. André Barey).

D'une part, des architectes talentueux se sont engagés aux côtés des nationalistes catalans au sein de partis politiques, dans des institutions locales, ou encore dans des associations culturelles: tels Domenech i Montaner, président de la Lliga regionalista et de l'Athénée Barcelonais (de 1899 à 1913) et Puig i Cadafalch, président de la Mancommunitat (1917 à 1923). D'autre part, la majorité des maîtres d'oeuvre a été étroitement associée au processus d'extension de Barcelone avec la mise en application de la Loi de l'Ensanche et du plan Cerda, processus hautement spéculatif.

Et, il semble qu'il n'y ait pas eu "d'état d'âme" contradictoire chez ces architectes modernistes militants actifs d'un parti nationaliste conservateur et défendant en même temps une position culturelle "moderne". Ces positions reflètaient exactement celles de la classe dominante (dont ils étaient pour la plupart issus, Gaudi étant une exception notable). Les fonctions assignées à l'architecture catalane de cette époque sont celles d'un *art d'apparat* qui devait sortir Barcelone de son provincialisme et accompagner, voire dynamiser, le marché spéculatif de l'immobilier.

Toutefois, il existait parallèllement un milieu, minoritaire et différent du courant moderniste, qu'on peut qualifier de progressiste en ce sens qu'il s'est interrogé sur les effets sociaux de la révolution industrielle sur la société catalane. Et l'ingénieur Cerdà sera en quelque sorte le porte-parole d'hommes tels que le médecin Pi i Molist, organisateur de la réfome du système hospitalier barcelonais, l'historien Figuerola qui avait étudié l'impact de la révolution sur les conditions de vie à Barcelone, le fédéraliste Pi i Margall, défenseur de la souveraineté des individus, l'architecte Sempere i Miquel, le philosophe Monturiol ... (cf A. Barey).

Dès son origine donc, l'architecture catalane apparaît divisée en deux grandes tendances:

- la tendance moderniste, dominante, agissant avec une vision fragmentaire et très hiérarchisée de l'espace urbain; ses représentants militaient au sein du parti conservateur catalan, la Lliga régionalista
- la tendance progressiste, minoritaire, qui cherchait à remédier aux maux du développement industriel grâce à une vision sociale et globale du système urbain; ses représentants se situaient à gauche de l'échiquier politique, tel Cerda qui a milité dans l'aile gauche du Parti Libéral.

#### 1. 2 Une architecture exubérante pour une ville conquérante

L'originalité de l'architecture catalane de cette époque par rapport aux architectures européennes qui lui sont contemporaines, résidait dans son expression lyrique exacerbée servie par l'utilisation de techniques diversifiées. En effet, comme partout en Europe, on a assisté en Catalogne à la floraison des arts décoratifs de la vague "art nouveau", mais le vocabulaire architectural qui a été inventé était très riche du fait des recherches poussées sur les techniques traditionelles et régionales, associées à l'exploration des procédés modernes. Il y a eu une double démarche d'expérimentation des technologies nouvelles et de revalorisation, de perfectionnement même, des savoirs-faires artisanaux issus de la tradition ibérique.

Aussi de nombreux styles régionaux (catalan, néo-mudéjar, néo-gothique, etc) se sontils mêlés dans la production architecturale naissante. Il en a résulté un langage architectural exubérant, lyrique et sensuel, caractérisé par une débauche de formes, de matériaux et de couleurs: dans les demeures bourgeoises de l'Ensanche, les prouesses techniques concurrençaient la luxuriance des façades.

En tant qu'architecture d'apparat, l'architecture catalane est vouée à ses débuts à l'embellissement de Barcelone et des autres villes catalanes où les architectes municipaux suivront l'exemple de la capitale régionale. Cette conception de l'architecture fut mise en oeuvre par les deux premiers courants de l'architecture catalane, le modernisme et le noucentisme

Les architectes modernistes ont donné naissance et ses lettres de noblesse à l'architecture catalane avec une apogée qui a duré de la fin du XIXe siècle jusqu'aux dix premières années du XXe siècle. Leur démarche a été définie par Domenech i Montaner dans un article publié en 1878 dans le journal *Renaixença*: "A la recherche d'une architecture nationale". Il était question alors de créer "une architecture contemporaine et vigoureuse à partir des principes solides de chaque tradition". Pendant que l'Europe était agitée par les revivialismes gothiques, en Espagne ce mouvement s'est doublé d'une redécouverte des héritages ibériques., avec un souci méthodologique immédiatement présent, comme le font apparaître les questions formulées par Domenech i Montaner:

- quelles sont nos traditions artistiques communes ?
- à partir de ces différences fondamentales, comment réussir à former une unité architecturale qui soit à la fois plus espagnole qu'aucune autre et en même temps nôtre (c'est-à-dire catalane)?

Et la réponse apportée par ce même architecte est l'éclectisme. Avec une autre grande figure du courant moderniste, Puig i Cadafalch, Domenech i Montaner a assez bien illustré cette démarche: pousuivant des études d'archéologie et d'histoire politique, il s'est tourné, comme Gaudi, vers l'architecture du passé.

Les architectes noucentistes étaient eux aussi tournés vers l'architecture du passé mais avec une approche différente. En réaction contre l'attrait des modernistes pour l'architecture nord-européenne, et suivant l'idéologie culturelle en vogue sous la dictature, le courant noucentiste a revalorisé la culture méditerranéenne avec un académisme certain.

L'évolution de ses stratégies avait incité la classe dominante à promouvoir une culture de l'ordre, nostalgique des splendeurs impériales romaines. Par ailleurs, la structuration efficace du mouvement ouvrier à partir de 1911 (création d'une centrale nationale anarcho-syndicaliste, la Confédération Nationale du Travail) avait incité la bourgeoisie catalane à proposer une politique sociale du logement, selon le modèle des sociales-démocraties allemande et autrichienne.

Parallèlement, les industriels catalans s'intéressèrent aux projets élaborés pour des grandes villes européennes, dans le cadre d'une discipline neuve, l'urbanisme. Ils étaient porteurs de projets nouveaux pour Barcelone, ville qu'ils essayaient d'intégrer dans une vision globale: la Gran Barcelona.

Mais il est assez significatif que l'architecture catalane de cette époque, ayant liquidé l'héritage de Cerda, ait été relativement peu sollicitée pour répondre à ces deux types demandes, logement social et urbanisme. Rares sont les architectes qui élaborèrent des projets d'habitat populaire, s'inspirant des cités-jardins anglaises ou allemandes. En fait, la production architecturale catalane est peu troublée par la question sociale; le seul élément nouveau qui tend à l'élargir est le développement des loisirs au sein de la classe

bourgeoise. Ainsi sont construites des résidences secondaires, à la campagne sur les collines environnantes de Barcelone (Tibidabo) ou au bord de la mer (Sitges ), les "xalets".

Pour satisfaire leur demande qu'on peut qualifier "d'urbanistique", bien qu'elle n'ait pas été formulée ainsi, les milieux d'affaires barcelonais se sont tournés de préférence vers les instances publiques, la Mancommunitat et la municipalité de Barcelone. Cette dernière avait fait la preuve de ses capacités de gestion lors de l'Exposition Universelle de 1888 et de l'aménagement du Parc de la Citadelle. Les deux institutions avaient acquis un début d'autonomie relative dans le cadre d'une administration déconcentrée et au yeux des industriels barcelonais, elles étaient devenues les acteurs prépondérants de ce qu'on commençait à peine à appeler urbanisme. C'est ainsi qu'un coucours international a été lancé pour l'élaboration d'un nouveau plan pour Barcelone. Concours gagné par le Français Léon Jaussely dont le projet a servi de base au Plan de 1917.

Ainsi, jusqu'à l'avènement de la Ile République espagnole en 1931, 1'architecture catalane, en mettant l'accent sur sa fonction urbaine d'embellissement, conçoit le rapport ville/architecture d'une manière fragmentaire car elle procède encore de la conception classique issue de la tradition des Beaux-Arts. Il lui manque encore de penser la ville, réflexion amorcée par les milieux d'affaires barcelonais et les acteurs institutionnels locaux, Municipalité et Mancommunitat. Toutefois, bien que les plans conçus reflètent une volonté de contrôle de la croissance urbaine, ils sont restés mimétiques par rapport aux projets élaborés dans d'autres grandes villes européennes. On mesure alors l'importance des architectes du GATCPAC qui vont apporter à l'architecture catalane un véritable corpus théorique rigoureux, renouant avec la pensée incomprise de Cerda.

Cependant, la spécificité de l'architecture catalane est déjà établie dans sa démarche et dans ses thèmes: une attitude éclectique, soutenue par la bourgeoisie locale, s'exprime et crée une architecture différente à travers la valorisation des arts régionaux et de la décoration.

#### 2. Deuxième naissance de l'architecture catalane: perfectionner la ville

Par rapport à une architecture monumentaliste des noucentistes, devenue quelque peu conventionnelle, les architectes regroupés au sein du GATCPAC (Grup d'Artistes i Tecnics Catalans per al Progres de l'Arquitectura Contemporanea) se situaient dans la lignée de Cerda et se placaient sous le signe du mouvement moderne qui a animé le monde de l'art et de l'architecture dans toute l'Europe avant la deuxième Guerre Mondiale. Les fondateurs du GATCPAC disposeront d'un temps très court pour mettre en oeuvre leurs idées, celui de la lle République espagnole qui s'est achevé avec la Guerre Civile. Mais leur travail sera fondamental car, pour la première fois, des architectes catalans s'intéresseront à la

matière urbaine dans tous ses aspects et la décortiqueront pour élaborer une "architecture urbaine" dont les objectifs sociaux sont clairement affirmés, s'adressant à tous les Catalans.

#### 2. 1 L'émergence de "l'architecture urbaine"

Le GATCPAC a été fondé officiellement en 1931 sous l'égide de L. Sert et J. Torres Clavé, rassemblant Churruca, Subirana, Fabregas ... Ces hommes se réclamaient du mouvement moderne et voulaient diffuser une conception nouvelle de l'architecture grâce à la création d'une revue, A. C. (Documentos de Actividada Contemporanea), qui s'adressait à un large public et faisait oeuvre de vulgarisation dans le domaine de l'architecture dont elle voulait consolider les bases théoriques. Il s'agissait en fait "d'injecter l'esprit moderne" (3) dans le contexte spécifique de la Barcelone des années 30.

#### La modernité en question

Selon le GATCPAC, la modernité s'appuie sur la notion de progrès qui devait être associé à des objectifs sociaux: être moderne, c'était prendre en compte autant les avancées scientifiques et technologiques que les données socio-économiques et l'environnement physique. Un nouvel esprit est alors apparu, rationnel et attentif aux transformations sociales.

Pour les membres du GATCPAC, en particulier Torres Clavé, la conquête puis l'affirmation de la modernité passait par l'action politique dans la mesure où toute action architecturale devait être insérée dans une vision globale de la société. Dans le contexte particulier de la Catalogne et de Barcelone, il s'agissait selon eux d'offrir une ou des alternatives au modèle dominant de développement industriel. C'est de cette façon qu'a émergé une conception urbaine de l'architecture, s'intéressant globalement à la ville et aux rapports qu'elle entretient avec son environnement.

#### Une nouvelle architecture ?

Le GATCPAC a irrémédiablement rejeté l'architecture académique, a refusé d'imiter les architectures précédentes et a dénoncé la "fausse architecture moderne" qui réduisait la modernité esthétique à la nouveauté de la forme.

Avant toute chose, pour Sert, Torres Clavé et leurs compagnons, l'architecture exige une position éthique: elle doit élaborer des solutions s'attaquant aux maux de la société et améliorer les conditions de vie.

<sup>(3)</sup> Article de Carlos Marti Aris dans la revue 2 C n°15/16

On retrouve là la démarche de Cerdà, pour lequel "l'homme doit à l'urbanisme tout ce qu'il est, tout ce qu'il peut être en ce monde: la conservation de son existence individuelle d'abord, son développement moral et intellectuel ensuite, et enfin son existence sociale". L'œuvre de Cerdà a été réévaluée par le GATCPAC qui a consacré par ailleurs dans la revue A.C. une place importante à l'étude de l'urbanisme, conçu comme une technique dont le corpus théorique devait être réactualisé pour intégrer les nouvelles données du monde "machiniste".

Des thèmes architectoniques ont été également définis: repos des masses/mobilier/bâtiments scolaires/logement ouvrier... Du point de vue formel, les critères économiques étaient décisifs (renoncer au superflu, à l'inutile): les principes économiques étaient convertis en principes esthétiques.

## 2. 2 Les projets du GATCPAC

Un contexte politique nouveau permettra au GATCPAC de commencer à appliquer ses idées à la ville de Barcelone. A la demande de la Généralitat (Parlement autonome de Catalogne), le groupe d'architectes a élaboré un modèle spatial d'aménagement de Barcelone, le *Plan Macia*, qui traduisait des exigences nouvelles pour l'organisation de l'espace et les conditions de vie.

Ce plan, réalisé en collaboration avec Le Corbusier et Jeanneret, représentait l'occasion pour les futurs ténors de la Charte d'Athènes d'appliquer les principes énoncés lors de la tenue du CIRPAC à Barcelone en 1932. Pour les architectes barcelonais, l'enjeu était de définir un programme et une ligne générale non figés, assortis de propositions souples et pragmatiques pour organiser la croissance urbaine et restructurer l'intérieur de Barcelone (cf. L. Sert).

## L'héritage de Cerdà

Le GATCPAC a analysé l'échec de l'application du Plan Cerda comme résultant de l'incapacité des pouvoirs publics à contenir les intérêts privés (échec manifeste de par la densité extrême et la mixité des fonctions qui caractérisent l'Ensanche) et a conclu à la nécessité de transformer les règlements municipaux pour défendre l'intérêt général.

Dans la démarche préalable à la planification urbaine, on retrouve les avancées méthodologiques de Cerdà: enquêtes de type sociologique, collectes de données statistiques, établissement de diagnostics sur différents quartiers, en particulier dans la vieille ville, identification et classification des priorités socio-économiques, etc, tout ce travail s'est inscrit dans une approche rationaliste et rigoureuse pour quantifier et de définir les besoins. Toutefois, réinterprété spatialement, le modèle d'extension de Cerdà a été modifié:

un nouveau module de 400 x 400 (regroupant neuf îlots Cerdà) est créé pour l'organisation de nouveaux quartiers.

Après l'Exposition Universelle de 1929, les architectes du GATCPAC ont établi un bilan critique de la situation barcelonaise. Comme problèmes majeurs, ils ont souligné essentiellement la densification extrême qui prévalait dans les différents quartiers de la ville, et la présence prépondérante de l'industrie et des infrastructures de transport ferroviaire. Surdensification et mixité fonctionnelle étaient jugées malsaines, du fait de la promiscuité morbide qu'elles généraient. Le GATCPAC a ainsi identifié une "nouvelle muraille de Barcelone", celle constituée par la double barrière de l'industrie et du rail qui empêchait de relier la ville à la mer.

#### Barcelone, champ d'expérimentation du mouvement moderne

Prolongeant leur effort de planification, les architectes du GATCPAC ont élaboré des solutions et des projets inédits où étaient mis en oeuvre les nouveaux concepts produits par le mouvement moderne. Barcelone apparaît alors comme un champ d'expérimentation et d'application pour l'architecture et l'urbanisme modernes dont les fondements seront exposés plus tard dans la Charte d'Athènes.

Pour réorganiser les activités à Barcelone, le GATCPAC a élaboré un schéma spatial qui faisait appel à une notion nouvelle, le zonage, s'opposant strictement à la mixité des fonctions. Découpé selon trois fonctions: habiter, travailler, se reposer, le système urbain était organisé de la manière suivante:

- un centre d'affaires (CBD) installé dans le port, sur des terrains gagnés sur la mer; les activités portuaires sont transplantées au-delà de Montjuic sur le site du Port Franc et le port lui-même est réservé au tourisme et à la plaisance
- un centre civique dans la vieille ville (dont les quartiers les plus malsains sont rénovés) avec des équipements collectifs importants: écoles, musées, bibliothèques, etc
  - deux zones industrielles, au Besos et au Port Franc
- un schéma de circulation qui sépare les trafics piéton/automobile, desserte/transit; une autoroute maritime est prévue mais les principales actions portent sur le réseau ferré dont les emprises intra-urbaines sont jugées trop importantes; on propose alors de simplifier le réseau en supprimant les lignes locales qui desservent des petites distances et en reportant les gares terminales en périphérie
  - deux nouveaux quartiers d'habitations au Besos et au Port Franc
  - extension limitée de l'Ensanche selon le nouveau module

La ville ancienne faisait l'objet d'un traitement spécifique, marqué par l'hygiénisme. Le GATCPAC prévoyait un plan d'assainissement, intervention qui devait être menée par étapes progressives aboutissant à la création d'espaces verts, à la destruction de l'habitat insalubre et à la conservation des bâtiments historiques et d'intérêt artistique.

Certains critiques d'architecture ont parlé de "rationalisme poétique" à propos des architectes du GATCPAC, pour souligner à la fois leur rattachement au mouvement moderne et leur enracinement régional. Attitude qui s'est traduite par la volonté constante de prendre en compte le contexte barcelonais et catalan: héritage du passé, mais aussi la réalité en marche et le progrès social.

Les architectes du GATCPAC resteront toutefois relativement marginalisés par rapport aux milieux d'affaires et à la bourgeoisie demeurés conservateurs et encore influencés par l'idéologie noucentiste. Ainsi, contrairement à leur prédécesseurs modernistes et noucentistes, les architectes du GATCPAC ne pourront agir qu'avec le soutien unique de la majorité politique, mise en place sous la lle République espagnole. Ce qui explique que le GATCPAC n'ait réalisé que des commandes publiques.

L'originalité de ces travaux réside donc paradoxalement dans leur non-réalisation, les évènements politiques défavorables (Guerre Civile, période franquiste) interrompant brutalement et définitivement l'oeuvre à peine commencée du GATCPAC. Mais comme tous les projets élaborés étaient intégrés dans une oeuvre théorique, ils ont constitué un *stock d'idées et de projets*. Avec le Plan Cerdà, le Plan Macia est la deuxième tentative de planification urbaine qui propose une alternative au modèle de croissance urbaine non-contrôlée induite par le développement industriel. Ces deux projets complets pour l'aménagement de la Gran Barcelona, à la fois ambitieux et généreux, certains diront utopiques, sont issus d'analyses critiques et insérés dans une réflexion globale sur les mutations de la société catalane, questionnant de manière incisive la modernité.

Ces deux tentatives constituent pour les générations d'architectes et d'urbanistes à venir un gisement fertile, riche d'expériences difficiles, de concepts urbanistiques adaptés à la réalité barcelonaise. De nombreux projets actuels mis en oeuvre par la municipalité socialiste s'inspirent largement du Plan Macia. Plus qu'un héritage, celui-ci constitue de fait un ancrage réel assumé par la politique urbaine actuelle et rétablit ainsi une continuité longuement interrompue par la dictature franquiste.

#### 3. "L'architecture critique" de la résistance

Lorsque le régime franquiste s'est installé après la victoire en 1939, l'architecture catalane était décapitée et le creuset intellectuel et artistique barcelonais décomposé: Torres Clavé est mort au front, Lluis Sert et Subirana, comme la majorité des créateurs catalans, sont partis en exil en France ou en Amérique.

Avec le léger relâchement du régime franquiste à partir de 1945, l'identité catalane s'est recomposée et reconstruite lentement, fragilement, car elle était toujours en butte aux brimades du pouvoir central. Cette progressive réappropriation culturelle débouchera dès

la fin du régime franquiste sur une sorte de deuxième renaissance catalane. Contrairement à la première renaissance catalane du XIXe siècle, celle-ci a d'abord été portée par les couches populaires, très engagées dans les combats et la lutte anti-franquiste pendant la Guerre Civile, et qui ressentaient vivement l'autoritarisme du nouveau régime. La lutte politique s'est alors déplacée vers le plan culturel. Les milieux intellectuels et artistiques se sont associés assez rapidement à ce mouvement, du fait de leurs exigences sur le plan de la pratique professionnelle et par solidarité sociale; la bourgeoisie d'affaires a suivi tardivement, compromise qu'elle était avec le pouvoir central dans des opérations spéculatives.

Ce processus de deuxième renaissance catalane est donc profondément marqué par une révolte que l'on pourrait qualifier de révolte "collectivisée et intériorisée" face à un système politique largement subi. C'est pourquoi, cette renaissance culturelle catalane du XXe siècle est souvent appelée culture de résistance (sous-entendu antifranquiste).

#### 3. 1 Une recomposition culturelle douloureuse

La période de 1945 à 1950 est caractérisée par une sorte de désarroi moral, qui touchait particulièrement les milieux intellectuel et artistique du fait de la disparition des éléments actifs de la dynamique culturelle. Ce vide a été accentué par la politique de "castillanisation" à outrance, la censure interne et externe.

Considérée comme un crime d'Etat, la culture catalane, était alors bannie d'Espagne: il était interdit de parler, d'écrire, d'enseigner le catalan. Des lois ont été édictées, qui dénoncaient l'art catalan comme un "art dégénéré ... trop influencé par l'étranger et la France"; quant à l'architecture moderne produite en Catalogne, elle était récusée en tant que "marxiste, juive et cosmopolite" (4).

Le régime franquiste ne tolèrait alors que les travaux théoriques confinés à une minorité d'intellectuels. Cela explique que dans le domaine de l'architecture, cette phase de recomposition et de restructuration fût avant tout une phase de ressourcement théorique et idéologique. A. Barey parle ainsi de "boulimie culturelle sous laquelle perce une angoisse constante" et cite un architecte madrilène, Daniel Fallanda: "Nos introductions rationalistes sont réellement pathétiques. La science moderne doit s'introduire subrepticement dans une accablante série d'expédients et seulement à moitié dans les ambigüités de la volonté de compromis entre la marée internationale et le pléonasme académique."

Face à la spéculation immobilière associée avec une architecture médiocre, les projets élaborés par une minorité critique, à l'issue de recherches fondamentales, seront

<sup>(4)</sup> Voir A. Barey, op. cité

rarement, sinon jamais, réalisés. Ainsi, peut-on parler de régression de l'architecture catalane sur le plan de la production, dans la mesure où l'essentiel des réalisations de cette période témoignent d'un retour aux styles néo-classique, pastische folklorique, noucentiste et au style international. Cependant, sur le plan théorique, une autre architecture catalane s'est élaborée officieusement dans le cadre d'une distanciation culturelle et politique qui donnera bientôt naissance à l'Ecole de Barcelone.

#### 3. 2 L'émergence de "l'Ecole de Barcelone"

Après la phase de recomposition culturelle clandestine, l'identité catalane a commencé à renaître plus ouvertement. Ce processus était lié à une évolution du régime qui s'ouvrait à l'Europe et au reste du monde occidental. Evolution qui s'est traduite dans le domaine de l'architecture par l'éclosion du *Groupe R* et les débuts de l'Ecole de Barcelone.

#### Le Groupe R

Alors que l'Ecole d'Architecture de Barcelone avait cessé d'être un lieu d'échanges vivant, une dynamique culturelle non-institutionnelle va apparaître au début des années 50 avec la création du *Groupe R* fondé par Josep Sostres, Antonio. Coderch, Antonio Moragas. Les conditions historiques dans lesquelles s'est constitué le Groupe R sont importantes à rappeler. Sur le plan intérieur, 1948 avait marqué l'ouverture des frontières; en 1949 Gio Ponti, Alberto Sartoris, Bruno Zevi visitent Barcelone; en1953, le pacte militaro-économique entre l'Espagne et les Etats-Unis fera naître un essor économique, certes limité par la dictature, mais qui encouragera la renaissance des activités intellectuelles; activités en butte à la censure, d'où leur caractère "informel", ce qui fera dire à Oriol. Bohigas que les architectes catalans influencés par le *Groupe R* étaient des "autodidactes semi-clandestins".

Grâce au *Groupe R*, l'expérience et les théories du GATCPAC vont alors être officieusement réhabilitées, tandis que les premiers héritages du mouvement moderne vont être réinterprétés grâce à un ressourcement accompagné de distance critique. Comme l'écrira alors David Mackay: "Quand la dictature du sang et de la terre céda progressivement le pas à la dictature rampante et électronique de l'Opus Dei - et ce sous l'œil attentif du Pentagone et de l'élite capitaliste américano-européenne - le nouveau bien-être d'une société bâtie sur l'inégalité mit crûment en question le rôle social du mouvement moderne".

L'influence et l'action du *Groupe R* seront fondamentales pour le renouveau de l'architecture catalane contemporaine. Sous l'égide d'Antonio Coderch, qui obtiendra en 1951 le Grand Prix de la Triennale de Milan, c'est en effet toute une dynamique culturelle

qui va se développer comportant:

- une action polémique qui va animer et nourrir le débat architectural en réagissant contre l'architecture conventionnelle de l'époque (exemple du débat autour de la construction de la zone universitaire);
  - une action de diffusion grâce aux publications et à de nombreuses conférences;
- une action théorique étroitement associée au courant de pensée de l'Ecole de Milan porteuse du néo-réalisme italien.

Oriol Bohigas jouera un rôle important au sein du *Groupe R*. Dès le début des années 50, il prendra position: "On ne peut plus se contenter de l'héritage avant-gardiste, dira-t-il, on ne peut faire comme si rien ne s'était passé entre1930 et 1960, la guerre civile, la dictature, et l'avènement de la société de consommation".

Aussi, plutôt que de revenir à la syntaxe et à la méthodologie du début des années 30, Oriol. Bohigas aura-t-il comme objectif de reformuler la capacité normative du mouvement moderne dans des termes plus spécifiques et plus constructifs (5).

Mais ce réalisme dépassera largement le thème purement matériel de la construction pour embrasser tous les champs d'une position culturelle complète (on pourrait dire d'une attitude éthique) qui prendra fermement position contre le mépris égoïste d'un certain modernisme exhibitionniste. Cette prise de position s'exprimera à travers quelques principes: le mode de vie des usagers doit être pris en considération, la composition n'est pas un geste abstrait plaqué sur un site et le dessin doit affronter les vicissitudes de la construction; l'authenticité de tel mur ou de tel espace doit être valorisé contre le shématisme des structures tramées justifiées par les facilités d'agencement, de même que les formes traditionnelles doivent être respectées si elles peuvent s'intégrer valablement au milieu culturel.

Le moindre symptôme de formalisme est ainsi banni, mais sans perdre de vue que les conquêtes du rationalisme d'avant-guerre doivent être conservées. Cette voie est même présentée comme la seule capable d'éviter le manièrisme stérile issu des conquêtes du modernisme, ainsi que le pur formalisme: "Le nouveau réalisme est le retour à la raison, écrit alors Bohigas dans son ouvrage *Vers une architecture réaliste*. Il représente la seule voie qui permette de passer rationnellement des prototypes des années pionnières à la modeste adaptation aux conditions réelles de l'homme et de la nature, et aux données sociologiques, techniques, économiques et politiques réelles".

<sup>(5)</sup> Voir son essai "Vers une architecture réaliste" paru en 1962. Après avoir fait le procès du formalisme et de l'utopie du rêve industriel, il y définit l'attitude réaliste comme "sincérité absolue quant à l'aspect de la construction et quant à l'authenticité du processus de construction".

#### "L'Ecole de Barcelone"

Reprenant et prolongeant les actions du *Groupe R*, l'Ecole de Barcelone a réinventé l'architecture catalane, mais cette fois-ci dans un cadre institutionnel reconnu, celui de l'Université dans laquelle enseignaient les éléments actifs du Groupe R, tel F. Correa. Cette influence sera prépondérante pour la formation des générations futures d'architectes catalans.

Par ailleurs, la dynamique culturelle externe à l'institution se poursuivait et s'enrichissait des influences de divers courants de pensée européens: textes de Rossi et Venturi ("lecture prudente mais exhaustive" selon O. Bohigas); réalisme, brutalisme et néo-liberty; esthétique réductionniste; réflexions formelles sur la ville et le territoire.

Animée par O. Bohigas, l'Ecole de Barcelone a ainsi assuré à partir des années soixante la continuité avec le Groupe R, dont elle se voulait l'héritière, et a modelé toute une génération d'architectes pendant près de dix ans (1965-75). L'action polémique entamée dans les années soixante s'est poursuivie et s'est accentuée avec l'apport de thèmes sociaux et les prises de position liées aux luttes urbaines menées par les habitants de Barcelone. Sur le plan théorique, les relations nouées avec le néo-réalisme italien se sont approfondies, notamment au sein de l'équipe Martorell/Bohigas/Mackay, avec l'élaboration de projets centrés sur l'habitat social.

#### L'épanouissement tardif d'un long processus

Il convient de souligner que les architectes catalans formés pendant la période de la "résistance culturelle", ont pu difficilement passer aux actes et réaliser des projets exemplaires durant le régime franquiste. Ils ont assuré le renouveau de l'architecture catalane contemporaine, au moment où la démocratie a été rétablie en Espagne. C'est seulement à partir de ce moment que tout le bagage culturel, théorique et artistique, longtemps accumulé a pu être pleinement utilisé. Des architectes comme Bach, Bonell, Clotet, Garcès, Llinès, Mora, Pinon, Sola-Moralès, Soria, Tusquets, Viaplana... vont alors émerger.

Et dans l'entrelacs des formes et des signes, on découvre une architecture riche et diversifiée, dans laquelle on peut cependant déceler une solidarité esthétique forte, attachée à une démarche et à des finalités spécifiques, pour ne pas dire catalanes.

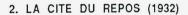
Mais déjà, une nouvelle génération, celle des années 80, succède à l'ancienne avant-garde architecturale. A l'attitude de résistance issue d'un parti pris éthique et défensif, la nouvelle génération oppose une attitude plus libre, plus imprégnée des courants et des modes.



LE PLAN CERDA (1859)

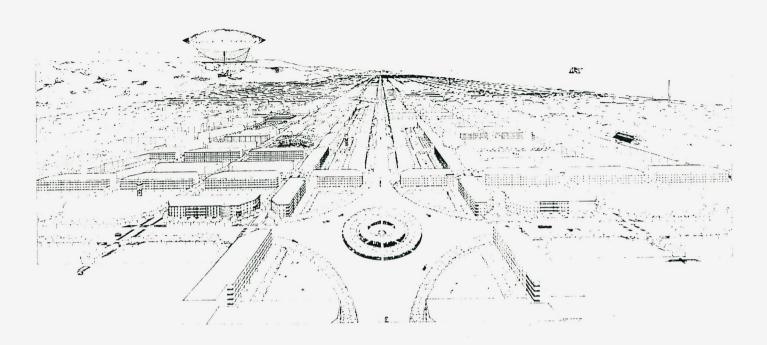
## 1. LA VILLE SELON CERDA

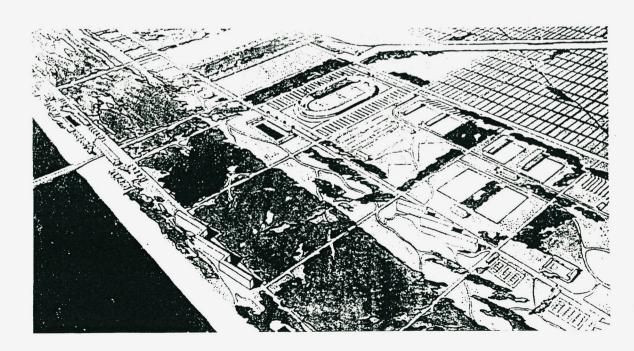
Ce dessin exécuté par Antonio Armesto dans les années 70 montre ce qu'aurait dû être Barcelone si l'on avait respecté le plan de Cerdà.



Projetée par le GATCPAC à Castelldefels, au Sud du Llobregat, cette cité modèle destinée aux loisirs et au repos des couches moyennes et de la classe ouvrière devait accueillir 800 000 personnes. Elle comportait 4 zones spécifiques

- une zone de cure pourvue d'équipements médicaux;
- une zone de bains et de loisirs;
- une zone résidentielle pour les week end;
- une zone résidentielle pour les vacances.





### CONCLUSION

Dans la vive concurrence que se livrent les villes du vieux Continent pour s'arracher des parts du grand marché (urbain) européen, Barcelone occupe à l'évidence une place de premier plan. Comme ces autres villes, elle a fait sienne l'idée selon laquelle la captation des flux financiers passe par la promotion médiatique d'une *image de la ville* dans laquelle l'architecture et l'aménagement urbain peuvent être d'efficaces ingrédients. Mais ce qui fait sa différence c'est que, contrairement à ce qui se passe dans beaucoup d'autres villes, cette médiatisation n'est ni la façade cachant un affairisme inavouable ni un masque dissimulant l'absence de réelle stratégie. A Barcelone, la ville se transforme en profondeur, au delà de ce que les images peuvent vanter.

Au moment où l'hégémonie de la pensée néo-libérale semble battre en brêche toute idée de planification urbaine (à commencer dans le pays, l'Angleterre, où elle est née), l'expérience barcelonaise prend un relief singulier. Qu'il s'agisse des procédures de gestion urbanistique, de la performance des analyses préalables, de la hiérarchie des plans règlementaires, de l'articulation des échelles de projettation, etc, on peut dire que la réflexion qui se mène sur la méthodologie du projet d'urbanisme est va à l'encontre de la tendance dominante. A Barcelone, les notions, si vagues ailleurs, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre urbaines prennent enfin sens.

Est-ce parce que Barcelone dispose déjà d'une solide et ancienne tradition commerciale qui lui permet de gèrer avec plus de recul et de maturité son projet d'aménagement? Est-ce parce que son retard sur les autres villes européennes lui permet de ne pas reproduire les erreurs d'autres villes plus engagées dans la voie de restructurations dévastatrices? Ou bien est-ce qu'ayant davantage "touché le fond" on y situe mieux les véritables enjeux? Est-ce parce que la capitale catalane dispose d'une culture urbaine et architecturale ancrée, plus qu'ailleurs, dans la société locale, ancrage qui la préserve des facilités des idéologies à la mode et lui permet de conserver une distance critique dans son rapport à la commande politique? Est-ce parce que les options d'aménagement mises en œuvre aujourd'hui disposent du considérable "stock" accumulé par l'Ecole d'Architecture qui alimente un processus que l'urgence de l'opérationnel ne permettrait pas de constituer? Est-ce parce

que cette ville a su, dès le lancement de sa nouvelle politique, réformer en profondeur l'appareil technique qui avait en charge l'aménagement urbain et qu'elle a osé en confier la direction à un architecte qui n'est pas seulement une figure locale internationalement connue, mais aussi un homme de culture? Ou bien encore, est-ce parce que les hommes, responsables politiques ou professionnels, qui ont pris en charge l'urbanisme de cette ville entretiennent une forte complicité intellectuelle, héritage d'un temps où lutte politique et résistance culturelle étaient étroitement mêlées? Est-ce, enfin, parce que les luttes urbaines qui ont précipité la fin de l'ancien régime imprègnent encore suffisamment la vie politique locale pour que le projet urbain ne sombre pas dans cet apolitisme de bon aloi qui, ailleurs, s'en remet à la seule compétence technique et aux savantes expertises?

De toutes ces raisons, laquelle l'emporte? Aucune, probablement, car c'est le faisceau qu'elles dessinent qui donne à l'expérience barcelonaise toute sa force et sa singularité.

Cela dit, il n'est pas dans notre intention de dresser de l'expérience barcelonaise un tableau idyllique, ni de donner à croire que dans un monde où les affaires jouent un rôle prépondérant dans le développement (ou la régression) équilibré (ou non) des villes, Barcelone occupe une position particulière, bien au contraire. Cette ville, longtemps véritable "capitale commerciale" de l'Espagne ne renie pas son passé. Elle défend même ardemment sa vocation. L'intérêt, le nombre et la qualité des projets ne doivent donc pas faire oublier que l'affairisme va bon train, que la spéculation foncière et immobilière fleurissent comme jamais (et poussent la question du logement dans une impasse), que l'appareil municipal se divise, voire se bureaucratise, que des rivalités naissent, que les stars internationales de l'architecture se partagent le "gâteau" des J.O., etc. Barcelone ne constitue donc pas le paradis urbanistique que la vague néo-libérale aurait oublié. Les tensions y restent vives, de même que les contradictions qui travaillent la politique urbaine en profondeur.

Mais - et c'est sur ce point que réside, peut-être , l'enseignement essentiel de l'expérience en cours - non seulement ces contradictions ne sont pas amoindries ou niées, mais elles sont utilisées comme ce qui peut porter plus loin le mouvement qui les fait naître. Ce qui explique que la politique urbaine mise en oeuvre ne soit pas uniquement asservie à cette stratégie commerciale qui semble, ailleurs, constituer le dernier moteur possible du développement des villes, le suprème critère d'appréciation de leur réussite, quand ce n'est pas le seul enjeu valable des grandes ambitions urbaines de ce temps.

Pour une pensée française sur la ville qui semble avoir perdu ses points de repère, il paraît clair que l'expérience barcelonaise peut jouer un rôle de recentrement, de ressourcement. Expérience dont le principal mérite est de permettre que la culture urbanistique s'investisse dans un projet urbain qui, sans négliger les affaires, redevient la grande affaire de ce temps.

## **BIBLIOGRAPHIE**

(Les ouvrages repérés par une \* ont servi à l'élaboration du présent rapport)

#### Ouvrages généraux:

- La gran Barcelona, J. Borja, M. Tarrago et autres

Edicions Libro de la Frontera Barcelona 1972

\* - Barcelone: Robert Ferras Editions Anthropos Paris 1977

\* - La théorie générale de l'urbanisation, Ildefonso Cerdà:

Editions du Seuil Paris 1979

\* - Histoire de l'Espagne: Pierre Vilar

P U F Collection Que sais-je Paris 1986

\* - Barcelone: ouvrage collectif

Editions Autrement Paris 1986

 $^{\star}\,$  - Enquesta Metropolitana 1986/Condicions de vida i habits de la poblacio de l'area metropolitana de Barcelona/Volum1

Institut d'Estudis Metropolitans de Barcelona 1987

\* - La Catalogne: Francesc Granell

P U F Collection Que sais-je Paris 1988

\* - Barcelone: les mutations du système productif: P. Beckouche/M. Savy; Rapport DATAR/CERTES nov 1988

#### Architecture:

- Architectural Design n°8 et n°12: Map guide
- Architecture d'Aujourd'hui n°149/avril-mai 70
- \* 2c Construccion de la Ciudad n°15-16/1975: Josep Torres Clave, arquitecto y revolucionario (itinéraire de Clave et du GATCPAC)
- \* Quaderns de Arquitectura i Urbanisme n°123/1977: guide de Barcelone
- \* Archives d'Architecture Moderne n°13/1978: "L'évolution de Barcelone et le phénomène catalan" de A. Barey

- Casabella nº483/1982: "Un programme pour Barcelone" de O. Bohigas
- Quaderns d'Arquitectura i Urbanisme n°154/nov 1982: "El pla general metropolita com a pla de l'arquitectura de Barcelona" de R. Pie
- Archives d'Architecture Moderne n°22/1982: Un projet controversé, la plaça Real
- \* Architecture Mouvement Continuité n°2/octobre 1983: "Les espaces publics de Barcelone" de J.-L. Cohen et A. Chémétoff
  - Architecture Mouvement Continuité n°3 et n°8
- Lotus n°39/1983: Réflexions sur les conceptions nouvelles en matière d'espaces publics
- Techniques et Architecture n°351/déc1983-janv 1984: "Cent projets concrets pour transformer Barcelone" de O. Bohigas
  - Arquitectura nº250/1984: Projet d'école dans le parc de l'Escorxador
  - Archithèse n°4/1984: Des places contestées par des habitants
  - Lotus n°43/1984: Proposition pour Montjuic
  - Architectural Review n°1050/août 84
- \* Quaderns d'Arquitectura i Urbanisme n°164-165/1985: Diez anos de arquitectura catalana 1975/1985:

"Arquitectura y Poder" et "Hacia el fin de siglo" de J.L Mateo;

"La Forma de los jardines" de E Bru;

"La obra publica en Barcelona: 1975-1985" de M. Gausa.

- \* Architecture Mouvement Continuité n°8/juin 1985: "Architectures à Barcelone" de J. Lucan.
- The Architectural Review n°1071/mai 1986: dossier Barcelona: Rebuilding the public realm
- \* Architecture d'Aujourd'hui n°245/juin 1986: dossier Espagne 86
  - Casabella n°533/mars 1987: "L'olimpico Bohigas a Barcellona" de J. Busquets
- Architectes Architecture n°176/avril 1987: "Barcelone: le grand jeu/Barcelone 92:les J. O. au stade du projet" de B. Bucaille et J. Devidjian
- \* Casabella n°535/mai 1987: dossier sur le renouveau de l'architecture catalane "Dall'anedotta alla categoria" de O. Bohigas et "I limiti di un territorio de J. L. Mateo
- Architectus Architecture n°185/mars 1988: "Barcelone: il n'y a que "mes que mais"
- \* Architecture d'Aujourd'hui n°258/sept1988: dossier Barcelone de O. Hénault
- \* Architecture d'Aujourd'hui n°260/déc 1988: dossier Barcelone de D. Mangin et O. Hénault
- \* Barcelona: de la ciutat pre-industrial al fenomen modernista: A. Barey Editions du COAC Barcelone 1980
- \* Trente ans d'architecture, 1954-1984: Martorell, Bohigas, Mackay: A. Martinez Electa Moniteur Paris 1984

\* - Minimal Architecture in Barcelona: Ignasi Sola-Morales Lotus documents/Electa Milan 1986

- Dialegs a Barcelona: O. Bohigas/O. Tusquets

Aiuntament de Barcelona 1986

\* - Bach/Mora, Catalogos de Arquitectura Contemporanea

E ditions 2 G Barcelona 1987

\* - Garcés/Soria, Catalogos de Arquitectura Contemporanea

E ditions 2 G Barcelona 1987

- Barcelona spaces and sculptures (1982-1986)

Aiuntament de Barcelona/Joan Miro Foundation 1987

#### Urbanisme:

- \* revue Espaces et Sociétés n°19/1976: "Modèle de développement et politiques urbaines en Espagne (1939-1975)" de M. Tarrago
- Technique et Architecture n°307/1976: "Pour un urbanisme du pavé et de l'égout" de O. Bohigas
  - Archives d'Architecture Moderne n°15/1978: Les luttes urbaines à Barcelone
- Quaderns d'Arquitectura i Urbanisme n°154/1982: Une nouvelle conception de l'urbanisme
- \* Evolucio urbana de Catalunya: (ouvrage collectif): "Dels eixamples del vuit-cents a la Catulunya-ciutat de la Mancomunitat" et "La politica territorial de Generalitat i la "nova economia urbana" de F. Roca; "La politica urbanistica a Catalunya durant el darrers anys quaranta" de E. Moreno

Edicions de la Magrana/Institut Municipal d'Historia, Ajutament de Barcelona 1983

\* - Plans i Projects per a Barcelona 1981-1982: "Pour une autre urbanité" de O. Bohigas

Ajuntament de Barcelona Area d'Urbanisme 1983

Recontruccio de Barcelona: O. Bohigas

Edicions 62, Barcelona 1984

- Architectural Review n°1048/1984: Présentation de la nouvelle politique
- \* Inicis de la urbanistica municipal de Barcelona, mostra dels fons municipals de plans i projectes d'urbanisme 1750-1930; Ajuntament de Barcelona/CMB 1985
- \* Barcelona en joc: "Reinventant Barcelona" de L. Millet; "La linia de muntanya" de R. Favos: "La linia de costa" de A. Llorens

Collegi d'Aparelladors i Arquitectes Technics de Barcelona 1986

- Urbanismo n°2/mai 1986: "Nueve planes catalanes" de J. Busquets
- CEUMT nº100/1987: Index des revues d'urbanisme en Espagne de 1978 à 1986
- \* Arees de nova centralitat sous la direction de J. Busquets Ajuntament de Barcelona Area d'Urbanisme i Obres Publiques 1987

\* - Projectar la Ciutat Metropolitana, obres i projectes 1981-1986 sous la direction de J. Esteban i Noguera

Corporacio Metropolitana de Barcelona juin 1987

- \* revue *Politique aujourd'hui* n°2/nov 1987: "Barcelone: une métropole" de J. Boria
- \* Urbanisme a Barcelona, Plans cap al 1992: "Les diferents escales de la projectacio urbanistica" de J. Busquets

Ajuntament de Barcelona, Area d'Urbanisme i Obres Publiques 1987

- revue Quaderns d'alliberament n°13/juin 1987: 1992, quins jocs?
- \* Vila Olimpica, remodelacion del frente maritimo del Poblenou Barcelona Aiuntament de Barcelona, 1988

\* - Transformacion de un frente maritimo, Barcelona-la villa olimpica, 1992: Martorell/Bohigas/Puigdomenech; Edicions 2 G Barcelona1988

#### Société et politique:

- \* revue *Espaces et Sociétés* n°19/déc 1976: "Les mouvements sociaux urbains en Espagne" de J. Borja; "Mouvements urbains et changement démocratique aujourd'hui" de J. Borja/R. Boix/M.J. Campo
- \* revue *Documents d'Analisi Geographica* n°8-9/déc 1985, Universitat Autonoma de Barcelona: "La divisio territorial de la ciutat: els nou districtes" de A. Segura
- \* Supplément Villes au futur, journal Le Monde du 31 mai 1986
- \* Barcelone: "La belle et la bête ou les années trompeuses" de M. V. Montalban Editions Autrement Paris 1986
- \* Dialegs a Barcelona: R. Obiols/J. Rigol

Ajuntament de Barcelona 1987

\* - Descentralitzacio Municipal, Participacio Ciutadana, Sintesi de balanç (1983-1987)

Ajuntament de Barcelona 1987

- \* Descentralizacion y participacion ciudadana: J. Borja Instituto de Estudios de Administracion Local/Madrid 1987
- \* Barcelona-10/supplément n°2: El proceso de descentralizacion Ajuntament de Barcelona
- Barcelona-10/Participacio: La ciutat es cosa de tots; Ajuntament de Barcelona
- Normas Reguladoras de la Organizacion de los Distritos y de la participation ciudadana Ajuntament de Barcelona 1987
- \* Estado y ciudad: J. Borja; PPU 1988.